



---

---

# Répertoire législatif 2015 de l'Assemblée nationale du Québec

Lois sanctionnées entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2015

---

Éditeur officiel du Québec  
2015



## NOTE

Ce trente-neuvième Répertoire législatif annuel comporte un sommaire de l'activité législative de l'Assemblée nationale du Québec au cours de l'année 2015.

La liste, sous forme de table de concordance, des lois adoptées en 2015 inclut les lois publiques du gouvernement, les lois publiques des députés et les lois d'intérêt privé, mais les fiches descriptives de chaque loi de même que le tableau des modifications et l'index ne concernent pas les lois d'intérêt privé sanctionnées au cours de l'année.

Il s'agit évidemment d'un sommaire qui ne saurait dispenser de se référer à la loi elle-même pour en connaître avec précision la portée.

Direction de la traduction et de l'édition des lois  
Assemblée nationale du Québec

Réalisé à la Direction de la traduction et de l'édition des lois  
de l'Assemblée nationale du Québec

© Éditeur officiel du Québec, 2016

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays. Toute reproduction pour fins commerciales, par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction, est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Page</b>
Liste des lois sanctionnées .....	5
Tables de concordance.....	9
Abréviations et définitions .....	11
Fiches relatives aux lois publiques .....	15
Liste des lois publiques par ministère ou par secteur.....	81
Liste des projets de loi présentés en 2015, mais non adoptés en 2015 .....	85
Liste des dispositions législatives entrées ou entrant en vigueur par un décret de 2015 .....	87
Tableau des modifications apportées aux lois publiques en 2015 .....	91
Tableau des modifications globales apportées aux lois publiques en 2015 ...	153
Index .....	155



## LISTE DES LOIS SANCTIONNÉES

Cette liste présente, par ordre de numéro de chapitre, les lois sanctionnées au cours de l'année 2015, avec le numéro de projet de loi qu'elles portaient lors de leur présentation.

Chapitre	Titre	Projet de loi
1	Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales	n° 10
2	Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire	n° 30
3	Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives	n° 19
4	Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers	n° 25
5	Loi n° 1 sur les crédits, 2015-2016	n° 40
6	Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics ( <i>titre modifié</i> )	n° 26
7	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises	n° 34
8	Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016	n° 28
9	Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application	n° 32
10	Loi n° 2 sur les crédits, 2015-2016	n° 45
11	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	n° 33

Chapitre	Titre	Projet de loi
12	Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel–Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement	n° 37
13	Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail	n° 43
14	Loi concernant l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit	n° 46
15	Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail	n° 42
16	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif	n° 36
17	Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec	n° 38
18	Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec	n° 47
19	Loi proclamant la Journée Nelson Mandela	n° 493
20	Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec	n° 58
21	Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales	n° 13
22	Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	n° 48
23	Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière	n° 55



Chapitre	Titre	Projet de loi
24	Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives	n° 39
25	Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée	n° 20
26	Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives	n° 51
27	Loi concernant principalement la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public	n° 73
28	Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme	n° 44
29	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées	n° 57
30	Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant l'article 4.1 de la Loi sur les produits alimentaires	n° 68
31	Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique et à définir une nouvelle gouvernance en ce qui a trait à la promotion internationale ( <i>titre modifié</i> )	n° 67
32	Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean	n° 71
33	Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat	n° 78
34	Loi permettant aux municipalités de neutraliser les déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels	n° 80
35	Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal	n° 54

Chapitre	Titre	Projet de loi
36	Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015 ( <i>titre modifié</i> )	n° 69
37	Loi concernant la Ville de Sherbrooke	n° 205
38	Loi concernant la Ville de Mercier	n° 206
39	Loi concernant la Ville de Boucherville	n° 207
40	Loi concernant la Ville de Saint-Félicien	n° 208
41	Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec	n° 210
42	Loi concernant la taxe foncière applicable à PF Résolu Canada Inc. à titre d'autoconsommatrice de l'énergie électrique produite par ses installations hydroélectriques sur le territoire de la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau	n° 213
43	Loi concernant la vente d'un immeuble situé sur le rang Bois-Franc Ouest à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun	n° 216
44	Loi concernant la continuation de La Mine Belleterre Québec Ltée (libre de responsabilité personnelle) et de la Société Minière de la Baie de Boston Ltée	n° 217

**TABLE DE CONCORDANCE  
CHAPITRE / PROJET DE LOI**

Chapitre	Projet de loi	Chapitre	Projet de loi
1	10	23	55
2	30	24	39
3	19	25	20
4	25	26	51
5	40	27	73
6	26	28	44
7	34	29	57
8	28	30	68
9	32	31	67
10	45	32	71
11	33	33	78
12	37	34	80
13	43	35	54
14	46	36	69
15	42	37	205
16	36	38	206
17	38	39	207
18	47	40	208
19	493	41	210
20	58	42	213
21	13	43	216
22	48	44	217

**TABLE DE CONCORDANCE  
PROJET DE LOI / CHAPITRE**

Projet de loi	Chapitre	Projet de loi	Chapitre
10	1	48	22
13	21	51	26
19	3	54	35
20	25	55	23
25	4	57	29
26	6	58	20
28	8	67	31
30	2	68	30
32	9	69	36
33	11	71	32
34	7	73	27
36	16	78	33
37	12	80	34
38	17	205	37
39	24	206	38
40	5	207	39
42	15	208	40
43	13	210	41
44	28	213	42
45	10	216	43
46	14	217	44
47	18	493	19

## ABRÉVIATIONS ET DÉFINITIONS

AM:	Amendement
MAJ:	À la majorité des voix
VOTE:	<div>P      Pour</div> <div>C      Contre</div> <div>A      Abstention</div>
Ministre responsable:	ministre responsable de l'application de la loi
Parrain:	ministre par ou au nom de qui le projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale
Présentation du projet de loi:	présentation du projet de loi à l'Assemblée nationale
Consultation générale:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes et les groupes concernés par le projet de loi peuvent faire part de leurs commentaires et de leurs suggestions aux parlementaires
Consultations particulières:	étape facultative à l'occasion de laquelle les personnes ou les organismes qui ont une connaissance ou une expérience particulière du domaine de la compétence d'une commission expriment leur opinion à cette dernière à la suite d'une invitation spéciale de la commission
Audition du Vérificateur général du Québec:	étape facultative à l'occasion de laquelle le Vérificateur général du Québec livre ses commentaires et répond aux questions des parlementaires sur un projet de loi présenté à l'Assemblée nationale
Dépôt du rapport d'audition:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport du Vérificateur général du Québec
Adoption du principe:	adoption du principe du projet de loi par l'Assemblée nationale
Étude détaillée en commission:	étude détaillée du projet de loi par une commission parlementaire permanente de l'Assemblée nationale

Dépôt du rapport de consultation:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a mené des consultations particulières ou une consultation générale
Dépôt du rapport de la commission:	dépôt à l'Assemblée nationale du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi
Prise en considération du rapport de la commission:	prise en considération du rapport de la commission parlementaire qui a étudié en détail le projet de loi par le vote de ce rapport par l'Assemblée nationale
Adoption du projet de loi:	adoption du projet de loi par l'Assemblée nationale
Sanction:	sanction du projet de loi par le lieutenant-gouverneur
Entrée en vigueur:	entrée en vigueur de la loi par l'effet d'une disposition de cette loi ou d'un décret du gouvernement
Loi(s) modifiée(s), remplacée(s), abrogée(s) ou édictée(s):	loi ou liste des lois modifiées, remplacées, abrogées ou édictées par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Règlement(s) modifié(s), remplacé(s) ou abrogé(s):	règlement ou liste des règlements modifiés, remplacés ou abrogés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Décret(s) modifié(s), remplacé(s) ou abrogé(s):	décret ou liste des décrets modifiés, remplacés ou abrogés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
Arrêté(s) ministériel(s) modifié(s) ou abrogé(s):	arrêté ministériel ou liste des arrêtés ministériels modifiés ou abrogés par la loi qui fait l'objet de la fiche descriptive
<u>Commissions:</u>	
CAN:	Commission de l'Assemblée nationale
CAP:	Commission de l'administration publique
CAPER:	Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

CAT:	Commission de l'aménagement du territoire
CCE:	Commission de la culture et de l'éducation
CET:	Commission de l'économie et du travail
CFP:	Commission des finances publiques
CI:	Commission des institutions
CP:	Commission plénière
CRC:	Commission des relations avec les citoyens
CS:	Commission spéciale
CSSS:	Commission de la santé et des services sociaux
CTE:	Commission des transports et de l'environnement





## Chapitre 1 (projet de loi n° 10)

Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales

**Objet :** Cette loi modifie l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux par l'intégration régionale des services de santé et des services sociaux, la création d'établissements à mission élargie et l'implantation d'une gestion à deux niveaux hiérarchiques, afin de favoriser et de simplifier l'accès aux services pour la population, de contribuer à l'amélioration de la qualité et de la sécurité des soins et d'accroître l'efficience et l'efficacité de ce réseau.

À cet effet, la loi prévoit la création, pour chaque région sociosanitaire, d'un centre intégré de santé et de services sociaux issu de la fusion de l'agence de la santé et des services sociaux et d'établissements publics de la région. Toutefois, pour les régions de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine, de la Montérégie et de Montréal, le nombre de centres intégrés prévu est respectivement de deux, trois et cinq. Sept établissements non fusionnés de même que certains établissements regroupés s'ajoutent à ces centres intégrés.

La loi instaure une nouvelle gouvernance pour les centres intégrés de santé et de services sociaux, les établissements non fusionnés et les établissements regroupés, notamment en précisant la composition de leur conseil d'administration dont les membres, en majorité indépendants, sont soit désignés par certains groupes, soit nommés par le ministre de la Santé et des Services sociaux. La loi confie la direction de ces établissements à des présidents-directeurs généraux, lesquels sont nommés par le gouvernement.

La loi contient par ailleurs des dispositions d'interprétation et d'application de plusieurs lois et règlements pour tenir compte des modifications apportées à l'organisation et à la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux. Ces dispositions portent essentiellement sur l'exercice, par les centres intégrés de santé et de services sociaux et le ministre, de certaines fonctions actuellement exercées par les agences de la santé et des services sociaux.

La loi accorde de nouveaux pouvoirs au ministre à l'égard des centres intégrés de santé et de services sociaux et des établissements non fusionnés, notamment le pouvoir de prescrire des règles relatives à la structure organisationnelle de leur direction et celui d'intervenir auprès de la direction générale si des gestes incompatibles avec les règles de saine gestion sont posés.

Enfin, la loi prévoit des dispositions diverses, transitoires et finales nécessaires à son application, notamment en ce qui concerne les ressources humaines et la nomination des premiers dirigeants et des premiers membres des conseils d'administration des établissements publics.

**Ministre responsable :** ministre de la Santé et des Services sociaux

**Parrain :** M. Gaétan Barrette

**Présentation du projet de loi :** 2014-09-25

<b>Consultations particulières :</b>	CSSS 2014-10-20; 2014-10-21; 2014-10-22; 2014-10-23; 2014-10-27; 2014-10-28; 2014-10-29; 2014-10-30; 2014-11-05; 2014-11-06; 2014-11-10; 2014-11-11; 2014-10-12; 2014-11-13
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2014-11-18
<b>Adoption du principe :</b>	2014-11-28 Vote : P : 79, C : 28, A : 0
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CSSS 2014-12-01; 2014-12-02; 2014-12-03; 2014-12-04; 2014-12-05; 2014-12-15; 2014-12-16; 2014-12-17; 2015-01-16; 2015-01-20; 2015-01-23; 2015-01-28; 2015-01-29; 2015-01-30; 2015-02-02; 2015-02-03
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-06 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-02-06 Vote : P : 62, C : 50, A : 0
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-02-07 Vote : P : 62, C : 50, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-02-09
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-04-01, à l'exception des dispositions des articles 12 à 17, 34, 159, 160, 162, 163, 166, 171, 172, 188 à 194, 201, 217, 218 et 222, qui entrent en vigueur le 9 février 2015
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2) Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales (chapitre U-0.1)

## Chapitre 2 (projet de loi n° 30)

Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire

**Objet :** Cette loi modifie la Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette afin d'empêcher, à compter de l'année financière 2009-2010 et pour les cinq années financières subséquentes, le versement de bonis au rendement aux titulaires d'emplois supérieurs et autres personnes nommés par le gouvernement ou par l'Assemblée nationale. De plus, elle empêche également leur progression dans l'échelle de traitement pour les années financières 2009-2010 et 2010-2011.

Enfin, la loi énonce son caractère déclaratoire et elle précise qu'elle a effet malgré deux décisions judiciaires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	M. Martin Coiteux
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-12-05
<b>Adoption du principe :</b>	2015-02-10
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2015-02-12
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-17 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-03-17
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-03-18
<b>Sanction :</b>	2015-03-20
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-03-20

**Loi modifiée :** Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette (2010, chapitre 20)

**Chapitre 3** (projet de loi n° 19)

## Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les coopératives en ce qui a trait aux exigences administratives requises pour le dépôt de requêtes et de statuts de coopératives auprès du ministre responsable de cette loi. Elle prévoit des règles concernant la correction de statuts et donne au ministre le pouvoir de déterminer les modalités de signature des documents technologiques devant lui être produits ainsi que celui de rectifier les documents qu'il a dressés.

La loi précise que les sommes dévolues à une coopérative doivent être affectées à sa réserve et que cette dernière ne peut être entamée de quelque manière.

La loi introduit des mesures de protection du patrimoine des coopératives d'habitation dont un immeuble a été construit, acquis, restauré ou rénové dans le cadre d'un programme gouvernemental d'aide à l'habitation, notamment en obligeant la coopérative à préserver l'affectation sociale ou communautaire de l'immeuble, en assujettissant l'aliénation d'un tel immeuble ou la modification de son affectation à l'autorisation préalable du ministre et, en cas de liquidation de la coopérative, en obligeant la dévolution du solde de l'actif à une coopérative de même nature.

La loi modifie les règles applicables aux coopératives de travail pour donner à leur directeur général ou à leur gérant le pouvoir d'imposer aux membres des mesures administratives ou disciplinaires autres que le congédiement.

La loi revoit les dispositions pénales de cette loi en prévoyant des amendes plus élevées lorsqu'une contravention à cette loi affecte le patrimoine et la réserve d'une coopérative.

Finalement, la loi apporte d'autres modifications techniques à la Loi sur les coopératives, ainsi que des modifications de concordance.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
<b>Parrain :</b>	M. Jacques Daoust
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-11-12
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2014-12-04
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2014-12-05
<b>Adoption du principe :</b>	2015-02-11
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-02-12; 2015-02-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-18 AM

<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-03-18
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-03-25
<b>Sanction :</b>	2015-03-30
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-04-29, à l'exception des articles 1 à 4, 8 à 10, 17 à 25, 32, 40 et 47 à 54, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
– 2015-10-01 :	a. 32 Décret n° 663-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 2431
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2) Loi sur la Régie du logement (chapitre R-8.1) Loi modifiant la Loi sur les coopératives (2003, chapitre 18)

**Chapitre 4** (projet de loi n° 25)

Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers

**Objet :** Cette loi transfère au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers confiée actuellement à la Société de l'assurance automobile du Québec.

La loi comporte également des modifications de concordance et des dispositions de nature transitoire.

<b>Ministres responsables :</b>	ministre de la Justice et ministre des Transports
<b>Parrain :</b>	M. Robert Poëti
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-11-28
<b>Consultations particulières :</b>	CTE 2015-02-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-18
<b>Adoption du principe :</b>	2015-02-19
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CTE 2015-02-24; 2015-02-25
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-26 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-03-17
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-03-24
<b>Sanction :</b>	2015-03-30
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-10-19, sauf si leur entrée en vigueur est fixée par le gouvernement à une date ou à des dates antérieures
<b>Lois modifiées :</b>	Code de la sécurité routière (chapitre C-24.2) Loi sur la protection du consommateur (chapitre P-40.1)

**Chapitre 5** (projet de loi n° 40)

## Loi n° 1 sur les crédits, 2015-2016

**Objet :** Cette loi autorise le gouvernement à payer sur le fonds général du fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2015-2016, une somme maximale de 15 287 511 030,00 \$, représentant quelque 30,2% des crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles énumérés à l'annexe 1.

Cette loi indique, en outre, dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Enfin, cette loi approuve les prévisions de dépenses d'un montant de 2 713 962 181,00 \$ et les prévisions d'investissements d'un montant de 642 939 125,00 \$, représentant quelque 25,8% des prévisions de dépenses et quelque 25,2% des prévisions d'investissements des fonds spéciaux énumérés à l'annexe 2.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	M. Martin Coiteux
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-03-31 MAJ
<b>Adoption du principe :</b>	2015-03-31 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-03-31 MAJ
<b>Sanction :</b>	2015-03-31
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-03-31
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

## Chapitre 6 (projet de loi n° 26)

Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics (*titre modifié*)

**Objet :** Cette loi prévoit des mesures exceptionnelles afin que des sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de l'adjudication, de l'attribution ou de la gestion de contrats publics puissent être récupérées.

La loi prévoit que le ministre de la Justice doit publier à la *Gazette officielle du Québec* un programme de remboursement volontaire à durée déterminée visant à permettre que soient remboursées de telles sommes lorsqu'il aurait pu y avoir fraude ou manœuvre dolosive.

La loi confère au ministre le droit d'agir pour le compte d'un organisme public dans le cadre de ce programme. À ce titre, la loi permet au ministre de transiger et de donner quittance au nom d'un organisme public.

Dans le cadre du programme, la loi prévoit que le gouvernement désigne une personne pour agir à titre d'administrateur. Cette personne a notamment pour fonction de tenter d'amener les intéressés à s'entendre.

Par ailleurs, la loi établit certaines règles particulières applicables aux recours judiciaires visant la récupération de telles sommes qui peuvent être intentés par un organisme public, notamment en établissant certaines présomptions, en autorisant la reprise, à certaines conditions, de toute action qui a pu dans le passé avoir été rejetée pour le motif que le droit de recouvrer est prescrit et en prolongeant le délai de prescription.

La loi institue un fonds affecté au financement des activités réalisées dans le cadre de l'application de la loi.

La loi apporte par ailleurs des modifications à la Loi sur les contrats des organismes publics afin notamment que la demande d'autorisation de contracter présentée par une entreprise qui est déclarée coupable de certaines infractions ne soit pas automatiquement refusée par l'Autorité des marchés financiers.

De plus, la loi intègre au régime d'inadmissibilité aux contrats publics prévu à la Loi sur les contrats des organismes publics les infractions aux lois électorales qui entraînent actuellement une inadmissibilité à ces contrats en application des dispositions des lois électorales.

Enfin, la loi prévoit des dispositions transitoires et finales, notamment quant à la cessation d'effet de certaines dispositions.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Stéphanie Vallée
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-12-03
<b>Consultations particulières :</b>	CI 2015-01-15; 2015-01-16



<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-10
<b>Adoption du principe :</b>	2015-02-17 Vote : P: 108, C: 0, A: 0
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2015-02-17; 2015-02-18; 2015-02-24; 2015-02-25; 2015-02-26
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-03-17 AM dont un au titre
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-03-18
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-03-24 Vote : P: 109, C: 0, A: 0
<b>Sanction :</b>	2015-04-01
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-04-01, à l'exception des dispositions du chapitre III, qui entreront en vigueur à la date fixée par le gouvernement.  À l'exception des dispositions des chapitres V et VI, les dispositions de la présente loi cessent d'avoir effet le <i>(indiquer ici la date qui suit de cinq ans celle de l'entrée en vigueur des dispositions du chapitre III)</i> , sauf en ce qui concerne les actions intentées avant cette date. Les dispositions du chapitre V cessent d'avoir effet à la date fixée par le gouvernement.
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) Loi sur les élections scolaires (chapitre E-2.3) Loi électorale (chapitre E-3.3)

**Chapitre 7** (projet de loi n° 34)

Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin d'y introduire des mesures particulières de financement pour certains régimes de retraite interentreprises ainsi que des règles relatives à la restructuration de ces régimes lorsqu'une insuffisance des cotisations est constatée.

La loi vise les régimes de retraite interentreprises à cotisation et prestations déterminées qui ne peuvent être modifiés unilatéralement par aucun employeur qui y est partie et pour lesquels les engagements de l'employeur se limitent à la cotisation fixée par le régime.

La loi propose que le financement de ces régimes se fasse uniquement selon l'approche de capitalisation, que la période d'amortissement d'un déficit de capitalisation soit de 12 ans plutôt que de 15 ans et que le déficit de solvabilité ne soit plus financé. Elle prévoit par ailleurs que les droits des participants soient acquittés en fonction du degré de solvabilité du régime.

La loi édicte également qu'une restructuration des régimes sera requise lorsque le rapport relatif à une évaluation actuarielle constate une insuffisance de cotisations. Un plan de redressement devra alors proposer les mesures permettant d'assurer un financement du régime conforme à la loi. Ces mesures pourraient consister notamment en une augmentation des cotisations patronales, en une augmentation des cotisations salariales ou en une modification réductrice portant sur les services effectués avant ou après la date de prise d'effet de la modification.

Enfin, la loi introduit dans la Loi sur les régimes complémentaires de retraite les mesures transitoires nécessaires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. François Blais et, à compter du 17 mars 2015, M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-02-18
<b>Adoption du principe :</b>	2015-02-25
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2015-03-18
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-03-19
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-03-19; 2015-03-24; 2015-03-25
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-03-26 AM

<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-04-02
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-04-02
<b>Sanction :</b>	2015-04-02
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-04-02. Elle a toutefois effet, à l'exception des dispositions de l'article 2, depuis le 31 décembre 2014.
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1) Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (chapitre S-2.1.1)

## Chapitre 8 (projet de loi n° 28)

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016

**Objet :** Cette loi modifie ou édicte plusieurs dispositions législatives afin principalement de mettre en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et d'assurer la mise en place de mesures visant le redressement des finances de l'État.

Ainsi, la loi modifie la Loi sur l'équilibre budgétaire afin de prévoir le retour à l'équilibre budgétaire pour l'année financière 2015-2016 et de fixer le montant en deçà duquel doit se trouver le déficit budgétaire de l'année financière 2014-2015. Elle modifie la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin que le montant de la taxe spécifique sur les boissons alcooliques porté annuellement au crédit du Fonds soit, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2016, augmenté à 500 000 000 \$.

La loi reconduit pour un an le gel de la rémunération additionnelle fondée sur le rendement du personnel de direction et du personnel d'encadrement des ministères et de certains organismes de même qu'à celui des cabinets ministériels. Elle prévoit que la rémunération additionnelle fondée sur le rendement, versée au personnel de direction et au personnel d'encadrement de certaines sociétés d'État, est conditionnelle à l'atteinte de cibles de résultat net.

La loi confie au ministre des Finances la préparation et la publication d'un rapport préélectoral sur la situation financière du gouvernement et confie au vérificateur général la préparation d'un rapport portant sur la plausibilité des prévisions et hypothèses présentées dans le rapport préélectoral.

En ce qui concerne l'énergie, la loi modifie la Loi sur la Régie de l'énergie afin de suspendre la mise en place de tout mécanisme de partage des écarts de rendement par la Régie de l'énergie, jusqu'à ce que l'équilibre budgétaire soit atteint, et de prévoir qu'Hydro-Québec conservera tout écart de rendement. La même loi est également modifiée afin de réserver la fourniture d'électricité à la satisfaction des marchés québécois.

En matière de ressources naturelles, la loi modifie la Loi sur Investissement Québec afin d'instituer Capital Mines Hydrocarbures, un fonds spécial permettant principalement la prise de participations dans les entreprises qui exploitent des substances minérales du domaine de l'État et, à certaines conditions, dans des entreprises qui les transforment. Elle prévoit par ailleurs le transfert à l'Agence du revenu du Québec des responsabilités relatives à l'application de la Loi sur l'impôt minier.

En matière de lutte contre l'évasion fiscale et le travail non déclaré, la loi modifie la Loi sur les impôts afin de prévoir l'obligation pour un fournisseur de services d'obtenir, sous certaines conditions, une attestation de Revenu Québec, dans le cadre de la conclusion d'un contrat de travaux de construction ou d'un contrat de services de placement ou de location de personnel. Cette loi modifie également la Loi sur la taxe de vente du Québec afin de prévoir l'implantation de modules d'enregistrement des ventes dans le secteur des bars et des restos-bars.

La loi modifie la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de revoir les règles déterminant la contribution exigée d'un parent dont l'enfant bénéficie de services de garde fournis par un prestataire de services de garde subventionné.

En matière de santé, la loi :

1° prévoit que lorsqu'un service fourni par un professionnel de la santé cesse d'être un service assuré les sommes prévues pour le financement de sa rémunération sont maintenues au fonds consolidé du revenu et soumises au pouvoir d'allocation du Parlement;

2° permet au ministre de la Santé et des Services sociaux, avant l'inscription d'un médicament à la liste des médicaments dont le coût est garanti par le régime général d'assurance médicaments, de conclure une entente d'inscription avec le fabricant de ce médicament, autorise le gouvernement à étendre les garanties du régime général d'assurance médicaments aux services pharmaceutiques déterminés par règlement, rend applicable au secteur privé la méthode du prix le plus bas pour le remboursement du coût d'un médicament et confère au ministre, pour une période limitée et en certaines circonstances, le pouvoir de prévoir ou de modifier les modalités de rémunération applicables aux pharmaciens.

La loi apporte diverses modifications concernant la gouvernance municipale en matière de développement local et régional.

La loi propose des modifications touchant les fonds spéciaux suivants :

1° le Fonds Avenir Mécénat Culture, qu'elle institue au ministère de la Culture et des Communications, affecté aux mesures prises en vue d'encourager certains organismes à développer des méthodes de diversification de leurs sources de financement et à capitaliser une part de leurs revenus provenant des collectes de fonds;

2° le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique, afin d'augmenter la partie du produit de l'impôt sur le tabac portée annuellement à son crédit;

3° le Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux, afin notamment de porter à son crédit, pour les années financières 2014-2015 à 2016-2017, la partie qui y est précisée du Transfert canadien en matière de santé.

La loi modifie les règles de gouvernance applicables à Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi, ainsi qu'au Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.). Elle revoit également la composition du conseil d'administration de Financement-Québec afin qu'elle puisse être modifiée sans intervention législative lorsque les fonctions des différents ministres responsables des organismes qui en reçoivent les services sont modifiées ou lorsque les organismes bénéficiant de ces services changent.

La loi modifie certaines autres dispositions législatives afin notamment :

1° d'intégrer dans la Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés les droits exigibles pour la délivrance des permis actuellement prévus par règlement;

2° d'augmenter la contribution pénale prévue par le Code de procédure pénale;

3° de donner au ministre responsable de la Loi sur l'immigration au Québec le pouvoir de déterminer les modalités d'un dépôt de garantie par les entrepreneurs immigrants qui assurent les sommes nécessaires au développement d'un projet d'affaires au Québec, pour prévoir l'habilitation nécessaire afin de permettre au gouvernement de déterminer un mécanisme de répartition des dossiers d'immigrants investisseurs entre les intermédiaires financiers et, enfin, pour faire passer de 10 000 \$ à 15 000 \$ les droits exigibles pour l'examen d'une demande de certificat de sélection d'un ressortissant étranger de la catégorie de l'immigration économique, présentée à titre d'investisseur;

4° de permettre au ministre des Finances de grever d'une hypothèque certaines créances pécuniaires, de lui permettre de verser et de recevoir des sommes à titre de garantie accessoirement à certaines transactions financières ainsi que de permettre, dans ce contexte, la compensation contre l'État;

5° d'introduire dans le Code civil des modifications en matière d'hypothèque, principalement en ce qui a trait aux hypothèques constituées en faveur d'un fondé de pouvoir et aux hypothèques mobilières avec dépossession sur certaines créances pécuniaires;

6° de prévoir qu'une société de gestion de portefeuille contrôlée par une coopérative de services financiers peut, à certaines conditions, être assujettie à la surveillance de l'Autorité des marchés financiers comme si elle était une institution financière.

Enfin, cette loi apporte des modifications de concordance à plusieurs lois et comporte des dispositions de nature transitoire.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Carlos Leitão
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-11-26
<b>Consultations particulières :</b>	CFP 2015-01-23; 2015-01-28; 2015-01-29; 2015-01-30; 2015-02-02; 2015-02-03; 2015-02-05; 2015-02-10; 2015-02-11
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-02-12
<b>Adoption du principe :</b>	2015-03-18 Vote : P : 61, C : 49, A : 0
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2015-03-19; 2015-03-23; 2015-03-31; 2015-04-01; 2015-04-02; 2015-04-13; 2015-04-14
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-04-20 CP
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-04-20 Vote : P : 63, C : 43, A : 0
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-04-20 Vote : P : 64, C : 43, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-04-21
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-04-21 à l'exception :  1° des dispositions des articles 183 et 184, lorsque ce dernier édicte l'article 8.1 de la Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01)

et des articles 185, 186, 188, 192 et 193, qui entreront en vigueur le 20 juin 2015;

2° des dispositions des articles 34 à 73 et 76 à 84, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2015;

3° des dispositions de l'article 184, lorsque ce dernier édicte l'article 8.2 de la Loi sur l'assurance médicaments, de l'article 187 et des paragraphes 2° et 3° de l'article 189, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2015;

4° des dispositions des articles 344 à 346, qui entreront en vigueur le 21 octobre 2015;

5° des dispositions des articles 355, 359 à 362, 366 à 368 et 370, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2016;

6° des dispositions de l'article 89, lorsqu'il édicte les articles 1079.8.19 et 1079.8.29 de la Loi sur les impôts (chapitre I-3), qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016;

7° des dispositions des articles 140, 141 et 142, lorsque ce dernier modifie l'article 60.4 de la Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002) pour faire référence à l'article 350.51.1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1), des articles 143, 145, 146 et 147, lorsque ce dernier article édicte l'article 350.51.1 de la Loi sur la taxe de vente du Québec, des articles 148 à 151 et 155, sauf lorsque ce dernier article modifie les articles 350.58 et 350.59 de la Loi sur la taxe de vente du Québec pour faire référence à l'article 350.56.1 de cette loi, de l'article 156 et des paragraphes 1° et 2° de l'article 157, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016 ou, si elle est antérieure au 1<sup>er</sup> février 2016, à la date où un exploitant ou une personne visée à l'article 350.52.1, édicté par l'article 148, active dans un établissement, après le 1<sup>er</sup> septembre 2015, un appareil visé à l'article 350.52 de la Loi sur la taxe de vente du Québec, à l'égard de cet établissement;

8° des dispositions des articles 85 et 86, du paragraphe 2° de l'article 88, de l'article 89, sauf lorsque ce dernier article édicte les articles 1079.8.19 à 1079.8.24, 1079.8.29 à 1079.8.37 et 1079.8.39 à 1079.8.42 de la Loi sur les impôts, et des articles 90 à 100 et 106 à 139, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2016;

9° des dispositions de l'article 6, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> avril 2016;

10° des dispositions de l'article 87, du paragraphe 1° de l'article 88, de l'article 89, lorsque ce dernier article édicte les articles 1079.8.20 à 1079.8.24, 1079.8.30 à 1079.8.37 et 1079.8.39 à 1079.8.42 de la Loi sur les impôts, et des articles 101 à 105, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2016;

11° des dispositions de l'article 307, à l'exception de son paragraphe 4°, qui entreront en vigueur à la clôture de la première assemblée générale des détenteurs d'actions de catégorie « A » et de catégorie « B » de Fondation suivant le 21 avril 2015 et de celles de l'article 321, qui entreront en vigueur à la clôture de la première assemblée générale des porteurs des actions du Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) suivant cette date;

12° des dispositions des articles 25 à 33, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.

– 2015-07-14:

aa. 25-33  
Décret n° 671-2015  
G.O., 2015, Partie 2, p. 2431, 2432

**Lois modifiées:** Code civil du Québec

Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1)  
Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001)  
Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002)  
Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels (chapitre A-13.2)  
Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (chapitre A-18.1)  
Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1)  
Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29)  
Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01)  
Charte de la Ville de Longueuil (chapitre C-11.3)  
Loi sur les cités et villes (chapitre C-19)  
Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (chapitre C-23.1)  
Code de procédure pénale (chapitre C-25.1)  
Code municipal du Québec (chapitre C-27.1)  
Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (chapitre C-37.01)  
Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (chapitre C-37.02)  
Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)  
Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1)  
Loi sur les coopératives de services financiers (chapitre C-67.3)  
Loi sur l'équilibre budgétaire (chapitre E-12.00001)  
Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001)



Loi sur Financement-Québec (chapitre F-2.01)  
 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (chapitre F-3.1.2)  
 Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (chapitre F-3.2.1)  
 Loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (chapitre F-4.003)  
 Loi sur le Gouvernement de la nation crie (chapitre G-1.031)  
 Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (chapitre G-1.04)  
 Loi sur l'immigration au Québec (chapitre I-0.2)  
 Loi sur l'impôt minier (chapitre I-0.4)  
 Loi sur les impôts (chapitre I-3)  
 Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux (chapitre I-13.03)  
 Loi sur les instruments dérivés (chapitre I-14.01)  
 Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1)  
 Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1)  
 Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés (chapitre M-5)  
 Loi sur les mines (chapitre M-13.1)  
 Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail (chapitre M-15.001)  
 Loi sur le ministère de la Culture et des Communications (chapitre M-17.1)  
 Loi sur le ministère de la Justice (chapitre M-19)  
 Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2)  
 Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (chapitre M-22.1)  
 Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01)  
 Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01)  
 Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (chapitre O-1.3)  
 Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (chapitre P-41.1)  
 Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (chapitre R-2.2.0.1)  
 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5)  
 Loi sur la Régie de l'énergie (chapitre R-6.01)  
 Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (chapitre S-4.1.1)  
 Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)  
 Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01)  
 Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1)  
 Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés (chapitre T-11.002)  
 Loi sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1)  
 Loi sur les véhicules hors route (chapitre V-1.2)  
 Loi sur le vérificateur général (chapitre V-5.01)  
 Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette (2010, chapitre 20)  
 Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chapitre 25)

**Règlements modifiés :** Règlement sur les contrats de construction des organismes municipaux (chapitre C-19, r. 3)  
 Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1, r. 0.1)  
 Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes visés à l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1, r. 1.1)

Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics  
(chapitre C-65.1, r. 2)

Règlement sur les contrats de services des organismes publics (chapitre C-65.1,  
r. 4)

Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics  
(chapitre C-65.1, r. 5)

Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés  
(chapitre M-5, r. 1)

Règlement sur la contribution réduite (chapitre S-4.1.1, r. 1)

**Chapitre 9** (projet de loi n° 32)

Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application

**Objet :** Cette loi prolonge, jusqu'au 24 avril 2017, l'application de l'article 2 de la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique, lequel article permet que de telles mesures puissent être exigées dans le cas d'une demande d'autorisation faite en vertu de l'un ou l'autre des articles 22 et 32 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

**Ministre responsable :** ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

**Parrain :** M. David Heurtel

**Présentation du projet de loi :** 2015-02-25

**Consultations particulières :** CTE  
2015-03-23; 2015-03-24

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-03-25

**Adoption du principe :** 2015-03-26

**Étude détaillée en commission :** CTE  
2015-03-30

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-03-31 AM

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2015-04-15

**Adoption du projet de loi :** 2015-05-06

**Sanction :** 2015-05-07

**Entrée en vigueur :** 2015-05-07

**Loi modifiée :** Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique (chapitre M-11.4)

**Chapitre 10** (projet de loi n° 45)

## Loi n° 2 sur les crédits, 2015-2016

**Objet :** Cette loi autorise le gouvernement à payer, sur le fonds général du fonds consolidé du revenu, pour l'année financière 2015-2016, une somme maximale de 35 271 939 470,00 \$, incluant un montant de 215 000 000,00 \$ pour le paiement de dépenses imputables à l'année financière 2016-2017, représentant les crédits à voter pour chacun des programmes des portefeuilles, déduction faite des crédits déjà autorisés.

Cette loi indique en outre quels programmes font l'objet d'un crédit au net. Elle établit également dans quelle mesure le Conseil du trésor pourra autoriser des transferts de crédits entre programmes ou portefeuilles.

Enfin, cette loi approuve le solde des prévisions de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux, pour l'année financière 2015-2016, ainsi que l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux pour l'année financière 2013-2014.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor
<b>Parrain :</b>	M. Martin Coiteux
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-05-07 Vote : P : 58, C : 40, A : 0
<b>Adoption du principe :</b>	2015-05-07 Vote : P : 58, C : 40, A : 0
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-05-07 Vote : P : 58, C : 40, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-05-07
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-05-07
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

Note: Un projet de loi de crédits est adopté au cours de la même séance, sans débat.

**Chapitre 11** (projet de loi n° 33)

Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires pour hausser de 7 % à 8 % de leur traitement annuel la cotisation de juges de la Cour du Québec et de certaines cours municipales versée à leur régime de retraite.

La loi apporte aussi une modification de concordance.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Stéphanie Vallée
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-02-17
<b>Adoption du principe :</b>	2015-03-18
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2015-03-26
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-03-30
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-04-14
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-05-20
<b>Sanction :</b>	2015-05-20
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-05-20

**Loi modifiée :** Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16)

**Décret modifié :** Régime de prestations supplémentaires des juges auxquels s'applique le régime de retraite prévu à la Partie V.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16, r. 6)

**Chapitre 12** (projet de loi n° 37)

Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel–Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement

**Objet :** Cette loi prévoit que les projets de construction, sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel–Gascons, de la cimenterie et du terminal maritime qui y est lié sont et ont toujours été visés par le seul régime d'autorisation prévu à l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations
<b>Parrain :</b>	M. Jacques Daoust
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-02-19 Vote : P : 91, C : 21, A : 0
<b>Adoption du principe :</b>	2015-05-13 Vote : P : 85, C : 24, A : 0
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-05-13; 2015-05-19; 2015-05-21; 2015-05-25
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-05-26
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-05-28 Vote : P : 83, C : 19, A : 0
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-06-03 Vote : P : 89, C : 22, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-06-03
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-06-03
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

**Chapitre 13** (projet de loi n° 43)

Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur la santé et la sécurité du travail et certains règlements pris pour son application afin, principalement, d'y remplacer le concept de « produit contrôlé » par celui de « produit dangereux » et de prévoir les modalités d'identification de ce produit, de même que les exigences de formation et d'information données aux travailleurs, par les employeurs, à l'égard de celui-ci.

La loi remplace le Règlement sur l'information concernant les produits contrôlés par le Règlement sur l'information concernant les produits dangereux. Ce dernier règlement prévoit notamment les règles qui encadrent l'étiquetage, les fiches de données de sécurité et l'affichage des données de sécurité de ces produits dangereux, les demandes d'exemption de divulgation de renseignements ainsi que le programme de formation et d'information des travailleurs.

La loi prévoit enfin des dispositions de concordance et de nature transitoire, notamment en permettant aux employeurs, jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2018, de posséder aussi sur un lieu de travail des produits dont l'étiquetage est conforme à l'ancien cadre réglementaire.

**Ministre responsable :** ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**Parrain :** M. Sam Hamad

**Présentation du projet de loi :** 2015-05-05

**Adoption du principe :** 2015-05-19

**Étude détaillée en commission :** CET  
2015-05-20; 2015-05-21

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-05-26

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2015-05-27

**Adoption du projet de loi :** 2015-05-28

**Sanction :** 2015-06-03

**Entrée en vigueur :** 2015-06-03

**Loi modifiée :** Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1)

**Règlement remplacé :** Règlement sur l'information concernant les produits contrôlés (chapitre S-2.1, r. 8)

**Règlements modifiés :** Code de sécurité pour les travaux de construction (chapitre S-2.1, r. 4)  
Règlement sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1, r. 13)

**Chapitre 14** (projet de loi n° 46)

Loi concernant l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit

**Objet :** Cette loi fait en sorte que l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit qui devait avoir lieu en 2015 soit plutôt tenue le 5 novembre 2017.

Elle prévoit également les règles particulières qui s'appliqueront si une vacance au poste de préfet survient avant l'élection de 2017.

**Ministre responsable :** ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

**Parrain :** M. Pierre Moreau

**Présentation du projet de loi :** 2015-05-14

**Adoption du principe :** 2015-05-20

**Étude détaillée en commission :** CAT  
2015-05-26

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-05-26

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2015-05-27

**Adoption du projet de loi :** 2015-06-03

**Sanction :** 2015-06-03

**Entrée en vigueur :** 2015-06-03

**Loi modifiée :** Aucune



## **Chapitre 15** (projet de loi n° 42)

Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail

**Objet :** Cette loi procède à une réorganisation de certaines institutions du travail.

Plus particulièrement, elle institue d'abord le Tribunal administratif du travail, lequel assume désormais les compétences de la Commission des lésions professionnelles et de la Commission des relations du travail, auxquelles il succède.

La loi détermine la compétence de ce tribunal, prévoit les règles de procédure qui s'appliquent aux affaires qu'il entend, instaure l'encadrement applicable à ses membres, notamment en ce qui concerne leur sélection et leur nomination, et établit les règles qui régissent la conduite de ses affaires.

Également, la loi regroupe les activités de la Commission de l'équité salariale, de la Commission des normes du travail et de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et modifie le nom de cette dernière en celui de Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

La loi apporte des modifications de concordance à plusieurs lois pour tenir compte de ces nouvelles institutions du travail et de leur organisation.

Elle prévoit aussi plusieurs dispositions transitoires permettant la continuation des activités regroupées au sein de ces institutions. Ainsi, elle énonce notamment que celles-ci assument les obligations des organismes regroupés et précise que les membres de la Commission des relations du travail et de la Commission des lésions professionnelles deviennent membres du nouveau tribunal, à l'exception des membres patronaux et syndicaux de cette dernière, dont les fonctions ne sont pas reprises au sein du Tribunal administratif du travail.

Finalement, jusqu'à la mise en place du Tribunal administratif du travail et de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, la loi donne notamment au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale un pouvoir temporaire de directive à l'égard des organismes qui y seront regroupés.

**Ministre responsable :** ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

**Parrain :** M. Sam Hamad

**Présentation du projet de loi :** 2015-04-15

**Consultations particulières :** CET  
2015-05-12; 2015-05-14

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-05-19

**Adoption du principe :** 2015-05-26 Vote : P : 76, C : 29, A : 0

**Étude détaillée en commission :** CET  
2015-05-26; 2015-05-27; 2015-05-28;  
2015-06-01; 2015-06-04

<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-06-05 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-06-10 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-06-11
<b>Sanction :</b>	2015-06-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	2016-01-01, à l'exception des articles 272 à 275 et 277, qui entrent en vigueur le 12 juin 2015, et de l'article 235, qui entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2017
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur les accidents du travail (chapitre A-3) Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (chapitre A-3.001) Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001) Loi sur l'Agence du revenu du Québec (chapitre A-7.003) Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29) Loi sur le Barreau (chapitre B-1) Loi sur le bâtiment (chapitre B-1.1) Loi sur les cités et villes (chapitre C-19) Code du travail (chapitre C-27) Code municipal du Québec (chapitre C-27.1) Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal (chapitre C-37.01) Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec (chapitre C-37.02) Loi sur les contrats des organismes publics (chapitre C-65.1) Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) Loi sur les élections scolaires (chapitre E-2.3) Loi électorale (chapitre E-3.3) Loi sur l'équité salariale (chapitre E-12.001) Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) Loi sur les jurés (chapitre J-2) Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) Loi concernant la lutte contre la corruption (chapitre L-6.1) Loi sur les normes du travail (chapitre N-1.1) Loi sur l'organisation territoriale municipale (chapitre O-9) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (chapitre P-27.1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1) Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (chapitre R-20) Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.1) Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant (chapitre R-24.0.2) Loi sur la santé et la sécurité du travail (chapitre S-2.1)

Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3)  
 Loi sur la sécurité incendie (chapitre S-3.4)  
 Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (chapitre S-6.2)  
 Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01)  
 Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs (chapitre S-32.01)  
 Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma (chapitre S-32.1)  
 Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40)  
 Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16)  
 Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, chapitre 25)

**Règlement modifié :** Règlement sur les taux de cotisation (chapitre N-1.1, r. 5)

**Arrêté ministériel modifié :** Arrêté ministériel 2009-001 (2009, G.O. 2, 2805)

## Chapitre 16 (projet de loi n° 36)

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif

**Objet :** Cette loi transfère au ministre des Transports la responsabilité du service aérien gouvernemental qui est confiée actuellement au Centre de services partagés du Québec et prévoit la création du « Fonds aérien » affecté au financement de biens et de services fournis sous l'autorité du ministre en matière de transport aérien.

En matière de transport en commun, la loi confère à un conseil intermunicipal de transport ou à une municipalité organisatrice d'un service de transport en commun le pouvoir d'établir, par règlement, des conditions au regard de la possession et de l'utilisation de tout titre de transport délivré sous son autorité. Elle leur accorde également le pouvoir de nommer des inspecteurs chargés de l'application de tels règlements et prévoit les dispositions pénales qui seront applicables en cas de non-respect.

La loi habilite deux sociétés de transport en commun ou plus à demander la constitution d'un organisme à but non lucratif destiné principalement à leur rendre accessibles les biens et les services dont elles ont besoin pour la réalisation de leur mission.

La loi confère au ministre le pouvoir de mettre en œuvre des projets pilotes visant à expérimenter ou à innover en matière de services de transport par taxi ou à étudier, à améliorer ou à définir de nouvelles normes applicables en cette matière.

La loi abroge les dispositions portant sur le Forum des intervenants de l'industrie du camionnage général.

Enfin, la loi apporte diverses autres modifications en matière de transport, notamment en permettant au gouvernement de déterminer les modalités de transfert, à la Société de transport de Montréal, des biens relatifs à tout prolongement du réseau de métro dont l'Agence métropolitaine de transport est chargée de la planification, de la réalisation et de l'exécution, en introduisant la possibilité, pour le ministre, de vérifier la sécurité d'une infrastructure de transport sous la responsabilité d'un tiers et en conférant au ministre des pouvoirs d'inspection et d'enquêtes.

**Ministre responsable :** ministre des Transports

**Parrain :** M. Robert Poëti

**Présentation du projet de loi :** 2015-05-12

**Consultations particulières :** CTE  
2015-06-03; 2015-06-04

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-06-05

**Adoption du principe :** 2015-06-10

**Étude détaillée en commission :** CTE  
2015-06-11

<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-06-12
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-06-12
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-06-12
<b>Sanction :</b>	2015-06-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-06-12, à l'exception des articles 2 et 5, du paragraphe 2° de l'article 9 et des articles 10 et 20 à 29, qui entreront en vigueur le 1 <sup>er</sup> avril 2016 ou à la date ou aux dates antérieures que peut fixer le gouvernement
– 2016-01-01 :	aa. 2, 5, 9 (par. 2° ), 10, 20-29 Décret n° 1181-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 4968
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur l'Agence métropolitaine de transport (chapitre A-7.02) Loi sur le Centre de services partagés du Québec (chapitre C-8.1.1) Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal (chapitre C-60.1) Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) Loi concernant les services de transport par taxi (chapitre S-6.01) Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01) Loi sur les transports (chapitre T-12)

## Chapitre 17 (projet de loi n° 38)

Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec

**Objet :** Cette loi vise à permettre au ministre des Transports de conclure, avec l'autorisation du gouvernement, une entente avec la Caisse de dépôt et placement du Québec visant à confier à cette dernière la gestion et la réalisation de projets ayant pour objet de nouvelles infrastructures de transport collectif.

La loi précise que le gouvernement définit les besoins à combler et les objectifs d'intérêt public concernant les projets et qu'il autorise la solution à mettre en œuvre parmi les différentes options proposées par la Caisse. Elle prévoit que la Caisse a pleine autorité sur chaque projet faisant l'objet d'une telle entente, qu'elle peut fixer des tarifs pour l'utilisation de l'infrastructure de transport collectif concernée et que le cadre tarifaire applicable doit être rendu public au moment de la signature de l'entente. Elle précise que les modalités et conditions relatives à l'exploitation de l'infrastructure de transport collectif stipulées dans l'entente lient tout acquéreur subséquent.

La loi modifie la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec pour permettre à la Caisse de détenir des actions de personnes morales dont l'activité principale consiste à faire de l'investissement ou autrement agir en matière d'infrastructures. Elle fixe également des limites tant à l'égard du pourcentage d'actions ordinaires que la Caisse peut détenir dans le capital-actions d'une telle personne morale qu'à l'égard de la valeur maximale de l'investissement que peut faire la Caisse dans une telle personne morale.

La loi modifie la Loi sur le ministère des Transports pour permettre au ministre des Transports d'acquérir par expropriation, pour le compte de la Caisse, les biens requis pour la réalisation d'une infrastructure de transport collectif faisant l'objet d'une entente avec cette dernière.

La loi prévoit que la Loi sur l'Agence métropolitaine de transport, la Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal et la Loi sur les sociétés de transport en commun ne s'appliquent pas à une infrastructure de transport collectif faisant l'objet d'une entente conclue avec la Caisse.

Enfin, la loi modifie la Loi sur les infrastructures publiques pour qu'un projet particulier d'infrastructure publique puisse être exclu de l'application des règles de gestion qu'elle prévoit, ainsi que la Loi sur la fiscalité municipale pour exempter de taxes municipales et scolaires les infrastructures de transport collectif et les terrains qui constituent leur assiette, dans la mesure prévue par règlement.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Carlos Leitão
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-03-18
<b>Consultations particulières :</b>	CFP 2015-05-06; 2015-05-12; 2015-05-13; 2015-05-14; 2015-05-19

<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-05-20
<b>Adoption du principe :</b>	2015-05-26
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2015-05-27; 2015-05-28; 2015-06-01; 2015-06-04
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-06-05 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-06-10
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-06-12 Vote : P: 71, C: 29, A: 0
<b>Sanction :</b>	2015-06-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-06-12
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) Loi sur les infrastructures publiques (chapitre I-8.3) Loi sur le ministère des Transports (chapitre M-28) Loi sur les transports (chapitre T-12)

**Chapitre 18** (projet de loi n° 47)

## Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec

**Objet :** Cette loi propose diverses modifications dans l'organisation et le fonctionnement de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, en cohérence avec les pratiques plus récentes de gouvernance retenues pour divers organismes et sociétés d'État.

Les modifications proposées portent principalement sur la scission des postes de président du conseil d'administration et de président-directeur général, sur la composition du conseil d'administration et l'exigence d'y maintenir une proportion importante de membres indépendants, ainsi que sur la présence, sous l'autorité du conseil d'administration, d'un comité de vérification, d'un comité de gouvernance et d'éthique et d'un comité sur les ressources humaines.

La loi impose par ailleurs de nouvelles exigences à Bibliothèque et Archives nationales du Québec en matière de planification et de reddition de comptes.

Enfin, la loi prévoit des dispositions transitoires et finales.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Culture et des Communications
<b>Parrain :</b>	Madame Hélène David
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-05-13
<b>Consultations particulières :</b>	CCE 2015-06-03
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-06-04
<b>Adoption du principe :</b>	2015-06-05
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CCE 2015-06-10; 2015-06-11
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-06-12
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-06-12
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-06-12
<b>Sanction :</b>	2015-06-12
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-06-12

**Loi modifiée :** Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (chapitre B-1.2)



**Chapitre 19** (projet de loi n° 493)

Loi proclamant la Journée Nelson Mandela

**Objet:** Cette loi prévoit que le 11 février est proclamé Journée Nelson Mandela.

**Parrain:** M. Maka Kotto, député de Bourget

**Présentation du projet de loi:** 2015-06-03

**Adoption du principe:** 2015-06-12

**Étude détaillée en commission:** CP  
2015-06-12

**Dépôt du rapport  
de la commission:** 2015-06-12

**Prise en considération  
du rapport de la commission:** 2015-06-12

**Adoption du projet de loi:** 2015-06-12

**Sanction:** 2015-06-12

**Entrée en vigueur:** 2015-06-12

**Loi modifiée:** Aucune

**Chapitre 20** (projet de loi n° 58)

Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec

**Objet :** Cette loi procède au regroupement des activités de la Régie des rentes du Québec et de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et modifie le nom de cette dernière en celui de Retraite Québec.

Elle apporte également des modifications de concordance à certaines lois pour tenir compte de ce regroupement et contient des dispositions transitoires, notamment en ce qui concerne la haute direction des organismes regroupés.

Jusqu'à la mise en place de Retraite Québec, la loi donne notamment au ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale un pouvoir temporaire de directive à l'égard des organismes regroupés.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-06-11
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2015-08-31; 2015-09-14
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-15
<b>Adoption du principe :</b>	2015-09-16 MAJ
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-09-22
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-23 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-09-24 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-10-06 MAJ
<b>Sanction :</b>	2015-10-07
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates déterminées par le gouvernement, à l'exception des articles 75 à 78, qui entrent en vigueur le 7 octobre 2015
<b>– 2016-01-01 :</b>	aa. 1-74 Décret n° 1034-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 4559

**Lois modifiées :** Loi sur l'administration financière (chapitre A-6.001)  
Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (chapitre C-32.1.2)  
Loi sur les impôts (chapitre I-3)  
Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9)  
Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2)  
Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3)  
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10)  
Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)  
Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1)  
Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite (chapitre R-17.0.1)

## Chapitre 21 (projet de loi n° 13)

Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales

**Objet :** Cette loi prévoit la modification de diverses lois afin de donner suite principalement à des mesures annoncées dans le discours sur le budget du 4 juin 2014 et dans des bulletins d'information publiés en 2014.

Elle modifie ainsi la Loi sur l'administration fiscale afin d'uniformiser les règles concernant la durée de conservation des pièces justificatives appuyant une demande d'allégement fiscal.

Elle modifie la Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins, la Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi et la Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) afin d'apporter divers ajustements aux normes d'investissement et à la limite de capitalisation de ces sociétés d'investissement.

Elle modifie la Loi concernant l'impôt sur le tabac afin d'augmenter les taux de la taxe spécifique sur les produits du tabac et la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'uniformiser les taux de la taxe spécifique sur les boissons alcooliques.

Elle modifie la Loi sur les impôts afin d'introduire, de modifier ou d'abolir des mesures fiscales propres au Québec. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la bonification du crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience;
- 2° l'instauration d'un crédit d'impôt pour les activités des aînés;
- 3° la mise en place d'un crédit d'impôt pour la rénovation résidentielle;
- 4° le mécanisme de fractionnement des revenus de retraite entre conjoints;
- 5° la réduction du taux du crédit d'impôt relatif à l'acquisition d'actions émises par la société Capital régional et coopératif Desjardins;
- 6° le crédit d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental relativement aux activités biopharmaceutiques;
- 7° la déduction additionnelle pour les frais de transport des PME manufacturières éloignées;
- 8° la mise en place de nouveaux incitatifs fiscaux visant à favoriser l'industrie maritime;
- 9° le remplacement du seuil de dépenses annuel de 50 000 \$ par un seuil unique pour l'application du crédit d'impôt favorisant la modernisation de l'offre d'hébergement touristique;
- 10° la réduction du taux d'imposition pour les PME manufacturières;
- 11° la réduction de 20 % de l'aide fiscale destinée aux entreprises.

Cette loi prévoit également la modification de diverses lois afin de donner suite à des mesures annoncées dans le discours sur le budget du 20 novembre 2012 et dans des bulletins d'information publiés en 2012 et en 2013.

Elle modifie ainsi la Loi sur l'assurance parentale et la Loi sur le régime de rentes du Québec pour prévoir des règles particulières servant à déterminer le revenu cotisable des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires. De plus, des modifications sont également apportées à la Loi sur le régime de rentes du Québec pour ajuster les règles de calcul de la cotisation au régime de rentes du

Québec en raison de la différence entre le taux de cotisation à ce régime et le taux de cotisation au régime de pensions du Canada.

Elle modifie la Loi sur l'impôt minier en instaurant un nouveau mode de calcul de cet impôt qui prévoit notamment la mise en place d'un impôt minier minimum dont l'assiette est basée sur la valeur de la production à la tête du puits et le remplacement du taux unique d'imposition de 16% servant à déterminer l'impôt minier sur le profit dont est redevable un exploitant par des taux d'imposition progressifs allant de 16% à 28% basés sur la marge bénéficiaire de l'exploitant.

Elle modifie la Loi sur les impôts afin d'introduire, de modifier ou d'abolir des mesures fiscales propres au Québec. Ces modifications concernent notamment :

- 1° l'ajout d'un palier d'imposition pour les particuliers à haut revenu;
- 2° la réduction du taux du crédit d'impôt pour frais de scolarité et d'examen;
- 3° l'instauration d'un crédit d'impôt pour les activités des jeunes;
- 4° la mise en place d'un crédit d'impôt pour la rénovation écoresponsable;
- 5° la mise en place de mesures pour encourager la philanthropie culturelle dont un crédit d'impôt additionnel de 25% pour un premier don important en culture et un crédit d'impôt de 30% pour le mécénat culturel des particuliers;
- 6° la mise en place d'un congé fiscal pour les grands projets d'investissement;
- 7° la contribution des institutions financières et l'instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les cabinets en assurance de dommages.

Cette loi modifie également la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin, notamment :

- 1° de prévoir la modulation de la contribution santé en fonction du revenu;
- 2° de hausser le montant des exemptions servant au calcul de la prime exigible d'une personne assujettie au régime public d'assurance médicaments;
- 3° d'introduire une exonération des cotisations d'employeur au Fonds des services de santé relativement à la réalisation d'un grand projet d'investissement.

De plus, cette loi modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin, notamment, d'instaurer un nouveau remboursement partiel de la taxe de vente du Québec accordé aux entités municipales sur leurs acquisitions de biens et de services.

En outre, cette loi modifie la Loi concernant la taxe sur les carburants afin de prévoir un remboursement applicable à l'égard de l'essence utilisée dans les bateaux commerciaux.

De plus, elle modifie la Loi sur l'administration fiscale et la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu par des projets de loi fédéraux sanctionnés en 2012 et en 2013. À cet effet, elle donne suite principalement à des mesures d'harmonisation annoncées dans divers bulletins d'information publiés en 2012 et en 2013. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la transmission électronique des déclarations de revenus établies par des préparateurs de déclarations;
- 2° la transmission électronique par une personne qui produit plus de 50 déclarations de renseignements;
- 3° le traitement fiscal des paiements accordés par le gouvernement fédéral aux parents d'une victime d'un acte criminel;
- 4° des assouplissements à l'égard des régimes enregistrés d'épargne-invalidité;

- 5° les régimes de pension agréés collectifs;
- 6° le traitement fiscal des dividendes;
- 7° l'abolition du crédit d'impôt pour emploi à l'étranger;
- 8° divers ajustements aux règles de capitalisation restreinte;
- 9° l'évitement fiscal par le recours à des sociétés de personnes;
- 10° l'imposition des sociétés multinationales canadiennes ayant des filiales étrangères;
- 11° l'instauration d'une pénalité se rapportant aux renseignements manquants, incomplets ou inexacts relatifs aux préparateurs de déclarations de recherche scientifique et de développement expérimental.

Elle modifie également la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi sur la taxe d'accise et aux dispositions réglementaires fédérales par des projets de loi fédéraux sanctionnés en 2012, en 2013 et en 2014 et par divers règlements relatifs à la TPS/TVH adoptés en 2013. À cet effet, elle donne suite principalement à des mesures d'harmonisation annoncées dans divers bulletins d'information publiés en 2012 et en 2013. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la méthode d'attribution spéciale adaptée applicable aux régimes de placement qui sont des institutions financières désignées particulières;
- 2° les règles en matière d'autocotisation et de remboursement applicables à certains régimes de placement;
- 3° les fournitures de stationnement payant par l'intermédiaire des organismes de bienfaisance et du secteur public;
- 4° l'exonération visant les services de soins de santé et la détaxation de certaines fournitures liées à la santé.

Enfin, cette loi apporte des modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie à diverses lois.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Carlos Leitão
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-12-04
<b>Adoption du principe :</b>	2015-05-19 MAJ
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2015-09-22; 2015-09-24
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-29 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-10-07 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-10-20 MAJ
<b>Sanction :</b>	2015-10-21

**Entrée en vigueur:** 2015-10-21

**Lois modifiées :** Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002)  
 Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture (chapitre A-23.001)  
 Loi sur l'assurance parentale (chapitre A-29.011)  
 Loi sur les biens non réclamés (chapitre B-5.1)  
 Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins (chapitre C-6.1)  
 Loi sur les centres financiers internationaux (chapitre C-8.3)  
 Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi (chapitre F-3.1.2)  
 Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.) (chapitre F-3.2.1)  
 Loi sur l'impôt minier (chapitre I-0.4)  
 Loi concernant l'impôt sur le tabac (chapitre I-2)  
 Loi sur les impôts (chapitre I-3)  
 Loi sur le ministère des Finances (chapitre M-24.01)  
 Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2)  
 Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales (chapitre P-5.1)  
 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5)  
 Loi sur le régime de rentes du Québec (chapitre R-9)  
 Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1)  
 Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1)  
 Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1<sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires (2009, chapitre 5)

**Chapitre 22** (projet de loi n° 48)

## Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec

**Objet :** Cette loi propose diverses modifications à la loi constitutive du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, principalement en lien avec l'organisation et le fonctionnement de ses différentes instances de gouvernance.

Les modifications proposées portent notamment sur la composition du conseil d'administration. De plus, en cohérence avec les pratiques plus récentes de gouvernance introduites dans divers organismes, la loi prévoit l'institution, sous l'autorité du conseil d'administration, d'un comité de vérification, d'un comité de gouvernance et d'éthique et d'un comité des ressources humaines. Elle prévoit également de nouvelles mesures en matière de planification et de reddition de comptes.

En plus d'une actualisation plus générale des dispositions de cette loi, la loi prévoit des dispositions transitoires et finales.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Culture et des Communications
<b>Parrain :</b>	Madame Hélène David
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-05-13
<b>Consultations particulières :</b>	CCE 2015-09-08
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-15
<b>Adoption du principe :</b>	2015-09-16
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CCE 2015-09-17; 2015-09-24; 2015-09-29
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-30 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-10-07
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-10-08
<b>Sanction :</b>	2015-10-21
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date ou aux dates déterminées par le gouvernement, lesquelles ne pourront être postérieures au 1 <sup>er</sup> avril 2016

**Loi modifiée :** Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec (chapitre C-62.1)



## Chapitre 23 (projet de loi n° 55)

### Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière

**Objet :** Cette loi vise à instaurer des mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière en imposant aux entreprises de ces secteurs la déclaration obligatoire des paiements en espèces ou en nature qu'elles font dans le cadre de leurs projets liés à l'exploration et à l'exploitation de ressources naturelles. Ces mesures visent à décourager et à détecter la corruption, ainsi qu'à favoriser l'acceptabilité sociale de ces projets.

La loi prévoit qu'y est assujettie toute entité qui exerce des activités liées à l'exploration ou à l'extraction de substances minérales ou d'hydrocarbures et qui remplit l'une des conditions suivantes :

1° ses titres sont inscrits à la cote d'une bourse canadienne et son siège est au Québec;

2° elle a un établissement au Québec, y exerce des activités ou y possède des actifs et, selon ses états financiers consolidés, remplit au moins deux des conditions suivantes pour au moins un de ses deux derniers exercices :

a) elle possède des actifs d'une valeur d'au moins 20 000 000 \$;

b) elle génère des revenus d'au moins 40 000 000 \$;

c) elle emploie en moyenne au moins 250 personnes.

Ces assujettis devront produire une déclaration annuelle dans laquelle ils divulgueront tous les paiements faits à un même bénéficiaire au cours d'un exercice, lorsque le total de ces paiements est égal ou supérieur à 100 000 \$.

La loi définit un bénéficiaire comme un gouvernement, un organisme établi par au moins deux gouvernements, une municipalité ou une communauté autochtone, ainsi que certaines entités qui exercent des attributions publiques pour de tels bénéficiaires.

La loi couvre tout paiement en espèces ou en nature se rapportant à des activités d'exploration ou d'exploitation de substances minérales ou d'hydrocarbures à un bénéficiaire au titre notamment de taxes et d'impôts, de redevances, de frais de location ou de nature réglementaire, de droits découlant de la production et de contributions pour la construction ou l'amélioration d'infrastructures.

La loi prévoit que cette déclaration sera publique pendant une période de cinq ans.

Elle prévoit qu'une déclaration produite en vertu des exigences d'une autorité compétente autre que le Québec peut être substituée à la déclaration exigée en vertu de la loi québécoise si le gouvernement a désigné par règlement les exigences de cette autorité comme un substitut acceptable et si l'assujetti a transmis copie de cette déclaration.

La loi confie à l'Autorité des marchés financiers les pouvoirs nécessaires pour en assurer l'administration et lui accorde des pouvoirs d'enquête. Elle prévoit des sanctions administratives pécuniaires ainsi que des dispositions pénales.

Elle permet au ministre de conclure une entente avec une autre autorité compétente ou l'un de ses organismes chargé de la mise en œuvre d'exigences similaires, notamment pour permettre l'échange de renseignements.

La loi prévoit que l'Autorité devra transmettre annuellement au ministre un rapport de ses activités relatives à l'administration de la loi. Le ministre déposera ensuite ce rapport à l'Assemblée nationale.

Finalement, cette loi prévoit des dispositions transitoires visant à différer son application pour les paiements faits au bénéfice d'une communauté autochtone. Un assujetti ne sera également pas tenu de produire une déclaration pour son exercice en cours à la date de l'entrée en vigueur de la loi.

<b>Ministre responsable :</b>	le ministre désigné par le gouvernement
<b>Parrain :</b>	M. Luc Blanchette
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-06-11
<b>Consultations particulières :</b>	CAPER 2015-08-18; 2015-08-19
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-15
<b>Adoption du principe :</b>	2015-09-17
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CAPER 2015-09-24; 2015-09-29; 2015-09-30
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-10-01 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-10-20 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-10-21 MAJ
<b>Sanction :</b>	2015-10-21
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-10-21
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur l'Autorité des marchés financiers (chapitre A-33.2) Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) Loi sur les mines (chapitre M-13.1)

## Chapitre 24 (projet de loi n° 39)

Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives

**Objet :** Cette loi prévoit la modification de diverses lois afin de donner suite principalement à des mesures fiscales qui ont été annoncées à l'occasion de la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée par le ministre des Finances le 2 décembre 2014 et dans des bulletins d'information publiés en 2014.

Elle modifie la Loi sur les impôts afin d'introduire, de modifier ou d'abolir des mesures fiscales propres au Québec. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la réduction du taux des crédits d'impôt pour cotisations syndicales ou professionnelles;
- 2° le resserrement des conditions d'admissibilité aux crédits d'impôt remboursables visant à accroître l'incitation au travail;
- 3° l'instauration d'un crédit d'impôt remboursable temporaire à l'égard des intérêts payables dans le cadre d'un financement obtenu en vertu de la Formule vendeur-prêteur de La Financière agricole du Québec;
- 4° la bonification de la déduction additionnelle pour les frais de transport des petites et moyennes entreprises manufacturières éloignées;
- 5° la bonification de 800 000 \$ à 1 000 000 \$ de l'exonération limitée des gains en capital sur les biens agricoles et les biens de pêche;
- 6° l'instauration d'un montant de frais exclus relatif à un bien admissible pour l'application du crédit d'impôt pour investissement;
- 7° l'augmentation de la taxe sur le capital des sociétés d'assurance;
- 8° la bonification temporaire du crédit d'impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.

Cette loi modifie également la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin, notamment :

- 1° de réduire le taux de cotisation au Fonds des services de santé pour les petites et moyennes entreprises des secteurs primaire et manufacturier;
- 2° de réduire temporairement la cotisation au Fonds des services de santé des petites et moyennes entreprises pour les emplois à plein temps créés dans le secteur des sciences naturelles et appliquées.

De plus, cette loi modifie la Loi sur la taxe de vente du Québec afin de prévoir l'application du taux général de la taxe sur les primes d'assurance à l'ensemble des primes d'assurance automobile et le maintien de la hausse temporaire de la taxe sur l'hébergement dans la région touristique de Montréal pour le financement du Grand Prix du Canada.

En outre, cette loi modifie la Loi sur les impôts afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu par des projets de loi fédéraux sanctionnés en 2013 et en 2014. À cet effet, elle donne suite principalement à des mesures d'harmonisation annoncées dans divers bulletins d'information publiés en 2013 et en 2014 ainsi que dans le discours sur le budget du 4 juin 2014. Ces modifications concernent notamment :

- 1° les frais admissibles au crédit d'impôt pour frais médicaux;
- 2° le crédit d'impôt pour les volontaires en recherche et sauvetage;

- 3° l'impôt minimum de remplacement;
- 4° le calcul du revenu des pilotes non résidents employés par des compagnies aériennes canadiennes;
- 5° les règles de capitalisation restreinte;
- 6° les opérations de requalification;
- 7° la prolongation de la période de nouvelle cotisation à l'égard d'un participant à un abri fiscal;
- 8° le report prospectif des dons de biens ayant une valeur écologique indéniable;
- 9° le traitement de certaines dépenses relatives à l'aménagement d'une nouvelle mine avant son entrée en production;
- 10° les arrangements de prêt de valeurs mobilières;
- 11° l'augmentation du montant de l'exonération cumulative des gains en capital et l'indexation en fonction de l'inflation.

Elle modifie également la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi sur la taxe d'accise par des projets de loi fédéraux sanctionnés en 2014. À cet effet, elle donne suite principalement à des mesures d'harmonisation annoncées dans des bulletins d'information publiés en 2014 et dans le discours sur le budget du 4 juin 2014. Ces modifications concernent notamment :

- 1° l'exonération visant les services de soins de santé et la détaxation de certaines fournitures liées à la santé;
- 2° le choix offert aux personnes étroitement liées.

Enfin, cette loi apporte des modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie à diverses lois.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Carlos Leitão
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-05-14
<b>Adoption du principe :</b>	2015-10-07 MAJ
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2015-10-08
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-10-21
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-10-21 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-10-22 MAJ
<b>Sanction :</b>	2015-10-26
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-10-26

**Lois modifiées :** Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002)  
Loi sur les centres financiers internationaux (chapitre C-8.3)  
Loi sur les impôts (chapitre I-3)  
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5)  
Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1)  
Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1)  
Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives (2001, chapitre 7)

## **Chapitre 25** (projet de loi n° 20)

Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée

**Objet :** Cette loi édicte d'abord la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée.

Cette loi a pour but d'optimiser l'utilisation des ressources médicales et financières du système de santé afin d'améliorer l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée. À cette fin, cette loi prévoit certaines obligations applicables à la pratique des médecins qui participent au régime d'assurance maladie du Québec. Ainsi, cette loi prévoit que les médecins omnipraticiens doivent notamment assurer le suivi médical d'un nombre minimal de patients et se rendre disponibles auprès des personnes assurées en utilisant un système de prise de rendez-vous mis en place conformément à cette loi. À l'égard des médecins spécialistes, cette loi prévoit qu'ils doivent notamment, dans le cadre du mécanisme d'accès priorisé aux services spécialisés, recevoir en consultation, ailleurs qu'au service d'urgence d'un établissement, des patients qui ne sont pas des usagers admis dans un centre exploité par un établissement. À défaut pour un médecin de se conformer à ces obligations, cette loi prévoit la réduction de sa rémunération par la Régie de l'assurance maladie du Québec. Cette loi contient aussi des exigences pour assurer aux patients une continuité des soins et met en place un système d'information visant à permettre aux patients de se trouver un médecin qui accepte d'en assurer le suivi médical. Enfin, cette loi confère pour une période limitée au ministre de la Santé et des Services sociaux le pouvoir de déterminer, dans certaines circonstances, de nouvelles conditions et modalités de rémunération applicables aux médecins.

Par ailleurs, la présente loi modifie la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée afin d'y ajouter différentes dispositions applicables à l'exercice des activités de procréation assistée. En outre, elle exige que tout projet de recherche portant sur de telles activités soit approuvé et suivi par le comité d'éthique de la recherche institué par le ministre de la Santé et des Services sociaux et prévoit l'obligation, pour le Collège des médecins du Québec, d'élaborer des lignes directrices en matière de procréation assistée et de voir à leur application. Elle prévoit que les activités de procréation assistée devront, dans certains cas, être précédées d'une évaluation psychosociale positive des personnes formant le projet parental.

De plus, la loi hausse le montant des amendes déjà prévues dans cette loi, y introduit de nouvelles dispositions pénales et prévoit des facteurs aggravants dont le juge devra tenir compte dans la détermination de la peine.

La loi modifie également la Loi sur l'assurance maladie afin d'exclure de la couverture du régime public d'assurance maladie les services de procréation assistée, en maintenant toutefois la couverture des services d'insémination artificielle, et d'ajouter à cette couverture les services requis à des fins de préservation de la fertilité. Elle y précise en outre qu'aucun paiement ne peut être réclamé d'une personne assurée pour des frais engagés aux fins de la dispensation de services assurés par un professionnel de la santé soumis à l'application d'une entente. Malgré cette interdiction, elle permet au gouvernement de prescrire des cas et des conditions dans lesquels un paiement est autorisé.

**Ministre responsable :**

ministre de la Santé et des Services sociaux

<b>Parrain :</b>	M. Gaétan Barrette
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2014-11-28
<b>Consultations particulières :</b>	CSSS 2015-02-24; 2015-02-25; 2015-02-26; 2015-03-17; 2015-03-18; 2015-03-19; 2015-03-24; 2015-03-25
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-03-26
<b>Adoption du principe :</b>	2015-05-20 Vote : P : 63, C : 52, A : 0
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CSSS 2015-05-26; 2015-05-27; 2015-06-03; 2015-06-04; 2015-06-05; 2015-06-08; 2015-06-10; 2015-08-21; 2015-09-04; 2015-09-08; 2015-09-14; 2015-09-15; 2015-09-16; 2015-09-17; 2015-09-22; 2015-09-23; 2015-09-24; 2015-09-29; 2015-09-30; 2015-10-05; 2015-10-06; 2015-10-07; 2015-10-08; 2015-10-20; 2015-10-21; 2015-10-22; 2015-10-27; 2015-10-28
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-10-29 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-11-03 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-11-10 Vote : P : 63, C : 48, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-11-10
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-11-10, à l'exception :  1° des articles 4 à 31, 39, 41, 42, 45 à 47, 49, du paragraphe 3° de l'article 50, des articles 53, 54, 56, 59 à 68, de l'article 69 dans la mesure où il concerne les médecins omnipraticiens, des articles 74, 75, 77 à 79, édictés par l'article 1, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;  2° de l'article 3, dans la mesure où il édicte l'article 10.3 de la Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée, et de l'article 18, dans la mesure où il abroge l'article 17 du Règlement sur les activités

cliniques en matière de procréation assistée  
(chapitre A-5.01, r. 1), qui entrent en vigueur le  
11 novembre 2015.

**Lois modifiées :** Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée  
(chapitre A-5.01)  
Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29)  
Loi sur l'assurance médicaments (chapitre A-29.01)  
Loi sur la justice administrative (chapitre J-3)  
Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux (chapitre M-19.2)  
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services  
sociaux notamment par l'abolition des agences régionales (chapitre O-7.2)  
Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5)  
Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-4.2)

**Loi édictée :** Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée  
(2015, chapitre 25, article 1)

**Règlements modifiés :** Règlement sur les activités cliniques en matière de procréation assistée  
(chapitre A-5.01, r. 1)  
Règlement d'application de la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29,  
r. 5)



## Chapitre 26 (projet de loi n° 51)

Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives

**Objet :** Cette loi propose d'apporter des modifications à des dispositions législatives qui sont sous la responsabilité du ministre de la Justice et à d'autres relatives aux infractions en matière de circulation routière ou de péage routier.

Une modification est apportée au Code de procédure civile afin d'octroyer au tribunal le pouvoir de dispenser une partie à une instance du paiement des frais exigés par journée d'audience requise pour l'instruction au fond d'une affaire.

Plusieurs modifications sont proposées au Code de procédure pénale. Quelques-unes visent à clarifier certaines de ses dispositions sans en modifier la portée. D'autres prévoient rendre applicable, à des infractions constatées au moyen d'un système photographique automatisé, la procédure particulière d'instruction par défaut des poursuites pénales que le défendeur est réputé ne pas contester. Des propositions visent, soit à donner la possibilité de désigner un juge responsable de la gestion de l'instance afin d'exercer la compétence d'un juge qui instruit une poursuite, notamment pour administrer l'instance et trancher des questions préalables à l'instruction, soit à permettre la tenue d'une audience conjointe lorsqu'une question préalable à l'instruction est soulevée dans plus d'une poursuite. D'autres visent à octroyer au tribunal le pouvoir d'ordonner la tenue d'une conférence préparatoire ou à faciliter la délivrance d'un télémandat de perquisition en permettant la dénonciation sous serment à l'aide de divers moyens technologiques. Enfin, la loi propose aussi de modifier le Code pour hausser la limite maximale des amendes ou des cautionnements qui peuvent être imposés à une personne âgée de moins de 18 ans, tout en ajoutant une limite plus élevée en matière d'infractions au Code de la sécurité routière ou à la Loi sur les véhicules hors route.

Relativement à la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport, la loi prévoit de supprimer, au pouvoir ministériel de désignation des personnes chargées de faire rapport d'infractions relatives au péage routier, l'exigence se rapportant au statut d'employé du partenaire privé.

La loi modifie en outre le Code des professions et la Loi sur la justice administrative pour assujettir les présidents des conseils de discipline à la compétence du Conseil de la justice administrative quant à l'application de leur code de déontologie et permettre au gouvernement, lorsque le Conseil de la justice administrative le recommande, de destituer un président de conseil de discipline d'un ordre professionnel, de le suspendre ou de lui imposer une réprimande. La loi permet également au gouvernement de démettre, en cas d'incapacité permanente établie par le Conseil de la justice administrative, un président de conseil de discipline. Elle permet enfin au gouvernement de révoquer de sa charge administrative, à certaines conditions, le président en chef du Bureau des présidents des conseils de discipline ou le président en chef adjoint. De plus, la loi modifie le Code des professions afin de permettre au président d'un conseil de discipline ou au président en chef du Bureau des présidents des conseils de discipline de décider de l'ajournement d'une audition, si les circonstances le justifient.

De plus, une modification à la Loi d'interprétation est proposée afin d'y supprimer la référence aux notes marginales qui, dans le passé, accompagnaient chacune des dispositions législatives intégrées dans le recueil des lois sanctionnées annuellement. Une autre, proposée à la Loi sur la protection de la jeunesse, vise à transférer, à la Société québécoise d'information juridique, la responsabilité de caviarder les décisions rendues par la Cour du Québec en matière de protection de la jeunesse.

La loi prévoit aussi une modification à la Loi sur le recours collectif afin de permettre au Fonds d'aide aux recours collectifs d'utiliser les sommes qu'il détient pour assumer ses frais de fonctionnement.

Par ailleurs, la loi prévoit des modifications à la Loi sur les tribunaux judiciaires pour permettre à la Cour d'appel de tenir des séances dans d'autres lieux que les territoires de la Ville de Québec et de la Ville de Montréal, pour faire passer de trois ans à quatre ans la durée de la période d'évaluation de la rémunération des juges par un comité de la rémunération des juges et définir cette période ainsi que pour allonger à quatre ans la durée du mandat des membres d'un tel comité et changer la date de début de leur mandat, pour actualiser et uniformiser la désignation des associations représentant les catégories de juges dans le cadre des travaux d'un comité de la rémunération des juges et du Conseil de la magistrature ainsi que pour ajouter, à la composition de ce conseil, un membre nommé parmi les juges de paix magistrats.

Enfin, la loi propose des modifications de concordance et des dispositions transitoires.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Justice
<b>Parrain :</b>	Madame Stéphanie Vallée
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-06-03
<b>Consultations particulières :</b>	CI 2015-09-23
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-24
<b>Adoption du principe :</b>	2015-09-29
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CI 2015-09-30; 2015-10-06; 2015-10-07; 2015-10-08; 2015-10-20; 2015-10-21; 2015-10-28; 2015-11-03; 2015-11-04; 2015-11-05; 2015-11-10
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-11 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-11-12
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-11-18
<b>Sanction :</b>	2015-11-19

**Entrée en vigueur :**

2015-11-19, à l'exception :

1° des articles 1 à 4, 9 à 12, 15 à 21, 24, 25 et 27, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement;

2° du paragraphe 1° de l'article 35, des paragraphes 1° et 3° de l'article 36 et de l'article 37, qui entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

– 2016-01-01 :

a. 1

Décret n° 1093-2015

G.O., 2015, Partie 2, p. 4709

**Lois modifiées :** Code de procédure civile (chapitre C-25.01)

Code de procédure pénale (chapitre C-25.1)

Code des professions (chapitre C-26)

Loi d'interprétation (chapitre I-16)

Loi sur la justice administrative (chapitre J-3)

Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport (chapitre P-9.001)

Loi sur la protection de la jeunesse (chapitre P-34.1)

Loi sur le recours collectif (chapitre R-2.1)

Loi sur les tribunaux judiciaires (chapitre T-16)

**Règlement modifié :** Règlement concernant les infrastructures routières à péage exploitées en vertu d'une entente de partenariat public-privé (chapitre P-9.001, r. 3)

## **Chapitre 27** (projet de loi n° 73)

Loi concernant principalement la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public

**Objet :** Cette loi modifie différentes lois qui instituent des régimes de retraite du secteur public afin principalement de donner suite à des recommandations des comités de retraite.

La loi modifie également la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics afin d'obliger la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances à faire remise de dette de certains montants versés en trop.

La loi prévoit l'établissement d'un droit de faire créditer certaines années de service au bénéfice d'employés des organismes assujettis par loi, après le 30 juin 2011, au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou au régime de retraite du personnel d'encadrement et au bénéfice d'employés des organismes non assujettis mais intégrés, après cette même date, à un autre organisme dont les employés participaient déjà à ces régimes.

La loi établit de plus un droit de faire créditer certaines années de service au bénéfice d'un pensionné du régime de retraite du personnel d'encadrement dont le nombre d'années et parties d'année de service ayant servi au calcul de sa pension a été réduit.

La loi prévoit des dispositions relatives aux transferts de sommes, entre différents fonds, rendus nécessaires lorsque les employés bénéficiant du droit à des prestations additionnelles changent de régime de retraite.

La loi accorde au conjoint d'un pensionné du régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, du régime de retraite du personnel d'encadrement ou du régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels le droit à une pension égale à 60 % de la rente réduite de ce pensionné si ce dernier décède en certaines circonstances.

La loi prévoit les circonstances dans lesquelles une demande de pension peut être annulée.

Enfin, la loi apporte des modifications de nature technique et de concordance et inclut des dispositions diverses et transitoires.

**Ministre responsable :** ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor

**Parrain :** M. Martin Coiteux

**Présentation du projet de loi :** 2015-11-03

**Adoption du principe :** 2015-11-10

**Étude détaillée en commission :** CFP  
2015-11-12

<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-17 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-11-18
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-11-19
<b>Sanction :</b>	2015-11-20
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-11-20. Toutefois, le paragraphe 3° de l'article 17 et les articles 18 et 19 ont effet depuis le 3 novembre 2015.
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (chapitre R-9.1) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (chapitre R-9.2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (chapitre R-10) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (chapitre R-12) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (chapitre R-12.1)

**Chapitre 28** (projet de loi n° 44)

## Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur le tabac afin de restreindre davantage l'usage du tabac, tant dans les lieux fermés qu'à l'extérieur. À ce titre, elle interdit notamment de fumer dans les véhicules automobiles lorsqu'un mineur de moins de 16 ans y est présent, dans les aires extérieures de jeu destinées aux enfants, sur les terrains des camps de vacances et les patinoires qui sont fréquentés par des mineurs ainsi que sur les terrasses. Elle applique également aux lieux fermés qui accueillent le public une interdiction de fumer dans un rayon de neuf mètres de toute porte, de toute prise d'air ou de toute fenêtre communiquant avec ces lieux.

La loi étend par ailleurs le champ d'application de la Loi sur le tabac à la cigarette électronique en assimilant cette dernière au tabac. Toutefois, elle permet à l'exploitant d'un point de vente spécialisé de cigarettes électroniques d'étaler de telles cigarettes, sous certaines conditions, notamment en exigeant qu'elles ne soient vues que de l'intérieur du point de vente. De plus, elle encadre l'usage du tabac dans certains lieux, notamment en établissant des normes pour l'aménagement d'abris extérieurs pour fumeurs.

La loi resserre les normes applicables au commerce du tabac, entre autres en interdisant la vente au détail ou la distribution de produits du tabac comportant une saveur ou un arôme autres que ceux du tabac, en interdisant aux adultes d'acheter du tabac pour les mineurs et en interdisant à un fabricant ou à un distributeur de produits du tabac d'offrir à l'exploitant d'un point de vente de tabac des ristournes liées à la vente d'un produit du tabac.

La loi prévoit des normes relatives à l'emballage des produits du tabac en lien avec la mise en garde qui doit y figurer, notamment en imposant une superficie minimale et en exigeant une quantité maximale de produits du tabac dans l'emballage.

De plus, la loi édicte de nouvelles dispositions pénales, hausse le montant des amendes déjà prévues par la Loi sur le tabac et renforce certaines autres dispositions pénales par une responsabilisation accrue des administrateurs et dirigeants des personnes morales, sociétés ou associations et des employeurs.

Finalement, la loi contient des dispositions modificatives, transitoires et finales nécessaires à sa mise en œuvre.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre de la Santé et des Services sociaux
<b>Parrain :</b>	Madame Lucie Charlebois
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-05-05
<b>Consultations particulières :</b>	CSSS 2015-08-18; 2015-08-19; 2015-08-20; 2015-08-31; 2015-09-03
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-09-15
<b>Adoption du principe :</b>	2015-09-23

<b>Étude détaillée en commission :</b>	CSSS 2015-11-05; 2015-11-10; 2015-11-11; 2015-11-12; 2015-11-17; 2015-11-18
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-19
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-11-24
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-11-26 Vote : P : 118, C : 0, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-11-26
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-11-26, à l'exception :  1° des dispositions des articles 4, 5 et 32 qui entreront en vigueur le 26 mai 2016;  2° de celles des articles 6, 19, 26 et 72 dans la mesure où il édicte les articles 6.1 à 6.3 du Règlement d'application de la Loi sur le tabac, qui entreront en vigueur le 26 novembre 2016;  3° de celles de l'article 11, qui entreront en vigueur le 26 novembre 2017.
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur la Société des loteries du Québec (chapitre S-13.1) Loi sur le tabac (chapitre T-0.01)
<b>Règlement modifié :</b>	Règlement d'application de la Loi sur le tabac (chapitre T-0.01, r. 1)

## Chapitre 29 (projet de loi n° 57)

Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin principalement d'établir une nouvelle méthode de financement applicable aux régimes de retraite à prestations déterminées en remplaçant le financement selon l'approche de solvabilité par un financement axé sur la capitalisation.

La loi prévoit par ailleurs la constitution d'une provision de stabilisation dont le niveau sera déterminé selon des modalités prévues par règlement, incluant une grille applicable notamment en fonction de la politique de placement du régime de retraite. Cette provision sera constituée par des gains actuariels et des cotisations particulières d'exercice et d'équilibre.

La loi prévoit aussi que les régimes de retraite devront se doter d'une politique de financement répondant aux exigences qui seront prévues par règlement.

La loi modifie les règles d'affectation et d'attribution des excédents d'actif en cours d'existence du régime et en cas de terminaison de celui-ci. L'affectation d'un excédent d'actif à l'acquittement de cotisations ou des engagements supplémentaires résultant d'une modification du régime ou à la remise de sommes à l'employeur ne sera permise que si, d'une part, le régime est capitalisé et que le niveau visé de la provision de stabilisation est dépassé de cinq points de pourcentage et, d'autre part, le degré de solvabilité du régime est d'au moins 105 %. La loi précise que l'excédent d'actif devra être affecté, en priorité, à l'acquittement des cotisations patronales et salariales d'exercice. S'il subsiste un solde de l'excédent, celui-ci pourra, jusqu'à concurrence de 20 % et selon les dispositions du régime de retraite, être affecté à l'acquittement des engagements supplémentaires résultant d'une modification du régime ou à l'acquittement de cotisations salariales ou être remis à l'employeur.

La loi indique que les cotisations patronales d'équilibre technique et de stabilisation, à l'exception de celles acquittées au moyen d'une lettre de crédit, devront être comptabilisées de manière particulière.

Ces sommes serviront à déterminer, en cas d'excédent d'actif, le montant maximum de l'excédent qui pourra être affecté à l'acquittement des cotisations patronales.

La loi requiert la préparation d'évaluations actuarielles aux trois ans. Toutefois, si le degré de capitalisation déterminé lors d'une telle évaluation actuarielle est inférieur à 90 %, le régime devra faire l'objet d'évaluations actuarielles annuelles jusqu'à ce que le degré de capitalisation atteigne au moins 90 %. En outre, un avis annuel relatif à la situation financière du régime devra être fourni à la Régie des rentes du Québec dans les quatre mois de la fin de tout exercice financier du régime.

L'utilisation d'une méthode de lissage de l'actif en capitalisation est permise, mais la période d'étalement est limitée à cinq ans.

La loi prévoit également que les engagements supplémentaires résultant de toute modification du régime de retraite devront être payés en un seul versement si le degré de capitalisation du régime est inférieur à 90 %. Dans le cas contraire, ces engagements pourront être financés sur une période maximale de cinq ans.

La loi modifie le test de la cotisation patronale minimale en permettant de distinguer les cotisations d'équilibre advenant qu'une part en soit assumée par les participants, tout en maintenant que les cotisations salariales d'exercice d'un participant ne pourront pas servir à financer plus que 50 % de la valeur de ses prestations.



Aussi, l'obligation d'inclure la prestation additionnelle sera supprimée pour l'ensemble des régimes de retraite.

La loi précise par ailleurs que les droits des participants qui cessent leur participation active seront acquittés en fonction du degré de solvabilité du régime, sans droits résiduels, sauf le cas de participants et de bénéficiaires qui doivent transférer leurs droits sans avoir la possibilité de demander que leurs droits soient maintenus dans le régime. De plus, pour les régimes dotés d'une politique d'achat de rentes satisfaisant aux exigences prévues par règlement, l'acquittement de tout ou partie d'une prestation effectué conformément à cette politique pourra constituer un acquittement final des droits ainsi acquittés.

La loi permet le versement, selon le modèle d'un fonds de revenu viager, de prestations variables au titre des dispositions à cotisation déterminée d'un régime de retraite.

La loi comporte enfin des mesures diverses, de concordance et transitoires utiles à la mise en œuvre de l'ensemble des mesures qu'elle propose.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-06-11
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2015-10-27; 2015-10-28
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-10-29
<b>Adoption du principe :</b>	2015-11-04
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-11-11; 2015-11-16; 2015-11-17
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-18 AM
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-11-24
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-11-26
<b>Sanction :</b>	2015-11-26
<b>Entrée en vigueur :</b>	2016-01-01
<b>Loi modifiée :</b>	Loi sur les régimes complémentaires de retraite (chapitre R-15.1)

**Chapitre 30** (projet de loi n° 68)

Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant l'article 4.1 de la Loi sur les produits alimentaires

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les produits alimentaires afin d'y retirer la disposition interdisant d'employer, pour désigner un succédané de produit laitier, les mots « lait », « crème », « beurre », « fromage » ou un dérivé de l'un de ces mots.

**Ministre responsable :** ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain :** M. Jacques Daoust

**Présentation du projet de loi :** 2015-11-03

**Adoption du principe :** 2015-11-11

**Étude détaillée en commission :** CET  
2015-11-17

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-11-17

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2015-11-24

**Adoption du projet de loi :** 2015-11-26

**Sanction :** 2015-11-26

**Entrée en vigueur :** 2015-12-11

**Loi modifiée :** Loi sur les produits alimentaires (chapitre P-29)

**Chapitre 31** (projet de loi n° 67)

Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique et à définir une nouvelle gouvernance en ce qui a trait à la promotion internationale (*titre modifié*)

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les établissements d'hébergement touristique afin de définir la notion de touriste, de préciser les cas où le ministre du Tourisme peut, ou doit, refuser de délivrer une attestation de classification, la suspendre ou l'annuler et de permettre au ministre de déléguer ses responsabilités liées à la suspension et à l'annulation d'une telle attestation.

La loi modifie également cette loi pour y prévoir des dispositions en matière d'enquête et en réviser le régime pénal.

La loi modifie en outre la Loi sur le ministère du Tourisme afin notamment de permettre au ministre de confier certaines de ses fonctions à un organisme reconnu ou à un groupement de tels organismes et de permettre au ministre de déterminer les fins auxquelles certaines sommes versées aux associations touristiques régionales doivent servir.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Tourisme
<b>Parrain :</b>	Madame Dominique Vien
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-10-22
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2015-11-04; 2015-11-05; 2015-11-10; 2015-11-11
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-12
<b>Adoption du principe :</b>	2015-11-18
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-11-19
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-24 AM dont un au titre
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-11-26
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-12-01 Vote : P : 106, C : 0, A : 3
<b>Sanction :</b>	2015-12-02
<b>Entrée en vigueur :</b>	à la date déterminée par le gouvernement
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur les établissements d'hébergement touristique (chapitre E-14.2) Loi sur le ministère du Tourisme (chapitre M-31.2)

**Chapitre 32** (projet de loi n° 71)

Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

**Objet :** Cette loi vise à mettre fin aux lock-out et aux grèves en cours dans le secteur de l'automobile au Saguenay–Lac-Saint-Jean et à mettre en place les mesures permettant le règlement des conflits qui opposent les employeurs et les salariés de ce secteur dans le renouvellement de leurs conventions collectives.

La loi prévoit une période finale de médiation concernant les modalités de retour au travail, de même que concernant le renouvellement des conventions collectives. Elle fixe une date maximale de retour au travail et prévoit que, à défaut d'ententes dans les délais fixés, les différends sont déferés à l'arbitrage.

La loi impose également des obligations particulières aux salariés, aux employeurs et à leurs associations quant au retour au travail.

Enfin, la loi détermine, en cas d'inexécution des obligations qu'elle prévoit, des sanctions pénales

<b>Ministre responsable :</b>	ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
<b>Parrain :</b>	M. Sam Hamad
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-11-12
<b>Adoption du principe :</b>	2015-11-24
<b>Consultations particulières :</b>	CET 2015-11-24
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-24
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CET 2015-11-25
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-11-26
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-12-01
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-12-03 Vote : P : 114, C : 0, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-12-03
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-12-03
<b>Loi modifiée :</b>	Aucune

**Chapitre 33** (projet de loi n°78)

Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale afin d'encadrer l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat. Un député ne pourra recevoir une allocation de transition que si le commissaire à l'éthique et à la déontologie estime que la démission est justifiée par des raisons familiales sérieuses ou un problème de santé important affectant un membre de la famille immédiate du député ou lui-même. La loi précise qu'en cas de décision favorable, le commissaire doit faire un avis public sans divulguer les motifs de sa décision.

La loi prévoit que l'allocation de transition d'un député ayant obtenu une décision favorable du commissaire sera ajustée en tenant compte de ses revenus d'emploi, de service, d'entreprise et de retraite. La loi indique par ailleurs que le député devra rembourser le montant de l'allocation qu'il pourrait éventuellement recevoir en trop.

**Parrain :** M. Jean-Marc Fournier, leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques

**Présentation du projet de loi :** 2015-11-12

**Adoption du principe :** 2015-11-24 Vote : P : 115, C : 0, A : 0

**Étude détaillée en commission :** CI  
2015-11-25; 2015-11-26

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-11-27 AM

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2015-12-01

**Adoption du projet de loi :** 2015-12-03 Vote : P : 115, C : 0, A : 0

**Sanction :** 2015-12-03

**Entrée en vigueur :** 2015-11-12

**Loi modifiée :** Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (chapitre C-52.1)

**Chapitre 34** (projet de loi n° 80)

Loi permettant aux municipalités de neutraliser les déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels

**Objet :** Cette loi modifie la Loi sur la fiscalité municipale afin de hausser les coefficients servant dans le calcul du taux maximal de taxation applicable à la catégorie des immeubles non résidentiels et à celle des immeubles industriels.

**Ministre responsable :** ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

**Parrain :** M. Pierre Moreau

**Présentation du projet de loi :** 2015-11-24

**Adoption du principe :** 2015-12-01

**Étude détaillée en commission :** CP  
2015-12-01

**Prise en considération  
du rapport de la commission :** 2015-12-01

**Adoption du projet de loi :** 2015-12-02

**Sanction :** 2015-12-03

**Entrée en vigueur :** 2016-01-01

**Loi modifiée :** Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1)

**Chapitre 35** (projet de loi n° 54)

## Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal

**Objet :** Cette loi apporte diverses modifications afin d'améliorer la situation juridique de l'animal.

La loi modifie d'abord le Code civil du Québec afin d'y prévoir expressément que l'animal est un être doué de sensibilité et qu'il n'est pas un bien.

La loi édicte par ailleurs la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal qui a pour objet d'établir diverses règles visant à assurer une protection adéquate aux animaux domestiques et à certains animaux sauvages. Cette loi prévoit que le propriétaire ou la personne ayant la garde d'un animal a l'obligation de s'assurer que ce dernier reçoive les soins propres à ses impératifs biologiques. Elle prévoit également une série d'actes interdits concernant notamment le transport d'un animal ou le dressage d'un animal pour le combat. Elle contient de plus l'obligation pour certains propriétaires ou gardiens d'animaux d'être titulaires d'un permis délivré par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation ainsi que des mesures permettant de venir en aide à un animal en détresse, notamment des pouvoirs d'inspection, d'ordonnance, de saisie et de confiscation. Enfin, elle prévoit des dispositions pénales applicables en cas de contravention à ses dispositions.

**Ministre responsable :** ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Parrain :** M. Pierre Paradis

**Présentation du projet de loi :** 2015-06-05

**Consultations particulières :** CAPERN  
2015-09-14; 2015-09-15; 2015-09-16;  
2015-09-17; 2015-09-22; 2015-09-23;  
2015-09-24; 2015-10-06

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-10-07

**Adoption du principe :** 2015-10-08

**Étude détaillée en commission :** CAPERN  
2015-10-20; 2015-10-21; 2015-10-27;  
2015-10-28; 2015-10-29; 2015-11-03;  
2015-11-04; 2015-11-05; 2015-11-12;  
2015-11-18; 2015-11-19; 2015-11-24;  
2015-11-25; 2015-11-26

**Dépôt du rapport de la commission :** 2015-12-01 AM

**Prise en considération du rapport de la commission :** 2015-12-02

<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-12-04 Vote : P : 109, C : 0, A : 0
<b>Sanction :</b>	2015-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-12-04, à l'exception des articles 16 à 20 de la Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal, édictés par l'article 7, qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement
<b>Loi modifiée :</b>	Code civil du Québec
<b>Loi édictée :</b>	Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (2015, chapitre 35, article 7)
<b>Lois modifiées par la loi édictée :</b>	Code de procédure civile (chapitre C-25.01) Loi sur la justice administrative (chapitre J-3) Loi sur La Financière agricole du Québec (chapitre L-0.1) Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14) Loi sur la protection sanitaire des animaux (chapitre P-42) Loi sur la qualité de l'environnement (chapitre Q-2)
<b>Règlement modifié par la loi édictée :</b>	Règlement sur les animaux en captivité (chapitre C-61.1, r. 5)
<b>Règlement abrogé par la loi édictée :</b>	Règlement sur les espèces ou catégories d'animaux désignées pour l'application de la section IV.1.1 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux (chapitre P-42, r. 6)



## Chapitre 36 (projet de loi n° 69)

Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015 (*titre modifié*)

**Objet :** Cette loi prévoit la modification de diverses lois afin de donner suite principalement à des mesures fiscales annoncées lors du discours sur le budget du 26 mars 2015 et dans divers bulletins d'information publiés en 2014 et en 2015.

Elle modifie la Loi sur les impôts afin d'introduire ou de modifier des mesures fiscales propres au Québec. Ces modifications concernent notamment :

- 1° la bonification du crédit d'impôt pour les travailleurs d'expérience;
- 2° la mise en place d'un bouclier fiscal;
- 3° l'augmentation de l'âge d'admissibilité au crédit d'impôt en raison de l'âge;
- 4° la révision des modalités de fonctionnement du crédit d'impôt pour la solidarité;
- 5° la bonification des taux du crédit d'impôt pour stage en milieu de travail et de crédits d'impôt du domaine culturel;
- 6° la prolongation de deux ans du crédit d'impôt relatif à l'intégration des technologies de l'information dans les PME manufacturières et son élargissement au secteur primaire;
- 7° l'uniformisation du taux des crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement expérimental et l'instauration d'un montant de frais exclus aux fins du calcul de ces crédits d'impôt;
- 8° la révision du crédit d'impôt remboursable pour le développement des affaires électroniques et l'ajout d'un crédit d'impôt non remboursable;
- 9° la majoration du montant admissible des dons de denrées alimentaires faits par une entreprise agricole.

Cette loi modifie également la Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales de façon à modifier les conditions de délivrance des divers documents nécessaires à l'obtention des crédits d'impôt remboursables destinés aux nouvelles sociétés de services financiers pour que l'aide fiscale consentie au moyen de ces crédits d'impôt soit accordée à des sociétés exerçant des activités véritablement nouvelles.

De plus, cette loi modifie la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec afin de prévoir l'élimination graduelle de la contribution santé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Cette loi modifie aussi la Loi sur les impôts et la Loi sur la taxe de vente du Québec afin d'y apporter des modifications semblables à celles qui ont été apportées à la Loi de l'impôt sur le revenu et à la Loi sur la taxe d'accise par des projets de loi fédéraux sanctionnés en 2013 et en 2014. À cet effet, elle donne suite principalement à des mesures d'harmonisation annoncées dans divers bulletins d'information publiés en 2013 et en 2014 ainsi que dans le discours sur le budget du 4 juin 2014. Ces modifications concernent notamment :

- 1° les règles relatives aux fiducies non résidentes;
- 2° le traitement fiscal des récompenses versées en vertu du Programme de dénonciateurs de l'inobservation fiscale à l'étranger;
- 3° les pertes agricoles restreintes;
- 4° les régimes de pension agréés collectifs.

Cette loi modifie la Loi sur l'administration fiscale et la Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires afin d'adapter la procédure d'exécution des jugements du nouveau Code de procédure civile aux responsabilités de l'Agence du revenu du Québec prévues par ces lois.

Enfin, cette loi apporte des modifications à caractère technique, de concordance ou de terminologie à diverses lois.

<b>Ministre responsable :</b>	ministre des Finances
<b>Parrain :</b>	M. Carlos Leitão
<b>Présentation du projet de loi :</b>	2015-11-10
<b>Adoption du principe :</b>	2015-11-18 MAJ
<b>Étude détaillée en commission :</b>	CFP 2015-11-27; 2015-12-02
<b>Dépôt du rapport de la commission :</b>	2015-12-03 AM dont un au titre
<b>Prise en considération du rapport de la commission :</b>	2015-12-04 MAJ
<b>Adoption du projet de loi :</b>	2015-12-04 MAJ
<b>Sanction :</b>	2015-12-04
<b>Entrée en vigueur :</b>	2015-12-04, à l'exception des articles 2, 3 et 168 à 171 qui entrent en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la Loi instituant le nouveau Code de procédure civile (2014, chapitre 1)
<b>Lois modifiées :</b>	Loi sur l'administration fiscale (chapitre A-6.002) Loi sur les impôts (chapitre I-3) Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires (chapitre P-2.2) Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales (chapitre P-5.1) Loi sur la publicité légale des entreprises (chapitre P-44.1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (chapitre R-5) Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance (chapitre S-4.1.1) Loi sur la taxe de vente du Québec (chapitre T-0.1) Loi concernant la taxe sur les carburants (chapitre T-1) Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1 <sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires (2009, chapitre 5) Loi modifiant la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives (2012, chapitre 28) Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales (2015, chapitre 21)

## LISTE DES LOIS PUBLIQUES PAR MINISTÈRE OU PAR SECTEUR

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
	<b>Administration gouvernementale et Révision permanente des programmes, Conseil du trésor</b>	
2	Loi portant principalement sur la suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire	n° 30
5	Loi n° 1 sur les crédits, 2015-2016	n° 40
10	Loi n° 2 sur les crédits, 2015-2016	n° 45
27	Loi concernant principalement la mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public	n° 73
	<b>Affaires municipales et Occupation du territoire</b>	
14	Loi concernant l'élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit	n° 46
34	Loi permettant aux municipalités de neutraliser les déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels	n° 80
	<b>Agriculture, Pêcheries et Alimentation</b>	
30	Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant l'article 4.1 de la Loi sur les produits alimentaires	n° 68
35	Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal	n° 54
	<b>Assemblée nationale</b>	
19	Loi proclamant la Journée Nelson Mandela	n° 493
33	Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat	n° 78
	<b>Culture et Communications</b>	
18	Loi modernisant la gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec	n° 47
22	Loi modernisant la gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	n° 48
	<b>Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques</b>	
9	Loi modifiant la Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique afin d'en prolonger l'application	n° 32
	<b>Économie, Innovation et Exportations</b>	
3	Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives	n° 19
12	Loi confirmant l'assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons au seul régime d'autorisation de l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement	n° 37

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
<b>Finances</b>		
8	Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016	n° 28
17	Loi visant à permettre la réalisation d'infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec	n° 38
21	Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales	n° 13
24	Loi donnant suite à la mise à jour sur la situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014 et modifiant diverses dispositions législatives	n° 39
36	Loi donnant suite principalement à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015 ( <i>titre modifié</i> )	n° 69
<b>Justice</b>		
6	Loi visant principalement la récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics ( <i>titre modifié</i> )	n° 26
11	Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires	n° 33
26	Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives	n° 51
<b>Mines</b>		
23	Loi sur les mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière	n° 55
<b>Santé et Services sociaux</b>		
1	Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales	n° 10
25	Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée	n° 20
28	Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme	n° 44
<b>Tourisme</b>		
31	Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique et à définir une nouvelle gouvernance en ce qui a trait à la promotion internationale ( <i>titre modifié</i> )	n° 67
<b>Transports</b>		
4	Loi transférant au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers	n° 25
16	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif	n° 36

Chapitre	Ministère ou secteur Titre	Projet de loi
<b>Travail, Emploi et Solidarité sociale</b>		
7	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises	n° 34
13	Loi favorisant l'information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail et modifiant la Loi sur la santé et la sécurité du travail	n° 43
15	Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail	n° 42
20	Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec	n° 58
29	Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées	n° 57
32	Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean	n° 71



## LISTE DES PROJETS DE LOI PRÉSENTÉS EN 2015, MAIS NON ADOPTÉS EN 2015

### Projets de loi publics

- n° 49 Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
- n° 53 Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
- n° 56 Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
- n° 59 Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
- n° 62 Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
- n° 63 Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
- n° 64 Loi sur l'immatriculation des armes à feu
- n° 66 Loi sur les activités funéraires
- n° 70 Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
- n° 72 Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
- n° 74 Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
- n° 75 Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
- n° 76 Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
- n° 77 Loi sur l'immigration au Québec
- n° 79 Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42<sup>e</sup> législature
- n° 81 Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
- n° 82 Loi proclamant le Jour commémoratif des crimes contre l'humanité commis au Cambodge de 1975 à 1979
- n° 83 Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière municipale concernant notamment le financement politique
- n° 85 Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
- n° 86 Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
- n° 87 Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles dans les organismes publics
- n° 88 Loi sur le développement de l'industrie des boissons alcooliques artisanales

### **Projets de loi publics des députés**

- n° 197 Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
- n° 392 Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
- n° 394 Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
- n° 395 Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
- n° 396 Loi sur le directeur parlementaire du budget
- n° 397 Loi sur le directeur parlementaire du budget
- n° 398 Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
- n° 399 Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
- n° 490 Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
- n° 491 Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
- n° 492 Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
- n° 494 Loi sur la protection des contribuables
- n° 495 Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
- n° 496 Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
- n° 497 Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
- n° 498 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur

### **Projets de loi d'intérêt privé**

- n° 209 Loi concernant la Ville de Mascouche
- n° 211 Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
- n° 212 Loi concernant la Ville de Saguenay
- n° 214 Loi concernant la Ville de Drummondville
- n° 215 Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel



**LISTE DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES ENTRÉES OU  
ENTRANT EN VIGUEUR PAR UN DÉCRET DE 2015**

1991, c. 74	Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives
2015-06-13 :	a. 13 (à tous égards) Décret n° 346-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 965
2003, c. 18	Loi modifiant la Loi sur les coopératives
2015-10-01 :	a. 109 (dans la mesure où il édicte a. 221.2.3 de la Loi sur les coopératives (chapitre C-67.2)) Décret n° 663-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 2431
2006, c. 17	Loi modifiant la Loi électorale pour favoriser l'exercice du droit de vote
2015-01-28 :	aa. 2, 4, 13, 14 (lorsqu'il édicte, dans a. 227 (1 <sup>er</sup> al.), les mots « et comportant les mentions relatives au vote par anticipation et au vote au bureau du directeur du scrutin »), 24 Décret n° 26-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 163
2009, c. 58	Loi modifiant diverses dispositions législatives afin principalement de resserrer l'encadrement du secteur financier
2015-10-28 :	a. 92 Décret n° 945-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 4223
2012, c. 23	Loi concernant le partage de certains renseignements de santé
2015-04-01 :	aa. 25 (par. 1° (les mots « ou vendu sous contrôle pharmaceutique »)), 28 (les mots « de même qu'une personne ou société »), 31 (les mots « de même qu'une personne ou une société qui exploite un laboratoire d'imagerie médicale générale ou un laboratoire de radiologie diagnostique spécifique à la médecine »), 32 (2° al.) Décret n° 196-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 677

- 2013, c. 12      Loi modifiant le Code des professions en matière de justice disciplinaire
- 2015-07-13:      aa. 1, 3 (en tant qu'il concerne aa. 115.1, 115.2, 115.4, 115.6-115.10 du Code des professions (chapitre C-26)), 4, 5 (dans la mesure où il concerne aa. 117, 117.1 de ce code), 6-21, 23-25, 29-32  
                          Décret n° 636-2015  
                          G.O., 2015, Partie 2, p. 2339
- 2013, c. 16      Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 20 novembre 2012
- 2016-01-01:      aa. 53 (dans la mesure où il édicte a. 17.12.12 (1<sup>er</sup> al. (par. 6°) de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (chapitre M-25.2), sauf en ce qui concerne le financement d'activités liées à l'application de la Loi sur l'impôt minier (chapitre I-0.4) et des règlements pris pour son application)), 54 (dans la mesure où il insère un renvoi à a. 17.12.20 de la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune), 55 (dans la mesure où il édicte a. 17.12.20 (sauf par. 1°) de cette loi), 58 (dans la mesure où il s'applique au volet gestion de l'activité minière du Fonds des ressources naturelles)  
                          Décret n° 1149-2015  
                          G.O., 2015, Partie 2, p. 4967
- 2013, c. 25      Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois
- 2015-05-29:      aa. 1, 3-8, 10-13, 14 (sauf lorsqu'il édicte a. 50.1 (1<sup>er</sup> al. (par. 11°))), 15-17, 19, 22 (par. 1°-5°), 24, 32, 34-36, 39  
                          Décret n° 368-2015  
                          G.O., 2015, Partie 2, p. 1331
- 2013, c. 27      Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil, de successions et de publicité des droits
- 2015-10-01:      aa. 3, 4  
                          Décret n° 780-2015  
                          G.O., 2015, Partie 2, p. 3235

2013, c. 32	Loi modifiant la Loi sur les mines
2015-05-06 :	aa. 35, 38 Décret n° 358-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 1291
2014, c. 1	Loi instituant le nouveau Code de procédure civile
2016-01-01 :	aa. 1-27, 29-35 (sauf 4 <sup>e</sup> al.), 36-302, 303 (sauf 1 <sup>er</sup> al. (par. 7 <sup>o</sup> )), 304-835 Décret n° 1066-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 4709
2014, c. 2	Loi concernant les soins de fin de vie
2015-12-16 :	aa. 63, 64 Décret n° 1165-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 4968
2014, c. 13	Loi modifiant la Loi sur le Barreau, la Loi sur le notariat et le Code des professions
2015-06-29 :	aa. 19 (par. 1 <sup>o</sup> ), 20 (par. 1 <sup>o</sup> ) Décret n° 409-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 1407
2015, c. 3	Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives
2015-10-01 :	a. 32 Décret n° 663-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 2431
2015, c. 8	Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016
2015-07-14 :	aa. 25-33 Décret n° 671-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 2431, 2432
2015, c. 16	Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif
2016-01-01 :	aa. 2, 5, 9 (par. 2 <sup>o</sup> ), 10, 20-29 Décret n° 1181-2015 G.O., 2015, Partie 2, p. 4968

- 2015, c. 20      Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite  
et d'assurances et la Régie des rentes du Québec
- 2016-01-01:      aa. 1-74  
Décret n° 1034-2015  
G.O., 2015, Partie 2, p. 4559
- 2015, c. 26      Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace  
et les amendes aux mineurs plus dissuasives
- 2016-01-01:      a. 1  
Décret n° 1093-2015  
G.O., 2015, Partie 2, p. 4709

## TABLEAU DES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES EN 2015

Les chiffres en caractères gras sont les numéros des articles.

Les renseignements de ce tableau sont tous donnés sans égard à la date d'entrée en vigueur des modifications. Ce tableau indique les modifications apportées aux lois publiques par les dispositions de lois sans égard aux modifications qui peuvent leur être apportées par d'autres sources tels des décrets.

Les lois non intégrées au Recueil des lois et des règlements du Québec sont inscrites à la suite des lois intégrées au Recueil des lois et des règlements du Québec.

### Abréviations

a. = article	c. = chapitre
aa. = articles	Form. = Formule
Ab. = Abrogé	ptie = partie
Ann. = Annexe	Remp. = Remplacé
App. = Appendice	sess. = session

Référence	Titre Modifications
<b>1- LOIS INTÉGRÉES AU RECUEIL DES LOIS ET DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC</b>	
c. A-2.1	Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels  <b>5</b> , 2015, c. 8, a. 206
c. A-3	Loi sur les accidents du travail  <b>46</b> , 2015, c. 15, a. 110
c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles  <b>2</b> , 2015, c. 15, a. 111 <b>43</b> , 2015, c. 15, a. 112 <b>329</b> , 2015, c. 15, a. 113 <b>359</b> , 2015, c. 15, a. 114 <b>366.1</b> , 2015, c. 15, a. 115 <b>367</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>368</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>369</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>370</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>371</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>372</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>373</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>374</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>375</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>376</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>377</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>378</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>379</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>380</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>381</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>382</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>383</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>384</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116

Référence	Titre Modifications
c. A-3.001	Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — <i>Suite</i>
	<b>385</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>386</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>387</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>388</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>389</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>390</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>391</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>392</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>393</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>394</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>395</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>396</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>397</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>398</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>399</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>400</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>401</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>402</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>403</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>404</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>405</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>406</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>407</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>408</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>409</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>410</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>411</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>412</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>413</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>414</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>415</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>416</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>417</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>418</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>419</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>420</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>421</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>422</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>423</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>424</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>425</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>426</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>427</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>428</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.2</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.3</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.4</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.5</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.6</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.7</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.8</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.9</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.10</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.11</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.12</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.12.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.13</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.14</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.15</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.16</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116 <b>429.17</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 116

Référence	Titre Modifications
c. A-3.001	<p>Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles — <i>Suite</i></p> <p><b>429.18</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.19</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.20</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.21</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.22</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.23</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.24</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.25</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.26</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.27</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.28</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.29</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.30</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.31</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.32</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.33</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.34</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.35</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.36</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.37</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.38</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.39</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.40</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.41</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.42</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.43</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.44</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.45</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.46</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.47</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.48</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.49</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.50</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.51</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.52</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.53</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.54</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.55</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.56</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.57</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.58</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>429.59</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 116  <b>589</b>, 2015, c. 15, a. 117</p>
c. A-5.01	<p>Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée</p> <p><b>8</b>, 2015, c. 25, a. 2  <b>10</b>, 2015, c. 25, a. 3  <b>10.1</b>, 2015, c. 25, a. 3  <b>10.2</b>, 2015, c. 25, a. 3  <b>10.3</b>, 2015, c. 25, a. 3  <b>10.4</b>, 2015, c. 25, a. 3  <b>11</b>, 2015, c. 25, a. 4  <b>14.1</b>, 2015, c. 25, a. 5  <b>26</b>, Ab. 2015, c. 25, a. 6  <b>30</b>, 2015, c. 25, a. 7  <b>34</b>, 2015, c. 25, a. 8  <b>35</b>, 2015, c. 25, a. 9  <b>36</b>, 2015, c. 25, a. 10  <b>36.1</b>, 2015, c. 25, a. 10  <b>36.2</b>, 2015, c. 25, a. 10  <b>36.3</b>, 2015, c. 25, a. 10  <b>37</b>, 2015, c. 25, a. 11</p>

Référence	Titre Modifications
c. A-5.01	Loi sur les activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée — <i>Suite</i>  <b>38</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 12 <b>39</b> , 2015, c. 25, a. 13 <b>41.1</b> , 2015, c. 25, a. 14 <b>41.2</b> , 2015, c. 25, a. 14
c. A-6.001	Loi sur l'administration financière  <b>16.1</b> , 2015, c. 8, a. 350 <b>16.2</b> , 2015, c. 8, a. 350 <b>17</b> , 2015, c. 8, a. 351 <b>18</b> , 2015, c. 8, a. 352 <b>19</b> , 2015, c. 8, a. 353 <b>77.6</b> , 2015, c. 20, a. 1 <b>Ann. 1</b> , 2015, c. 15, a. 118 <b>Ann. 2</b> , 2015, c. 15, a. 119
c. A-6.002	Loi sur l'administration fiscale  <b>1.5</b> , 2015, c. 21, a. 1 <b>10.1</b> , 2015, c. 24, a. 1 <b>12.0.2</b> , 2015, c. 8, a. 34; 2015, c. 24, a. 2; 2015, c. 36, a. 1 <b>12.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 2; 2015, c. 24, a. 3 <b>13.1</b> , 2015, c. 36, a. 2 <b>15.8</b> , 2015, c. 36, a. 3 <b>17.3</b> , 2015, c. 8, a. 140 <b>17.5</b> , 2015, c. 8, a. 141 <b>21</b> , 2015, c. 8, a. 35 <b>21.0.1</b> , 2015, c. 24, a. 4 <b>23</b> , 2015, c. 21, a. 3 <b>24.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 4 <b>35.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 5 <b>35.3</b> , 2015, c. 8, a. 36; 2015, c. 21, a. 6 <b>35.4</b> , 2015, c. 21, a. 7 <b>36.0.1</b> , 2015, c. 36, a. 4 <b>36.1</b> , 2015, c. 36, a. 5 <b>37.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 8 <b>37.1.4</b> , 2015, c. 21, a. 9 <b>39</b> , 2015, c. 21, a. 10 <b>39.0.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 11 <b>59</b> , 2015, c. 21, a. 12 <b>59.0.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 13 <b>59.0.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 13 <b>59.0.0.4</b> , 2015, c. 21, a. 13 <b>59.6</b> , 2015, c. 21, a. 14 <b>60.4</b> , 2015, c. 8, a. 142 <b>61</b> , 2015, c. 21, a. 15 <b>61.0.0.1</b> , 2015, c. 8, a. 143; 2015, c. 21, a. 16 <b>68.1</b> , 2015, c. 8, a. 144 <b>69.1</b> , 2015, c. 8, a. 37; 2015, c. 21, a. 17 <b>69.5.2</b> , 2015, c. 21, a. 18 <b>91.1</b> , 2015, c. 21, a. 19 <b>93.1.1</b> , 2015, c. 36, a. 6 <b>93.1.7</b> , 2015, c. 8, a. 38; 2015, c. 24, a. 5 <b>93.1.8</b> , 2015, c. 21, a. 20 <b>93.1.9</b> , 2015, c. 8, a. 39; 2015, c. 24, a. 6 <b>93.1.11</b> , 2015, c. 8, a. 40; 2015, c. 24, a. 7 <b>93.1.12</b> , 2015, c. 21, a. 21 <b>93.1.15.3</b> , 2015, c. 21, a. 22 <b>93.1.21.1</b> , 2015, c. 21, a. 23 <b>93.2</b> , 2015, c. 8, a. 41; 2015, c. 36, a. 7 <b>95.1</b> , 2015, c. 8, a. 42



Référence	Titre Modifications
c. A-7.003	Loi sur l'Agence du revenu du Québec <b>50</b> , 2015, c. 15, a. 120
c. A-7.02	Loi sur l'Agence métropolitaine de transport <b>47</b> , 2015, c. 16, a. 1
c. A-13.2	Loi sur l'aide aux victimes d'actes criminels <b>12</b> , 2015, c. 8, a. 344
c. A-18.1	Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier <b>37</b> , 2015, c. 8, a. 207 <b>54</b> , 2015, c. 8, a. 208 <b>55</b> , 2015, c. 8, a. 209 <b>55.1</b> , 2015, c. 8, a. 210 <b>57</b> , 2015, c. 8, a. 211 <b>58</b> , 2015, c. 8, a. 212
c. A-19.1	Loi sur l'aménagement et l'urbanisme <b>79.20</b> , 2015, c. 8, a. 213 <b>188</b> , 2015, c. 8, a. 214
c. A-23.001	Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture <b>21</b> , 2015, c. 21, a. 24 <b>31</b> , 2015, c. 21, a. 25
c. A-29	Loi sur l'assurance maladie <b>3</b> , 2015, c. 25, a. 15 <b>19</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>19.1</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>19.2</b> , 2015, c. 8, a. 182 <b>22</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>22.0.0.0.0.1</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>22.0.0.0.2</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>22.0.0.1</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>22.0.1</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>65</b> , 2015, c. 15, a. 121; 2015, c. 25, a. 1 <b>65.0.4</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>69</b> , 2015, c. 8, a. 193; 2015, c. 25, a. 16 <b>69.0.1.1</b> , 2015, c. 25, a. 1
c. A-29.01	Loi sur l'assurance médicaments <b>8</b> , 2015, c. 8, a. 183 <b>8.1</b> , 2015, c. 8, a. 184; 2015, c. 25, a. 1 <b>8.2</b> , 2015, c. 8, a. 184 <b>11</b> , 2015, c. 8, a. 185 <b>22</b> , 2015, c. 8, a. 186 <b>28.2</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 187 <b>30</b> , 2015, c. 8, a. 188 <b>60</b> , 2015, c. 8, a. 189 <b>60.0.1</b> , 2015, c. 8, a. 190 <b>60.0.2</b> , 2015, c. 8, a. 190 <b>60.0.3</b> , 2015, c. 8, a. 190 <b>60.3</b> , 2015, c. 8, a. 191 <b>78</b> , 2015, c. 8, a. 192

Référence	Titre Modifications
c. A-29.011	Loi sur l'assurance parentale <b>43.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 26
c. A-33.2	Loi sur l'Autorité des marchés financiers <b>9</b> , 2015, c. 23, a. 46
c. B-1	Loi sur le Barreau <b>128</b> , 2015, c. 15, a. 122
c. B-1.1	Loi sur le bâtiment <b>65.1.0.1</b> , 2015, c. 6, a. 29 <b>65.1.0.2</b> , 2015, c. 6, a. 29 <b>129.11.1</b> , 2015, c. 15, a. 123 <b>152.1</b> , 2015, c. 15, a. 124
c. B-1.2	Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec <b>4</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>4.1</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>4.2</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>4.3</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>4.4</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>4.5</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>5</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>6</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>7</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>8</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>9</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>10</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>11</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>12</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.1</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.2</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.3</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.4</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.5</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.6</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.7</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.8</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.9</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.10</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.11</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.12</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.13</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.14</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>13.15</b> , 2015, c. 18, a. 2 <b>17</b> , Ab. 2015, c. 18, a. 3 <b>25</b> , 2015, c. 18, a. 5 <b>26</b> , 2015, c. 18, a. 5 <b>27</b> , 2015, c. 18, a. 6 <b>27.1</b> , 2015, c. 18, a. 7 <b>29.1</b> , 2015, c. 18, a. 8 <b>29.2</b> , 2015, c. 18, a. 8
c. B-5.1	Loi sur les biens non réclamés <b>36</b> , 2015, c. 21, a. 27 <b>37</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 28

Référence	Titre Modifications
c. C-2	Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec <b>4</b> , 2015, c. 17, a. 1 <b>31</b> , 2015, c. 17, a. 2 <b>32</b> , 2015, c. 17, a. 3
c. C-6.1	Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins <b>10</b> , 2015, c. 21, a. 29 <b>19</b> , 2015, c. 21, a. 30 <b>Ann. 3</b> , 2015, c. 21, a. 31 <b>Ann. 4</b> , 2015, c. 21, a. 31
c. C-8.1.1	Loi sur le Centre de services partagés du Québec <b>4</b> , 2015, c. 16, a. 2
c. C-8.3	Loi sur les centres financiers internationaux <b>7</b> , 2015, c. 21, a. 32 <b>8.1</b> , 2015, c. 24, a. 8 <b>53</b> , 2015, c. 21, a. 33
c. C-11.3	Charte de la Ville de Longueuil <b>60.1</b> , 2015, c. 8, a. 215 <b>60.2</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 216
c. C-19	Loi sur les cités et villes <b>72.1</b> , 2015, c. 15, a. 125 <b>573.3.1.1.1</b> , 2015, c. 8, a. 101
c. CCQ-1991	Code civil du Québec <b>898.1</b> , 2015, c. 35, a. 1 <b>905</b> , 2015, c. 35, a. 2 <b>910</b> , 2015, c. 35, a. 3 <b>934</b> , 2015, c. 35, a. 4 <b>989</b> , 2015, c. 35, a. 5 <b>1161</b> , 2015, c. 35, a. 6 <b>2684</b> , 2015, c. 8, a. 354 <b>2684.1</b> , 2015, c. 8, a. 355 <b>2685</b> , 2015, c. 8, a. 356 <b>2686</b> , 2015, c. 8, a. 357 <b>2692</b> , 2015, c. 8, a. 358 <b>2711</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 360 <b>2713.1</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.2</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.3</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.4</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.5</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.6</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.7</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.8</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2713.9</b> , 2015, c. 8, a. 361 <b>2714.2</b> , 2015, c. 8, a. 362 <b>2799</b> , 2015, c. 8, a. 363 <b>2995</b> , 2015, c. 8, a. 364 <b>2999.2</b> , 2015, c. 8, a. 365 <b>3106.1</b> , 2015, c. 8, a. 367
c. C-23.1	Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale <b>56</b> , 2015, c. 8, a. 217

Référence	Titre Modifications
c. C-24.2	Code de la sécurité routière <b>1</b> , 2015, c. 4, a. 17 <b>4</b> , 2015, c. 4, a. 18 <b>15</b> , 2015, c. 4, a. 19 <b>35</b> , 2015, c. 4, a. 20 <b>40</b> , 2015, c. 4, a. 21 <b>41</b> , 2015, c. 4, a. 22 <b>42</b> , 2015, c. 4, a. 23 <b>43</b> , 2015, c. 4, a. 24 <b>150.1</b> , 2015, c. 4, a. 26 <b>151</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 27 <b>152</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 27 <b>153</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 27 <b>154</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 27 <b>156</b> , 2015, c. 4, a. 28 <b>157</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 29 <b>159</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 29 <b>160</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 29 <b>160.1</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 29 <b>161</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 29 <b>161.1</b> , 2015, c. 4, a. 30 <b>162</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 31 <b>163</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 31 <b>164</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 31 <b>164.1</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 31 <b>166</b> , 2015, c. 4, a. 32 <b>207</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 34 <b>209</b> , Ab. 2015, c. 4, a. 34 <b>550</b> , 2015, c. 4, a. 35 <b>560</b> , 2015, c. 4, a. 36 <b>587</b> , 2015, c. 4, a. 37 <b>609</b> , 2015, c. 4, a. 38 <b>611.3</b> , 2015, c. 4, a. 39 <b>620</b> , 2015, c. 4, a. 40 <b>624</b> , 2015, c. 4, a. 41 <b>637.1</b> , 2015, c. 4, a. 42 <b>648</b> , 2015, c. 4, a. 43
c. C-25.01	Code de procédure civile <b>339</b> , 2015, c. 26, a. 1 <b>694</b> , 2015, c. 35, a. 7
c. C-25.1	Code de procédure pénale <b>8.1</b> , 2015, c. 8, a. 345 <b>51</b> , 2015, c. 26, a. 2 <b>71</b> , 2015, c. 26, a. 3 <b>92</b> , 2015, c. 26, a. 4 <b>99</b> , 2015, c. 26, a. 5 <b>100</b> , 2015, c. 26, a. 6 <b>101</b> , 2015, c. 26, a. 7 <b>101.1</b> , 2015, c. 26, a. 8 <b>146</b> , 2015, c. 26, a. 9 <b>157.2</b> , 2015, c. 26, a. 10 <b>163</b> , 2015, c. 26, a. 11 <b>168.1</b> , 2015, c. 26, a. 12 <b>186.1</b> , 2015, c. 26, a. 13 <b>186.2</b> , 2015, c. 26, a. 13 <b>186.3</b> , 2015, c. 26, a. 13 <b>186.4</b> , 2015, c. 26, a. 13 <b>218.0.1</b> , 2015, c. 26, a. 14 <b>218.2</b> , 2015, c. 26, a. 15 <b>218.4</b> , 2015, c. 26, a. 16

Référence	Titre Modifications
c. C-25.1	Code de procédure pénale — <i>Suite</i>  <b>218.5</b> , 2015, c. 26, a. 17 <b>228.1</b> , 2015, c. 26, a. 18 <b>233</b> , 2015, c. 26, a. 19
c. C-26	Code des professions  <b>115.11</b> , 2015, c. 26, a. 20 <b>115.12</b> , 2015, c. 26, a. 20 <b>115.13</b> , 2015, c. 26, a. 20 <b>118.5</b> , 2015, c. 26, a. 21 <b>139.1</b> , 2015, c. 26, a. 22
c. C-27	Code du travail  <b>1</b> , 2015, c. 15, a. 126 <b>14.0.1</b> , 2015, c. 15, a. 127 <b>16</b> , 2015, c. 15, a. 128 <b>39.1</b> , 2015, c. 15, a. 129 <b>46.1</b> , 2015, c. 15, a. 130 <b>47.3</b> , 2015, c. 15, a. 131 <b>47.5</b> , 2015, c. 15, a. 132 <b>100.2</b> , 2015, c. 15, a. 133 <b>101</b> , 2015, c. 15, a. 134 <b>111.3</b> , 2015, c. 15, a. 135 <b>111.22</b> , 2015, c. 15, a. 136 <b>111.33</b> , 2015, c. 15, a. 137 <b>112</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>113</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>114</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>115</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>115.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>115.2</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>115.2.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>115.3</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>115.4</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>116</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>117</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>118</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>119</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>120</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>121</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>122</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>123</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>124</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>125</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>126</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>127</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>128</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>129</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>130</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>131</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>132</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>133</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>134</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>135</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>136</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137.2</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137.3</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137.4</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137.5</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138 <b>137.6</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138

Référence	Titre Modifications
c. C-27	Code du travail — <i>Suite</i>
	<b>137.7</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.8</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.9</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.10</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.11</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.12</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.13</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.14</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.15</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.16</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.17</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.18</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.19</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.20</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.21</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.22</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.23</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.24</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.25</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.26</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.27</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.28</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.29</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.30</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.31</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.32</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.33</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.34</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.35</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.36</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.37</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.38</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.39</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.40</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.41</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.42</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.43</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.44</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.45</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.46</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.47</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.48</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.48.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.49</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.50</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.51</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.52</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.53</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.54</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.55</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.56</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.57</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.58</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.59</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.60</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.61</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.62</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>137.63</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 138
	<b>138</b> , 2015, c. 15, a. 139
	<b>139</b> , 2015, c. 15, a. 140
	<b>139.1</b> , 2015, c. 15, a. 141
	<b>140.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 142
	<b>144</b> , 2015, c. 15, a. 143

Référence	Titre Modifications
c. C-27	Code du travail — <i>Suite</i>  <b>150</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 144 <b>151</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 144 <b>152.1</b> , 2015, c. 15, a. 145 <b>Ann. I</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 146
c. C-27.1	Code municipal du Québec  <b>267.0.3</b> , 2015, c. 15, a. 147 <b>678.0.2.6</b> , 2015, c. 15, a. 148 <b>938.1.1.1</b> , 2015, c. 8, a. 102
c. C-32.1.2	Loi sur la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances ( <i>Loi sur Retraite Québec</i> )  <b>Titre</b> , 2015, c. 20, a. 2 <b>3.1</b> , 2015, c. 20, a. 3 <b>4</b> , 2015, c. 20, a. 4 <b>5</b> , 2015, c. 20, a. 5 <b>8</b> , 2015, c. 20, a. 6 <b>10</b> , 2015, c. 20, a. 7 <b>11</b> , 2015, c. 20, a. 8 <b>12</b> , 2015, c. 20, a. 9 <b>13</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 10 <b>14</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 10 <b>15</b> , 2015, c. 20, a. 11 <b>16</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 12 <b>17</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 12 <b>18</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 12 <b>19</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 12 <b>20</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 12 <b>21</b> , 2015, c. 20, a. 13 <b>26</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 14 <b>27</b> , 2015, c. 20, a. 15 <b>33</b> , 2015, c. 20, a. 16 <b>34</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 17 <b>35</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 17 <b>36</b> , 2015, c. 20, a. 18 <b>37</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 19 <b>38</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 19 <b>39</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 19 <b>40</b> , 2015, c. 20, a. 20 <b>40.1</b> , 2015, c. 20, a. 20 <b>41</b> , 2015, c. 20, a. 21 <b>42</b> , 2015, c. 20, a. 22 <b>43</b> , 2015, c. 20, a. 23 <b>44</b> , 2015, c. 20, a. 24 <b>48.1</b> , 2015, c. 20, a. 25 <b>48.2</b> , 2015, c. 20, a. 25 <b>49</b> , 2015, c. 20, a. 26 <b>50</b> , 2015, c. 20, a. 27 <b>51.1</b> , 2015, c. 20, a. 28 <b>51.2</b> , 2015, c. 20, a. 28 <b>52</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 29 <b>53</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 29 <b>54</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 29 <b>55</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 29 <b>56</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 29 <b>57</b> , 2015, c. 20, a. 30 <b>61</b> , 2015, c. 20, a. 31 <b>65</b> , 2015, c. 20, a. 32 <b>66</b> , 2015, c. 20, a. 33 <b>68</b> , 2015, c. 20, a. 34 <b>138</b> , 2015, c. 20, a. 35 <b>139</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 36

Référence	Titre Modifications
c. C-37.01	Loi sur la Communauté métropolitaine de Montréal  <b>74</b> , 2015, c. 15, a. 149 <b>113.1.1</b> , 2015, c. 8, a. 103
c. C-37.02	Loi sur la Communauté métropolitaine de Québec  <b>65</b> , 2015, c. 15, a. 150 <b>106.1.1</b> , 2015, c. 8, a. 104
c. C-47.1	Loi sur les compétences municipales  <b>12</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 218 <b>13</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 218 <b>92.6</b> , 2015, c. 8, a. 219 <b>124</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 221 <b>126.2</b> , 2015, c. 8, a. 222 <b>126.3</b> , 2015, c. 8, a. 222 <b>126.4</b> , 2015, c. 8, a. 222 <b>126.5</b> , 2015, c. 8, a. 222
c. C-52.1	Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale  <b>12</b> , 2015, c. 33, a. 1 <b>12.1</b> , 2015, c. 33, a. 2 <b>13</b> , 2015, c. 33, a. 3 <b>13.1</b> , 2015, c. 33, a. 4
c. C-60.1	Loi sur les conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal  <b>33.3</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.4</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.5</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.6</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.7</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.8</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.9</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.10</b> , 2015, c. 16, a. 3 <b>33.11</b> , 2015, c. 16, a. 3
c. C-62.1	Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec  <b>4</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>5</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>6</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>7</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>8</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>9</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>10</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>11</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>12</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>13</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>14</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>15</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>16</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>17</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>18</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>19</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>20</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>21</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>22</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>23</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>24</b> , 2015, c. 22, a. 2 <b>25</b> , 2015, c. 22, a. 2



Référence	Titre Modifications
c. C-62.1	<p>Loi sur le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec — <i>Suite</i></p> <p><b>26</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>27</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>28</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>29</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>30</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>31</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>32</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>33</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>34</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>35</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>36</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>37</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>38</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.1</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.2</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.3</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.4</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.5</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.6</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.7</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.8</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.9</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.10</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.11</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.12</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.13</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.14</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.15</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.16</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.17</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.18</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.19</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>39.20</b>, 2015, c. 22, a. 2  <b>40.1</b>, 2015, c. 22, a. 4  <b>49</b>, Ab. 2015, c. 22, a. 5  <b>50</b>, Ab. 2015, c. 22, a. 5  <b>51.1</b>, 2015, c. 22, a. 7  <b>59</b>, 2015, c. 22, a. 8  <b>65.1</b>, 2015, c. 22, a. 9  <b>65.2</b>, 2015, c. 22, a. 9  <b>72</b>, 2015, c. 22, a. 10  <b>81</b>, Ab. 2015, c. 22, a. 11  <b>82</b>, Ab. 2015, c. 22, a. 11  <b>82.1</b>, Ab. 2015, c. 22, a. 11</p>
c. C-65.1	<p>Loi sur les contrats des organismes publics</p> <p><b>7.1</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 151  <b>21.2.0.1</b>, 2015, c. 6, a. 30  <b>21.24</b>, 2015, c. 8, a. 85  <b>21.25</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 86  <b>21.26</b>, 2015, c. 6, a. 31  <b>21.28</b>, 2015, c. 6, a. 32  <b>27.12</b>, 2015, c. 8, a. 87  <b>58.2</b>, 2015, c. 6, a. 33  <b>Ann. I</b>, 2015, c. 6, a. 34; 2015, c. 8, a. 88</p>
c. C-67.2	<p>Loi sur les coopératives</p> <p><b>7</b>, 2015, c. 3, a. 1  <b>11</b>, 2015, c. 3, a. 2  <b>12</b>, 2015, c. 3, a. 3</p>

Référence	Titre Modifications
c. C-67.2	Loi sur les coopératives — <i>Suite</i>
	<b>13</b> , 2015, c. 3, a. 4 <b>28</b> , 2015, c. 3, a. 5 <b>57</b> , 2015, c. 3, a. 6 <b>76</b> , 2015, c. 3, a. 7 <b>119</b> , 2015, c. 3, a. 8 <b>120</b> , 2015, c. 3, a. 9 <b>121</b> , 2015, c. 3, a. 10 <b>121.1</b> , 2015, c. 3, a. 11 <b>121.2</b> , 2015, c. 3, a. 11 <b>121.3</b> , 2015, c. 3, a. 11 <b>121.4</b> , 2015, c. 3, a. 11 <b>121.5</b> , 2015, c. 3, a. 11 <b>132</b> , 2015, c. 3, a. 12 <b>145</b> , 2015, c. 3, a. 14 <b>146.1</b> , 2015, c. 3, a. 15 <b>147</b> , 2015, c. 3, a. 16 <b>156</b> , 2015, c. 3, a. 17 <b>160</b> , 2015, c. 3, a. 18 <b>161</b> , 2015, c. 3, a. 19 <b>162</b> , 2015, c. 3, a. 20 <b>166</b> , 2015, c. 3, a. 21 <b>168</b> , 2015, c. 3, a. 22 <b>170</b> , 2015, c. 3, a. 23 <b>173</b> , 2015, c. 3, a. 24 <b>174</b> , 2015, c. 3, a. 25 <b>185</b> , 2015, c. 3, a. 26 <b>185.1</b> , 2015, c. 3, a. 27 <b>192</b> , 2015, c. 3, a. 28 <b>208</b> , 2015, c. 3, a. 29 <b>210</b> , 2015, c. 3, a. 29 <b>221.2.3</b> , 2015, c. 3, a. 32 <b>221.2.4</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>221.2.5</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>221.2.6</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>221.2.7</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>221.2.8</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>221.2.9</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>221.2.10</b> , 2015, c. 3, a. 33 <b>224.4.0.1</b> , 2015, c. 3, a. 34 <b>226.1</b> , 2015, c. 3, a. 35 <b>226.6</b> , 2015, c. 3, a. 36 <b>226.7</b> , 2015, c. 3, a. 37 <b>226.14</b> , 2015, c. 3, a. 38 <b>229</b> , 2015, c. 3, a. 39 <b>230.1</b> , 2015, c. 3, a. 40 <b>232.1</b> , 2015, c. 3, a. 41 <b>246</b> , 2015, c. 3, a. 42 <b>246.1</b> , 2015, c. 3, a. 43 <b>247</b> , 2015, c. 3, a. 44 <b>248</b> , 2015, c. 3, a. 45 <b>248.1</b> , 2015, c. 3, a. 46 <b>248.2</b> , 2015, c. 3, a. 46 <b>260</b> , 2015, c. 3, a. 47 <b>265.1</b> , 2015, c. 3, a. 48 <b>265.2</b> , 2015, c. 3, a. 49 <b>266</b> , 2015, c. 3, a. 50 <b>269.1.1</b> , 2015, c. 3, a. 51 <b>269.1.3</b> , 2015, c. 3, a. 52 <b>269.3</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.4</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.5</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.6</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.7</b> , 2015, c. 3, a. 53

Référence	Titre Modifications
c. C-67.2	Loi sur les coopératives — <i>Suite</i>  <b>269.8</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.9</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.10</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.11</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.12</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>269.13</b> , 2015, c. 3, a. 53 <b>270</b> , Ab. 2015, c. 3, a. 54 <b>272</b> , Ab. 2015, c. 3, a. 54 <b>280</b> , Ab. 2015, c. 3, a. 54 <b>281</b> , Ab. 2015, c. 3, a. 54 <b>281.1</b> , Ab. 2015, c. 3, a. 54
c. C-67.3	Loi sur les coopératives de services financiers  <b>478</b> , 2015, c. 8, a. 374
c. E-2.2	Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités  <b>88.1</b> , 2015, c. 15, a. 152 <b>356</b> , 2015, c. 15, a. 153 <b>641.2</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 35 <b>641.3</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 35 <b>641.4</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 35 <b>641.5</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 35 <b>648.1</b> , 2015, c. 6, a. 36
c. E-2.3	Loi sur les élections scolaires  <b>30.1</b> , 2015, c. 15, a. 154 <b>205</b> , 2015, c. 15, a. 155 <b>221.1.2</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 37 <b>221.1.3</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 37 <b>221.1.4</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 37 <b>221.1.5</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 37 <b>223.5</b> , 2015, c. 6, a. 38
c. E-3.3	Loi électorale  <b>255</b> , 2015, c. 15, a. 156 <b>564.3</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 39 <b>564.4</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 39 <b>564.5</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 39 <b>564.6</b> , Ab. 2015, c. 6, a. 39 <b>569.1</b> , 2015, c. 6, a. 40
c. E-12.00001	Loi sur l'équilibre budgétaire  <b>7.1</b> , 2015, c. 8, a. 1 <b>7.2</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 2 <b>7.3</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 2 <b>7.4</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 3 <b>7.5</b> , 2015, c. 8, a. 4 <b>8</b> , 2015, c. 8, a. 5
c. E-12.001	Loi sur l'équité salariale  <b>4</b> , 2015, c. 15, a. 157 <b>77</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 159 <b>78</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 159 <b>79</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 159 <b>80</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 159 <b>81</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 159 <b>82</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 159

Référence	Titre Modifications
c. E-12.001	<p>Loi sur l'équité salariale — <i>Suite</i></p> <p><b>83</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>84</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>85</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>86</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>87</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>88</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>89</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>89.1</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>90</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>90.1</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>91</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>92</b>, Ab. 2015, c. 15, a. 159  <b>94</b>, 2015, c. 15, a. 161  <b>95.2</b>, 2015, c. 15, a. 162  <b>95.4</b>, 2015, c. 15, a. 163  <b>98</b>, 2015, c. 15, a. 164  <b>114</b>, 2015, c. 15, a. 165  <b>114.1</b>, 2015, c. 15, a. 166</p>
c. E-14.2	<p>Loi sur les établissements d'hébergement touristique</p> <p><b>1</b>, 2015, c. 31, a. 1  <b>6</b>, 2015, c. 31, a. 2  <b>6.1</b>, 2015, c. 31, a. 3  <b>8</b>, 2015, c. 31, a. 4  <b>11</b>, 2015, c. 31, a. 5  <b>11.0.1</b>, 2015, c. 31, a. 6  <b>11.1</b>, 2015, c. 31, a. 7  <b>11.2</b>, 2015, c. 31, a. 7  <b>14.1</b>, 2015, c. 31, a. 8  <b>15</b>, 2015, c. 31, a. 9  <b>30</b>, 2015, c. 31, a. 10  <b>32.2</b>, 2015, c. 31, a. 11  <b>33</b>, 2015, c. 31, a. 12  <b>35</b>, Ab. 2015, c. 31, a. 13  <b>35.1</b>, 2015, c. 31, a. 14  <b>35.2</b>, 2015, c. 31, a. 14  <b>35.3</b>, 2015, c. 31, a. 14  <b>36.1</b>, 2015, c. 31, a. 15  <b>36.2</b>, 2015, c. 31, a. 15  <b>37</b>, 2015, c. 31, a. 16  <b>38</b>, 2015, c. 31, a. 17  <b>39</b>, 2015, c. 31, a. 17  <b>40</b>, 2015, c. 31, a. 17  <b>41</b>, 2015, c. 31, a. 17  <b>41.1</b>, 2015, c. 31, a. 17  <b>41.2</b>, 2015, c. 31, a. 17  <b>41.3</b>, 2015, c. 31, a. 17</p>
c. E-20.001	<p>Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations</p> <p><b>19</b>, 2015, c. 8, a. 223  <b>30</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 224  <b>115</b>, 2015, c. 8, a. 225  <b>118.10</b>, 2015, c. 8, a. 226  <b>118.12</b>, 2015, c. 8, a. 227  <b>118.39</b>, 2015, c. 8, a. 228  <b>118.82.3</b>, 2015, c. 8, a. 229  <b>118.95</b>, 2015, c. 8, a. 230</p>

Référence	Titre Modifications
c. F-2.01	Loi sur Financement-Québec  <b>14</b> , 2015, c. 8, a. 335 <b>19</b> , 2015, c. 8, a. 336
c. F-2.1	Loi sur la fiscalité municipale  <b>68.0.1</b> , 2015, c. 17, a. 4 <b>200</b> , 2015, c. 15, a. 167 <b>244.40</b> , 2015, c. 34, a. 1 <b>262</b> , 2015, c. 17, a. 5
c. F-3.1.2	Loi constituant Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi  <b>4</b> , 2015, c. 8, a. 307 <b>4.1</b> , 2015, c. 8, a. 308 <b>4.2</b> , 2015, c. 8, a. 308 <b>4.3</b> , 2015, c. 8, a. 308 <b>4.4</b> , 2015, c. 8, a. 308 <b>4.5</b> , 2015, c. 8, a. 308 <b>4.6</b> , 2015, c. 8, a. 308 <b>5</b> , 2015, c. 8, a. 309 <b>6</b> , 2015, c. 8, a. 310 <b>7</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 311 <b>8</b> , 2015, c. 8, a. 312 <b>11.1</b> , 2015, c. 21, a. 34 <b>18.2</b> , 2015, c. 8, a. 314 <b>19</b> , 2015, c. 21, a. 35 <b>25</b> , 2015, c. 8, a. 315 <b>26</b> , 2015, c. 8, a. 316
c. F-3.2.1	Loi constituant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)  <b>4</b> , 2015, c. 8, a. 321 <b>4.1</b> , 2015, c. 8, a. 322 <b>4.2</b> , 2015, c. 8, a. 322 <b>5</b> , 2015, c. 8, a. 323 <b>6</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 324 <b>6.1</b> , 2015, c. 8, a. 325 <b>6.2</b> , 2015, c. 8, a. 325 <b>6.3</b> , 2015, c. 8, a. 325 <b>6.4</b> , 2015, c. 8, a. 325 <b>7</b> , 2015, c. 8, a. 326 <b>10.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 36 <b>14.2</b> , 2015, c. 8, a. 328 <b>14.3</b> , 2015, c. 8, a. 328 <b>14.4</b> , 2015, c. 8, a. 328 <b>15</b> , 2015, c. 21, a. 37 <b>18</b> , 2015, c. 8, a. 329 <b>19</b> , 2015, c. 8, a. 330
c. F-4.003	Loi instituant le Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique  <b>5</b> , 2015, c. 8, a. 303 <b>15</b> , 2015, c. 8, a. 304
c. G-1.031	Loi sur le Gouvernement de la nation crie  <b>79.1</b> , 2015, c. 8, a. 231
c. G-1.04	Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James  <b>10</b> , 2015, c. 8, a. 232

Référence	Titre Modifications
c. I-0.2	Loi sur l'immigration au Québec  <b>3.3</b> , 2015, c. 8, a. 347 <b>3.4</b> , 2015, c. 8, a. 348 <b>6.1</b> , 2015, c. 8, a. 349
c. I-0.4	Loi sur l'impôt minier  <b>1</b> , 2015, c. 8, a. 43; 2015, c. 21, a. 38 <b>4.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 39 <b>4.2.2</b> , 2015, c. 21, a. 39 <b>4.2.3</b> , 2015, c. 21, a. 39 <b>4.4</b> , 2015, c. 21, a. 40 <b>5</b> , 2015, c. 21, a. 41 <b>6.2</b> , 2015, c. 21, a. 44 <b>8</b> , 2015, c. 8, a. 44; 2015, c. 21, a. 46 <b>8.0.1</b> , 2015, c. 8, a. 45; 2015, c. 21, a. 47 <b>8.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 48 <b>8.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 49 <b>8.2</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 50 <b>8.3</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 50 <b>8.4</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 50 <b>8.5</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 50 <b>9</b> , 2015, c. 21, a. 52 <b>9.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 53 <b>10</b> , 2015, c. 21, a. 55 <b>10.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 56 <b>10.2</b> , 2015, c. 21, a. 57 <b>10.3</b> , 2015, c. 21, a. 58 <b>10.4</b> , 2015, c. 21, a. 59 <b>10.5</b> , 2015, c. 21, a. 60 <b>10.6</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.7</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.8</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.9</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.10</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.11</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.12</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.13</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.14</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.15</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.16</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.17</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.18</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>10.19</b> , 2015, c. 21, a. 61 <b>14</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 62 <b>16.1</b> , 2015, c. 8, a. 46 <b>16.3</b> , 2015, c. 21, a. 63 <b>16.9</b> , 2015, c. 8, a. 47 <b>16.15</b> , 2015, c. 21, a. 64 <b>19.4</b> , 2015, c. 21, a. 65 <b>20.1</b> , 2015, c. 21, a. 66 <b>21</b> , 2015, c. 21, a. 67 <b>25</b> , 2015, c. 21, a. 68 <b>26.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 69 <b>29.1</b> , 2015, c. 21, a. 70 <b>30</b> , 2015, c. 21, a. 71 <b>30.1</b> , 2015, c. 21, a. 72 <b>30.2</b> , 2015, c. 21, a. 72 <b>30.3</b> , 2015, c. 21, a. 72 <b>30.4</b> , 2015, c. 21, a. 72 <b>31.3</b> , 2015, c. 21, a. 74 <b>32</b> , 2015, c. 21, a. 76 <b>32.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 77 <b>35.3</b> , 2015, c. 21, a. 78

Référence	Titre Modifications
c. I-0.4	Loi sur l'impôt minier — <i>Suite</i>
	<b>35.4</b> , 2015, c. 21, a. 79 <b>35.6</b> , 2015, c. 21, a. 80 <b>36</b> , 2015, c. 8, a. 49; 2015, c. 21, a. 81 <b>36.1</b> , 2015, c. 8, a. 50 <b>38</b> , 2015, c. 8, a. 51 <b>39</b> , 2015, c. 8, a. 52; 2015, c. 21, a. 82 <b>40</b> , 2015, c. 8, a. 53 <b>41</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 54 <b>42</b> , 2015, c. 8, a. 55 <b>43</b> , 2015, c. 8, a. 56; 2015, c. 21, a. 83 <b>43.0.1</b> , 2015, c. 8, a. 57 <b>44</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 58 <b>45</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 58 <b>46</b> , 2015, c. 8, a. 59 <b>46.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 84 <b>46.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 85 <b>46.0.7</b> , 2015, c. 8, a. 60 <b>46.0.8</b> , 2015, c. 8, a. 60 <b>46.0.9</b> , 2015, c. 8, a. 60 <b>46.1</b> , 2015, c. 21, a. 86 <b>47</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 61 <b>47.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 61 <b>48</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 61 <b>48.1</b> , 2015, c. 21, a. 87 <b>49</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 61 <b>52</b> , 2015, c. 8, a. 62 <b>52.0.1</b> , 2015, c. 8, a. 63 <b>52.0.4</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 64 <b>53</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 65 <b>54</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 65 <b>55</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 65 <b>56</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 65 <b>57</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 65 <b>59</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>59.0.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>59.0.2</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>59.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>59.2</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>60</b> , 2015, c. 21, a. 88 <b>60.2</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>60.3</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 66 <b>61</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>62</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>63</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>64</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>65</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>66</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>67</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>68</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>69</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>70</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>70.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>71</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>72</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>73</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>74</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>74.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>75</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>75.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>76</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>78</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>79</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67 <b>80</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 67

Référence	Titre Modifications
c. I-0.4	<p>Loi sur l'impôt minier — <i>Suite</i></p> <p><b>80.1</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>80.2</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>80.3</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>80.4</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>80.5</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>80.6</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>80.7</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>81</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>82</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>83</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>83.1</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>84</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>85</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>86</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>87</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>88</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>89</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>91</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>92</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>93</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 67  <b>95</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 68  <b>96</b>, 2015, c. 8, a. 69  <b>97</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 68</p>
c. I-2	<p>Loi concernant l'impôt sur le tabac</p> <p><b>3</b>, 2015, c. 21, a. 89  <b>8</b>, 2015, c. 21, a. 90  <b>9</b>, 2015, c. 21, a. 91</p>
c. I-3	<p>Loi sur les impôts</p> <p><b>1</b>, 2015, c. 21, a. 92; 2015, c. 24, a. 9  <b>2.2</b>, 2015, c. 21, a. 93  <b>2.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 94  <b>7.18.1</b>, 2015, c. 21, a. 95  <b>7.25</b>, 2015, c. 24, a. 10  <b>7.26</b>, 2015, c. 24, a. 11  <b>7.27</b>, 2015, c. 21, a. 96; 2015, c. 24, a. 12  <b>16.1.2</b>, 2015, c. 21, a. 97  <b>21.0.2</b>, 2015, c. 24, a. 13  <b>21.2.2</b>, 2015, c. 24, a. 14  <b>21.3.1</b>, 2015, c. 24, a. 15  <b>21.11.12</b>, 2015, c. 24, a. 16  <b>21.20.9</b>, 2015, c. 21, a. 98; 2015, c. 36, a. 8  <b>21.28</b>, 2015, c. 24, a. 17  <b>21.32</b>, 2015, c. 24, a. 18  <b>21.33</b>, 2015, c. 24, a. 19  <b>21.33.1</b>, 2015, c. 24, a. 20  <b>21.33.2</b>, 2015, c. 24, a. 21  <b>31.1</b>, 2015, c. 24, a. 22  <b>37</b>, 2015, c. 21, a. 99  <b>37.0.3</b>, 2015, c. 21, a. 100  <b>37.1.2</b>, 2015, c. 21, a. 101  <b>38</b>, 2015, c. 21, a. 102  <b>38.3</b>, 2015, c. 21, a. 103  <b>39.5</b>, 2015, c. 21, a. 104  <b>39.6</b>, 2015, c. 24, a. 23  <b>41.1.2</b>, 2015, c. 21, a. 105  <b>47.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 106  <b>47.6</b>, 2015, c. 21, a. 107  <b>47.16</b>, 2015, c. 21, a. 108  <b>70.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 109</p>



Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i> <b>78</b> , 2015, c. 21, a. 110 <b>86</b> , 2015, c. 24, a. 24 <b>87</b> , 2015, c. 21, a. 111; 2015, c. 24, a. 25; 2015, c. 36, a. 9 <b>87.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 112 <b>87.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 113 <b>87.2.2</b> , 2015, c. 24, a. 26 <b>92.21</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 114 <b>96.2</b> , 2015, c. 36, a. 10 <b>107.1</b> , 2015, c. 21, a. 115 <b>111</b> , 2015, c. 21, a. 116 <b>112</b> , 2015, c. 21, a. 117 <b>112.3.1</b> , 2015, c. 21, a. 118 <b>113</b> , 2015, c. 21, a. 119 <b>116</b> , 2015, c. 21, a. 120 <b>133.7</b> , 2015, c. 24, a. 27 <b>137</b> , 2015, c. 21, a. 121 <b>144</b> , 2015, c. 24, a. 28 <b>146.1</b> , 2015, c. 21, a. 122 <b>152</b> , 2015, c. 21, a. 123 <b>156.7.2</b> , 2015, c. 21, a. 124 <b>156.7.3</b> , 2015, c. 21, a. 124 <b>156.11</b> , 2015, c. 21, a. 125; 2015, c. 24, a. 29 <b>156.12</b> , 2015, c. 21, a. 125 <b>156.13</b> , 2015, c. 21, a. 125 <b>156.14</b> , 2015, c. 21, a. 125; 2015, c. 24, a. 30 <b>156.14.1</b> , 2015, c. 24, a. 31 <b>156.15</b> , 2015, c. 21, a. 125 <b>157</b> , 2015, c. 21, a. 126 <b>157.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 127 <b>157.2</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 127 <b>157.2.2</b> , 2015, c. 24, a. 32 <b>157.12</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 128 <b>161</b> , 2015, c. 21, a. 129 <b>169</b> , 2015, c. 21, a. 130; 2015, c. 24, a. 33 <b>170</b> , 2015, c. 21, a. 131; 2015, c. 24, a. 34 <b>171</b> , 2015, c. 24, a. 35 <b>172</b> , 2015, c. 24, a. 36 <b>173.1</b> , 2015, c. 24, a. 37 <b>173.2</b> , 2015, c. 24, a. 38 <b>173.3</b> , 2015, c. 24, a. 38 <b>174</b> , 2015, c. 24, a. 39 <b>174.1</b> , 2015, c. 21, a. 132; 2015, c. 24, a. 40 <b>174.2</b> , 2015, c. 21, a. 132 <b>175.1</b> , 2015, c. 21, a. 133 <b>175.2</b> , 2015, c. 21, a. 134 <b>175.5</b> , 2015, c. 24, a. 41 <b>175.8</b> , 2015, c. 36, a. 11 <b>205</b> , 2015, c. 36, a. 12 <b>206</b> , 2015, c. 36, a. 12 <b>217.5</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 42 <b>217.6</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 42 <b>217.7</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 42 <b>217.8</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 42 <b>217.10</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.11</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.12</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.13</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.14</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.15</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.16</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.17</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 43 <b>217.21</b> , 2015, c. 24, a. 44 <b>217.22</b> , 2015, c. 24, a. 45

Référence	Titre Modifications
c. I-3	<p>Loi sur les impôts — <i>Suite</i></p> <p> <b>217.27</b>, 2015, c. 24, a. 46  <b>217.28</b>, 2015, c. 24, a. 46  <b>217.29</b>, 2015, c. 24, a. 47  <b>217.30</b>, 2015, c. 24, a. 48  <b>217.32</b>, 2015, c. 24, a. 49  <b>217.33</b>, 2015, c. 24, a. 50  <b>221</b>, Ab. 2015, c. 24, a. 51  <b>222</b>, 2015, c. 21, a. 135  <b>222.1</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 136  <b>223</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 136  <b>223.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 137  <b>225</b>, 2015, c. 21, a. 138  <b>225.1</b>, 2015, c. 21, a. 139  <b>226</b>, 2015, c. 21, a. 140  <b>229</b>, 2015, c. 21, a. 141  <b>230</b>, 2015, c. 21, a. 142  <b>230.0.0.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 143  <b>230.0.0.2</b>, 2015, c. 21, a. 144  <b>230.0.0.4.1</b>, 2015, c. 36, a. 13  <b>230.0.0.5.1</b>, 2015, c. 21, a. 145  <b>230.0.0.5.2</b>, 2015, c. 21, a. 145  <b>238</b>, 2015, c. 21, a. 146; 2015, c. 36, a. 14  <b>247.2</b>, 2015, c. 21, a. 147  <b>255</b>, 2015, c. 24, a. 52; 2015, c. 36, a. 15  <b>255.1</b>, 2015, c. 24, a. 53  <b>257</b>, 2015, c. 21, a. 148; 2015, c. 24, a. 54; 2015, c. 36, a. 16  <b>261</b>, 2015, c. 21, a. 149  <b>261.1</b>, 2015, c. 21, a. 150  <b>261.9</b>, 2015, c. 21, a. 151  <b>262</b>, 2015, c. 21, a. 152  <b>262.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 153  <b>270</b>, 2015, c. 21, a. 154  <b>301</b>, 2015, c. 36, a. 17  <b>308.2.1</b>, 2015, c. 24, a. 55  <b>308.2.2</b>, 2015, c. 24, a. 56  <b>308.3.1</b>, 2015, c. 24, a. 57  <b>308.6</b>, 2015, c. 21, a. 155  <b>311</b>, 2015, c. 21, a. 156  <b>312</b>, 2015, c. 21, a. 157  <b>313.13</b>, 2015, c. 21, a. 158  <b>313.14</b>, 2015, c. 36, a. 18  <b>314</b>, 2015, c. 21, a. 159  <b>317</b>, 2015, c. 21, a. 160  <b>333.4</b>, 2015, c. 21, a. 161  <b>333.6</b>, 2015, c. 21, a. 162  <b>333.8</b>, 2015, c. 21, a. 163  <b>333.9</b>, 2015, c. 21, a. 164  <b>333.10</b>, 2015, c. 21, a. 164  <b>333.11</b>, 2015, c. 21, a. 164  <b>333.12</b>, 2015, c. 21, a. 164  <b>333.13</b>, 2015, c. 21, a. 164  <b>333.14</b>, 2015, c. 21, a. 164  <b>333.15</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 165  <b>333.16</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 165  <b>336</b>, 2015, c. 21, a. 166; 2015, c. 36, a. 19  <b>336.5</b>, 2015, c. 24, a. 58  <b>336.5.1</b>, 2015, c. 24, a. 59  <b>336.8</b>, 2015, c. 21, a. 167  <b>349</b>, 2015, c. 21, a. 168  <b>349.1</b>, 2015, c. 21, a. 169  <b>358.0.3</b>, 2015, c. 21, a. 170  <b>359.1</b>, 2015, c. 24, a. 60  <b>359.2</b>, 2015, c. 24, a. 61 </p>

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>  <b>359.8</b> , 2015, c. 24, a. 62 <b>359.16</b> , 2015, c. 24, a. 63 <b>395</b> , 2015, c. 24, a. 64 <b>395.2</b> , 2015, c. 24, a. 65 <b>395.3</b> , 2015, c. 24, a. 66 <b>398</b> , 2015, c. 24, a. 67 <b>399.7</b> , 2015, c. 36, a. 20 <b>401.1</b> , 2015, c. 24, a. 68 <b>408</b> , 2015, c. 24, a. 69 <b>411</b> , 2015, c. 24, a. 70 <b>418.1.3</b> , 2015, c. 24, a. 71 <b>418.2</b> , 2015, c. 24, a. 72 <b>418.29.1</b> , 2015, c. 24, a. 73 <b>418.39</b> , 2015, c. 24, a. 74 <b>421.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 171 <b>421.2</b> , 2015, c. 24, a. 75 <b>459</b> , 2015, c. 21, a. 172 <b>467</b> , 2015, c. 36, a. 21 <b>467.1</b> , 2015, c. 21, a. 173; 2015, c. 36, a. 22 <b>485.45</b> , 2015, c. 21, a. 174 <b>486</b> , 2015, c. 24, a. 77 <b>486.1</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.2</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.3</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.4</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.5</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.6</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.7</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.8</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.9</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.10</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>486.11</b> , 2015, c. 24, a. 78 <b>489</b> , 2015, c. 21, a. 175 <b>491</b> , 2015, c. 21, a. 176 <b>497</b> , 2015, c. 21, a. 177; 2015, c. 24, a. 80 <b>502.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 178 <b>503.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 179 <b>503.2</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 179 <b>504</b> , 2015, c. 21, a. 180 <b>524.0.1</b> , 2015, c. 24, a. 81 <b>524.0.2</b> , 2015, c. 24, a. 82 <b>539.1</b> , 2015, c. 21, a. 181 <b>540.1</b> , 2015, c. 21, a. 182 <b>540.2</b> , 2015, c. 21, a. 183 <b>540.4.1</b> , 2015, c. 21, a. 184 <b>550.7</b> , 2015, c. 24, a. 83 <b>555.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 185 <b>555.2.2.1</b> , 2015, c. 24, a. 84 <b>560</b> , 2015, c. 36, a. 23 <b>560.1.1</b> , 2015, c. 24, a. 85 <b>560.1.2</b> , 2015, c. 24, a. 86 <b>560.1.2.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 186 <b>560.1.3</b> , 2015, c. 24, a. 87 <b>560.2.1</b> , 2015, c. 36, a. 24 <b>560.3</b> , 2015, c. 24, a. 88 <b>564.4.1</b> , 2015, c. 24, a. 89 <b>569</b> , 2015, c. 21, a. 187 <b>569.0.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 188 <b>569.0.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 188 <b>569.0.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 188 <b>569.0.0.4</b> , 2015, c. 21, a. 188 <b>574</b> , 2015, c. 21, a. 189 <b>576.2</b> , 2015, c. 21, a. 190

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>  <b>577.2</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.3</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.4</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.5</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.6</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.7</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.8</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.9</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.10</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>577.11</b> , 2015, c. 21, a. 191 <b>583</b> , 2015, c. 21, a. 192 <b>587.1</b> , 2015, c. 21, a. 193 <b>587.2</b> , 2015, c. 36, a. 25 <b>589</b> , 2015, c. 21, a. 194 <b>589.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 195 <b>589.2</b> , 2015, c. 36, a. 26 <b>590</b> , 2015, c. 21, a. 196 <b>591</b> , 2015, c. 21, a. 196 <b>591.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 197 <b>591.1</b> , 2015, c. 21, a. 198 <b>591.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 199 <b>591.2</b> , 2015, c. 21, a. 200 <b>591.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 201 <b>591.3</b> , 2015, c. 21, a. 202 <b>591.3.1</b> , 2015, c. 21, a. 203 <b>592</b> , 2015, c. 21, a. 204; 2015, c. 36, a. 27 <b>592.1</b> , 2015, c. 21, a. 205 <b>592.3</b> , 2015, c. 21, a. 206 <b>593</b> , 2015, c. 36, a. 28 <b>594</b> , 2015, c. 36, a. 28 <b>595</b> , 2015, c. 36, a. 28 <b>596</b> , 2015, c. 36, a. 28 <b>597</b> , 2015, c. 36, a. 28 <b>597.0.1</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.2</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.3</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.4</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.5</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.6</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.7</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.8</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.9</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.10</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.11</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.12</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.13</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.14</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.0.15</b> , 2015, c. 36, a. 29 <b>597.1</b> , 2015, c. 36, a. 30 <b>597.4</b> , 2015, c. 36, a. 31 <b>597.6</b> , 2015, c. 36, a. 32 <b>597.7</b> , 2015, c. 36, a. 33 <b>597.8</b> , 2015, c. 36, a. 33 <b>597.9</b> , 2015, c. 36, a. 33 <b>602.1</b> , 2015, c. 21, a. 207 <b>605.2</b> , 2015, c. 21, a. 208 <b>613</b> , 2015, c. 24, a. 90 <b>614</b> , 2015, c. 21, a. 209 <b>637</b> , 2015, c. 21, a. 210 <b>637.1</b> , 2015, c. 21, a. 211 <b>637.2</b> , 2015, c. 21, a. 211 <b>637.3</b> , 2015, c. 21, a. 211 <b>637.4</b> , 2015, c. 21, a. 211

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	<b>647</b> , 2015, c. 21, a. 212 <b>649</b> , 2015, c. 21, a. 213 <b>650</b> , 2015, c. 36, a. 34 <b>651.1</b> , 2015, c. 21, a. 214 <b>652</b> , 2015, c. 36, a. 35 <b>656.4</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 215 <b>656.4.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 215 <b>656.5</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 215 <b>656.6</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 215 <b>656.7</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 215 <b>656.8</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 215 <b>657</b> , 2015, c. 21, a. 216; 2015, c. 36, a. 36 <b>657.1.2</b> , 2015, c. 36, a. 37 <b>668.0.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 217 <b>668.3</b> , 2015, c. 21, a. 218 <b>668.5</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 219 <b>668.6</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 219 <b>668.7</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 219 <b>668.8</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 219 <b>677</b> , 2015, c. 21, a. 220 <b>686</b> , 2015, c. 24, a. 91 <b>687.1</b> , 2015, c. 24, a. 92 <b>688</b> , 2015, c. 21, a. 221 <b>688.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 222 <b>690</b> , 2015, c. 21, a. 223 <b>690.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 224 <b>691</b> , 2015, c. 21, a. 225 <b>691.1</b> , 2015, c. 21, a. 226; 2015, c. 36, a. 38 <b>692.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 227 <b>693</b> , 2015, c. 21, a. 228 <b>693.5</b> , 2015, c. 24, a. 93 <b>710.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 230 <b>710.2.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 231 <b>710.2.6</b> , 2015, c. 21, a. 232 <b>710.2.7</b> , 2015, c. 21, a. 232 <b>710.2.8</b> , 2015, c. 21, a. 232 <b>710.2.9</b> , 2015, c. 21, a. 232 <b>710.3</b> , 2015, c. 21, a. 233 <b>710.4</b> , 2015, c. 21, a. 234 <b>714.1</b> , 2015, c. 21, a. 235 <b>716.0.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 236 <b>716.0.1.2</b> , 2015, c. 21, a. 237 <b>716.0.1.3</b> , 2015, c. 21, a. 237 <b>716.0.1.4</b> , 2015, c. 36, a. 39 <b>725</b> , 2015, c. 21, a. 238 <b>725.1.2</b> , 2015, c. 21, a. 239 <b>725.7.2</b> , 2015, c. 21, a. 240 <b>726.4.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 241 <b>726.4.10.4</b> , 2015, c. 21, a. 242 <b>726.4.11.4</b> , 2015, c. 21, a. 243 <b>726.4.14</b> , 2015, c. 21, a. 244 <b>726.4.15</b> , 2015, c. 21, a. 245 <b>726.4.17.2.4</b> , 2015, c. 21, a. 246 <b>726.4.17.3.4</b> , 2015, c. 21, a. 247 <b>726.4.17.6</b> , 2015, c. 21, a. 248 <b>726.4.17.7</b> , 2015, c. 21, a. 249 <b>726.4.17.12.1</b> , 2015, c. 21, a. 250 <b>726.4.17.13.1</b> , 2015, c. 21, a. 251 <b>726.4.17.18</b> , 2015, c. 21, a. 252 <b>726.4.17.18.1</b> , 2015, c. 21, a. 253 <b>726.6</b> , 2015, c. 21, a. 254 <b>726.6.3</b> , 2015, c. 21, a. 255 <b>726.7</b> , 2015, c. 24, a. 94

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>  <b>726.7.0.1</b> , 2015, c. 24, a. 95 <b>726.7.1</b> , 2015, c. 24, a. 96 <b>726.11</b> , 2015, c. 21, a. 256 <b>726.19</b> , 2015, c. 21, a. 257 <b>726.19.1</b> , 2015, c. 24, a. 97 <b>733.0.5.1</b> , 2015, c. 21, a. 258 <b>736.4</b> , 2015, c. 21, a. 259 <b>737.18.17.1</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.2</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.3</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.4</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.5</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.6</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.7</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.8</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.9</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.10</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.11</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.12</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.18.17.13</b> , 2015, c. 21, a. 260 <b>737.22.0.12</b> , 2015, c. 36, a. 40 <b>737.25</b> , 2015, c. 21, a. 261 <b>737.26</b> , 2015, c. 21, a. 262 <b>737.26.1</b> , 2015, c. 21, a. 263 <b>740</b> , 2015, c. 21, a. 264 <b>744.6</b> , 2015, c. 21, a. 265 <b>746</b> , 2015, c. 21, a. 266 <b>747</b> , 2015, c. 21, a. 267 <b>749</b> , 2015, c. 21, a. 268 <b>750</b> , 2015, c. 21, a. 269 <b>750.1</b> , 2015, c. 21, a. 270; 2015, c. 24, a. 98 <b>750.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 271 <b>750.2</b> , 2015, c. 21, a. 272 <b>752.0.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 273 <b>752.0.7.1</b> , 2015, c. 36, a. 41 <b>752.0.7.4</b> , 2015, c. 36, a. 42 <b>752.0.8</b> , 2015, c. 21, a. 274 <b>752.0.10.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 275; 2015, c. 36, a. 43 <b>752.0.10.0.3</b> , 2015, c. 36, a. 44 <b>752.0.10.0.5</b> , 2015, c. 24, a. 99 <b>752.0.10.0.6</b> , 2015, c. 24, a. 100 <b>752.0.10.0.7</b> , 2015, c. 24, a. 100 <b>752.0.10.1</b> , 2015, c. 21, a. 277; 2015, c. 24, a. 101; 2015, c. 36, a. 45 <b>752.0.10.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 278 <b>752.0.10.2</b> , 2015, c. 21, a. 279 <b>752.0.10.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 280 <b>752.0.10.2.2</b> , 2015, c. 21, a. 280 <b>752.0.10.3</b> , 2015, c. 21, a. 281 <b>752.0.10.4.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 282 <b>752.0.10.4.0.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 283 <b>752.0.10.4.0.6</b> , 2015, c. 21, a. 284 <b>752.0.10.4.0.7</b> , 2015, c. 21, a. 284 <b>752.0.10.4.0.8</b> , 2015, c. 21, a. 284 <b>752.0.10.4.0.9</b> , 2015, c. 21, a. 284 <b>752.0.10.4.1</b> , 2015, c. 21, a. 285 <b>752.0.10.4.2</b> , 2015, c. 21, a. 286 <b>752.0.10.5.2</b> , 2015, c. 21, a. 287 <b>752.0.10.6.1</b> , 2015, c. 21, a. 288 <b>752.0.10.6.2</b> , 2015, c. 21, a. 288 <b>752.0.10.9</b> , 2015, c. 21, a. 289 <b>752.0.10.11.1</b> , 2015, c. 21, a. 290 <b>752.0.10.15.1</b> , 2015, c. 21, a. 291 <b>752.0.10.15.2</b> , 2015, c. 21, a. 292

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>  <b>752.0.10.15.3</b> , 2015, c. 21, a. 292 <b>752.0.10.15.4</b> , 2015, c. 21, a. 292 <b>752.0.10.15.5</b> , 2015, c. 21, a. 292 <b>752.0.10.15.6</b> , 2015, c. 36, a. 46 <b>752.0.11.1</b> , 2015, c. 24, a. 102 <b>752.0.18</b> , 2015, c. 21, a. 293 <b>752.0.18.3</b> , 2015, c. 21, a. 294; 2015, c. 24, a. 103 <b>752.0.18.8</b> , 2015, c. 24, a. 104 <b>752.0.18.10</b> , 2015, c. 21, a. 295 <b>752.0.18.10.1</b> , 2015, c. 21, a. 296 <b>752.0.18.10.2</b> , 2015, c. 21, a. 297 <b>752.0.18.12</b> , 2015, c. 21, a. 298 <b>752.0.18.13.1</b> , 2015, c. 21, a. 299 <b>752.0.18.14</b> , 2015, c. 21, a. 300 <b>752.0.22</b> , 2015, c. 21, a. 301; 2015, c. 24, a. 105 <b>752.0.24</b> , 2015, c. 21, a. 302; 2015, c. 24, a. 106 <b>752.0.25</b> , 2015, c. 24, a. 107; 2015, c. 36, a. 47 <b>752.0.27</b> , 2015, c. 24, a. 108; 2015, c. 36, a. 48 <b>752.12</b> , 2015, c. 21, a. 303 <b>766.2</b> , 2015, c. 21, a. 305 <b>766.3.1</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.3.2</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.3.3</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.3.4</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.3.5</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.3.6</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.3.7</b> , 2015, c. 21, a. 306 <b>766.5</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 307 <b>766.6</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 307 <b>766.7</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 307 <b>766.7.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 307 <b>766.7.2</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 307 <b>766.16</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 308 <b>766.17</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 308 <b>767</b> , 2015, c. 21, a. 309 <b>769</b> , 2015, c. 36, a. 49 <b>771</b> , 2015, c. 21, a. 310 <b>771.0.2.5</b> , 2015, c. 21, a. 311 <b>771.1</b> , 2015, c. 21, a. 312; 2015, c. 24, a. 109 <b>771.2.1.2</b> , 2015, c. 21, a. 313 <b>771.2.1.10</b> , 2015, c. 21, a. 314 <b>771.2.5.1</b> , 2015, c. 21, a. 315 <b>772.2</b> , 2015, c. 21, a. 316; 2015, c. 36, a. 50 <b>772.5.4</b> , 2015, c. 36, a. 51 <b>776.1.5.0.10.1</b> , 2015, c. 21, a. 317 <b>776.1.5.0.11</b> , 2015, c. 21, a. 318 <b>776.1.5.0.16</b> , 2015, c. 36, a. 52 <b>776.1.19</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.20</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.21</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.22</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.23</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.24</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.25</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.1.26</b> , 2015, c. 36, a. 53 <b>776.41.5</b> , 2015, c. 21, a. 319 <b>776.41.8</b> , 2015, c. 36, a. 54 <b>776.41.11</b> , 2015, c. 21, a. 320 <b>776.41.14</b> , 2015, c. 36, a. 55 <b>776.41.18</b> , 2015, c. 36, a. 56 <b>776.41.21</b> , 2015, c. 21, a. 321; 2015, c. 24, a. 110 <b>776.41.24</b> , 2015, c. 36, a. 57 <b>776.42</b> , 2015, c. 21, a. 322

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i> <b>776.43</b> , 2015, c. 21, a. 323 <b>776.46</b> , 2015, c. 21, a. 324 <b>776.55.1</b> , 2015, c. 24, a. 111 <b>776.56</b> , 2015, c. 21, a. 325 <b>776.57</b> , 2015, c. 21, a. 326 <b>776.61</b> , 2015, c. 24, a. 112 <b>776.65</b> , 2015, c. 24, a. 113 <b>779</b> , 2015, c. 21, a. 327 <b>782</b> , 2015, c. 24, a. 114 <b>785.1</b> , 2015, c. 21, a. 328 <b>785.1.1</b> , 2015, c. 36, a. 58 <b>785.2.1</b> , 2015, c. 36, a. 59 <b>785.2.8</b> , 2015, c. 21, a. 329 <b>785.3.1</b> , 2015, c. 24, a. 115 <b>785.4</b> , 2015, c. 36, a. 60 <b>785.4.1</b> , 2015, c. 36, a. 61 <b>785.5</b> , 2015, c. 36, a. 62 <b>785.5.1</b> , 2015, c. 36, a. 63 <b>785.5.2</b> , 2015, c. 36, a. 63 <b>785.6</b> , 2015, c. 36, a. 64 <b>801</b> , 2015, c. 24, a. 116 <b>832.3</b> , 2015, c. 24, a. 117 <b>832.6</b> , 2015, c. 24, a. 118 <b>832.9</b> , 2015, c. 24, a. 119 <b>835</b> , 2015, c. 24, a. 120 <b>840</b> , 2015, c. 24, a. 121 <b>841</b> , 2015, c. 24, a. 122 <b>841.1</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 123 <b>844</b> , 2015, c. 24, a. 124 <b>844.1</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 125 <b>844.2</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 125 <b>851.19</b> , 2015, c. 21, a. 330 <b>851.22.2</b> , 2015, c. 24, a. 126 <b>851.22.17</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 127 <b>851.22.18</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 127 <b>851.22.19</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 127 <b>851.22.20</b> , Ab. 2015, c. 24, a. 127 <b>890.1</b> , 2015, c. 21, a. 331 <b>890.16.1</b> , 2015, c. 21, a. 332 <b>894.1</b> , 2015, c. 21, a. 333 <b>895</b> , 2015, c. 21, a. 334 <b>904.1</b> , 2015, c. 21, a. 335 <b>905.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 336 <b>905.0.3.1</b> , 2015, c. 21, a. 337 <b>905.0.3.2</b> , 2015, c. 21, a. 338 <b>905.0.3.3</b> , 2015, c. 21, a. 339 <b>905.0.3.4</b> , 2015, c. 21, a. 340 <b>905.0.4</b> , 2015, c. 21, a. 341 <b>905.0.4.2</b> , 2015, c. 21, a. 342 <b>905.0.6</b> , 2015, c. 21, a. 343 <b>905.0.7</b> , 2015, c. 21, a. 344 <b>905.0.16</b> , 2015, c. 21, a. 345 <b>905.0.21</b> , 2015, c. 21, a. 346 <b>905.1.2</b> , 2015, c. 21, a. 347 <b>961.17</b> , 2015, c. 21, a. 348 <b>965.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 349 <b>965.0.10</b> , 2015, c. 21, a. 350 <b>965.0.19</b> , 2015, c. 21, a. 351 <b>965.0.20</b> , 2015, c. 21, a. 351 <b>965.0.21</b> , 2015, c. 21, a. 351 <b>965.0.22</b> , 2015, c. 21, a. 351 <b>965.0.23</b> , 2015, c. 21, a. 351 <b>965.0.24</b> , 2015, c. 21, a. 351



Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	<p> <b>965.0.25</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.26</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.27</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.28</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.29</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.30</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.31</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.32</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.33</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.34</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.35</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.36</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>965.0.37</b>, 2015, c. 21, a. 351  <b>968</b>, 2015, c. 21, a. 352  <b>979.24</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.25</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.26</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.27</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.28</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.29</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.30</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.31</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.32</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.33</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.34</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.35</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.36</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.37</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.38</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.39</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>979.40</b>, 2015, c. 21, a. 353  <b>985</b>, 2015, c. 36, a. 65  <b>985.0.0.2</b>, 2015, c. 36, a. 66  <b>991</b>, 2015, c. 21, a. 354  <b>998</b>, 2015, c. 21, a. 355; 2015, c. 36, a. 67  <b>999.0.5</b>, 2015, c. 24, a. 128  <b>999.4</b>, 2015, c. 21, a. 356  <b>1000</b>, 2015, c. 21, a. 357  <b>1001</b>, 2015, c. 21, a. 358  <b>1003</b>, 2015, c. 24, a. 129  <b>1010</b>, 2015, c. 24, a. 130; 2015, c. 36, a. 68  <b>1011</b>, 2015, c. 24, a. 131  <b>1012.1</b>, 2015, c. 21, a. 359; 2015, c. 36, a. 69  <b>1012.1.2</b>, 2015, c. 36, a. 70  <b>1012.2</b>, 2015, c. 21, a. 360  <b>1012.4</b>, 2015, c. 36, a. 71  <b>1014</b>, 2015, c. 24, a. 132  <b>1015</b>, 2015, c. 21, a. 361; 2015, c. 36, a. 72  <b>1015.0.0.1</b>, 2015, c. 24, a. 133  <b>1026.0.2</b>, 2015, c. 21, a. 362; 2015, c. 36, a. 73  <b>1026.3</b>, 2015, c. 36, a. 74  <b>1029.6.0.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 363; 2015, c. 24, a. 134  <b>1029.6.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 364; 2015, c. 36, a. 75  <b>1029.6.0.1.2</b>, 2015, c. 36, a. 76  <b>1029.6.0.1.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 365  <b>1029.6.0.1.2.2</b>, 2015, c. 21, a. 366  <b>1029.6.0.1.2.3</b>, 2015, c. 21, a. 367  <b>1029.6.0.1.2.4</b>, 2015, c. 21, a. 368  <b>1029.6.0.1.4</b>, 2015, c. 21, a. 369  <b>1029.6.0.1.7</b>, 2015, c. 36, a. 77  <b>1029.6.0.1.7.1</b>, 2015, c. 36, a. 78  <b>1029.6.0.6</b>, 2015, c. 21, a. 370; 2015, c. 36, a. 79  <b>1029.6.0.6.2</b>, 2015, c. 36, a. 80 </p>

Référence	Titre Modifications
c. I-3	<p>Loi sur les impôts — <i>Suite</i></p> <p><b>1029.6.0.7</b>, 2015, c. 21, a. 371; 2015, c. 36, a. 81  <b>1029.7</b>, 2015, c. 21, a. 372  <b>1029.7.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 373  <b>1029.7.2</b>, 2015, c. 21, a. 374  <b>1029.7.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 375  <b>1029.7.3</b>, 2015, c. 21, a. 376  <b>1029.7.4</b>, 2015, c. 21, a. 377  <b>1029.7.6</b>, 2015, c. 21, a. 378  <b>1029.7.7</b>, 2015, c. 21, a. 379  <b>1029.7.8</b>, 2015, c. 21, a. 380  <b>1029.7.9</b>, 2015, c. 21, a. 381  <b>1029.7.9.2</b>, 2015, c. 21, a. 382  <b>1029.8</b>, 2015, c. 21, a. 383  <b>1029.8.0.0.1</b>, 2015, c. 36, a. 82  <b>1029.8.1</b>, 2015, c. 21, a. 384  <b>1029.8.1.2</b>, 2015, c. 21, a. 385  <b>1029.8.5.1</b>, 2015, c. 21, a. 386  <b>1029.8.6</b>, 2015, c. 21, a. 387; 2015, c. 36, a. 83  <b>1029.8.6.2</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.3</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.4</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.5</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.6</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.7</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.8</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.6.9</b>, 2015, c. 36, a. 84  <b>1029.8.7</b>, 2015, c. 21, a. 388; 2015, c. 36, a. 85  <b>1029.8.9</b>, 2015, c. 36, a. 86  <b>1029.8.9.0.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 389  <b>1029.8.9.0.2.2</b>, 2015, c. 21, a. 390  <b>1029.8.9.0.3</b>, 2015, c. 21, a. 391; 2015, c. 36, a. 87  <b>1029.8.9.0.3.1</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.2</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.3</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.4</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.5</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.6</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.7</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.3.8</b>, 2015, c. 36, a. 88  <b>1029.8.9.0.4</b>, 2015, c. 21, a. 392; 2015, c. 36, a. 89  <b>1029.8.9.1</b>, 2015, c. 21, a. 393  <b>1029.8.9.1.2</b>, 2015, c. 21, a. 394  <b>1029.8.15.1</b>, 2015, c. 21, a. 395  <b>1029.8.16.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 396  <b>1029.8.16.1.3</b>, 2015, c. 21, a. 397  <b>1029.8.16.1.4</b>, 2015, c. 21, a. 398; 2015, c. 36, a. 90  <b>1029.8.16.1.4.1</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.2</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.3</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.4</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.5</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.6</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.7</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.4.8</b>, 2015, c. 36, a. 91  <b>1029.8.16.1.5</b>, 2015, c. 21, a. 399; 2015, c. 36, a. 92  <b>1029.8.16.1.6</b>, 2015, c. 21, a. 400  <b>1029.8.17</b>, 2015, c. 21, a. 401  <b>1029.8.19.2</b>, 2015, c. 36, a. 98  <b>1029.8.19.8</b>, 2015, c. 36, a. 99  <b>1029.8.19.9</b>, 2015, c. 36, a. 99  <b>1029.8.19.10</b>, 2015, c. 36, a. 99  <b>1029.8.19.11</b>, 2015, c. 36, a. 99  <b>1029.8.19.12</b>, 2015, c. 36, a. 99</p>

---

Référence	Titre Modifications
-----------	------------------------

---

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

**1029.8.19.13**, 2015, c. 36, a. 99  
**1029.8.19.14**, 2015, c. 36, a. 99  
**1029.8.19.15**, 2015, c. 36, a. 99  
**1029.8.21.2**, Ab. 2015, c. 21, a. 402  
**1029.8.21.17**, 2015, c. 21, a. 403  
**1029.8.21.22**, 2015, c. 21, a. 404  
**1029.8.21.23**, 2015, c. 21, a. 405  
**1029.8.33.6**, 2015, c. 21, a. 406  
**1029.8.33.7**, 2015, c. 21, a. 407  
**1029.8.33.7.2**, 2015, c. 21, a. 408  
**1029.8.33.7.3**, 2015, c. 36, a. 100  
**1029.8.33.9**, Ab. 2015, c. 21, a. 409  
**1029.8.33.11.3**, 2015, c. 21, a. 410  
**1029.8.33.11.4**, 2015, c. 21, a. 411  
**1029.8.34**, 2015, c. 21, a. 412; 2015, c. 24, a. 135; 2015, c. 36, a. 101  
**1029.8.34.1**, 2015, c. 21, a. 413; 2015, c. 36, a. 102  
**1029.8.34.2**, 2015, c. 21, a. 413; 2015, c. 36, a. 103  
**1029.8.34.3**, 2015, c. 21, a. 413  
**1029.8.35**, 2015, c. 21, a. 414; 2015, c. 24, a. 136; 2015, c. 36, a. 104  
**1029.8.35.1.1**, 2015, c. 24, a. 137  
**1029.8.35.3**, 2015, c. 21, a. 415; 2015, c. 24, a. 138; 2015, c. 36, a. 105  
**1029.8.36.0.0.1**, 2015, c. 21, a. 416; 2015, c. 36, a. 106  
**1029.8.36.0.0.2**, 2015, c. 21, a. 417; 2015, c. 36, a. 107  
**1029.8.36.0.0.4**, 2015, c. 21, a. 418; 2015, c. 36, a. 108  
**1029.8.36.0.0.4.1**, 2015, c. 21, a. 419; 2015, c. 36, a. 109  
**1029.8.36.0.0.4.2**, 2015, c. 21, a. 419; 2015, c. 36, a. 110  
**1029.8.36.0.0.4.3**, 2015, c. 21, a. 419  
**1029.8.36.0.0.5**, 2015, c. 21, a. 420  
**1029.8.36.0.0.7**, 2015, c. 21, a. 421; 2015, c. 36, a. 111  
**1029.8.36.0.0.8**, 2015, c. 21, a. 422; 2015, c. 36, a. 112  
**1029.8.36.0.0.10**, 2015, c. 21, a. 423  
**1029.8.36.0.0.11**, 2015, c. 21, a. 424  
**1029.8.36.0.0.12.1**, 2015, c. 21, a. 425; 2015, c. 36, a. 113  
**1029.8.36.0.0.12.2**, 2015, c. 21, a. 426; 2015, c. 36, a. 114  
**1029.8.36.0.0.13**, 2015, c. 21, a. 427; 2015, c. 36, a. 115  
**1029.8.36.0.0.14**, 2015, c. 21, a. 428; 2015, c. 36, a. 116  
**1029.8.36.0.3.8**, 2015, c. 21, a. 429  
**1029.8.36.0.3.9**, 2015, c. 21, a. 430  
**1029.8.36.0.3.18**, 2015, c. 21, a. 431  
**1029.8.36.0.3.19**, 2015, c. 21, a. 432  
**1029.8.36.0.3.57**, 2015, c. 24, a. 139  
**1029.8.36.0.3.73**, 2015, c. 21, a. 433  
**1029.8.36.0.3.79**, 2015, c. 21, a. 434; 2015, c. 36, a. 117  
**1029.8.36.0.3.80**, 2015, c. 21, a. 435; 2015, c. 36, a. 118  
**1029.8.36.0.3.82**, 2015, c. 21, a. 436; 2015, c. 36, a. 119  
**1029.8.36.0.23**, 2015, c. 21, a. 437  
**1029.8.36.0.24**, 2015, c. 21, a. 438  
**1029.8.36.0.107**, 2015, c. 21, a. 439; 2015, c. 24, a. 140  
**1029.8.36.0.107.1**, 2015, c. 21, a. 440  
**1029.8.36.0.109**, 2015, c. 21, a. 441  
**1029.8.36.0.110**, 2015, c. 21, a. 442  
**1029.8.36.0.117.1**, 2015, c. 21, a. 443  
**1029.8.36.0.120**, 2015, c. 21, a. 444  
**1029.8.36.0.121**, 2015, c. 21, a. 445  
**1029.8.36.5**, 2015, c. 21, a. 446  
**1029.8.36.6**, 2015, c. 21, a. 447  
**1029.8.36.7**, 2015, c. 21, a. 448  
**1029.8.36.7.1**, 2015, c. 21, a. 449  
**1029.8.36.10**, 2015, c. 21, a. 450  
**1029.8.36.28**, Ab. 2015, c. 21, a. 451  
**1029.8.36.53.20.1**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.2**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.3**, 2015, c. 24, a. 141

---

Référence	Titre Modifications
-----------	------------------------

---

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

**1029.8.36.53.20.4**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.5**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.6**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.7**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.8**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.53.20.9**, 2015, c. 24, a. 141  
**1029.8.36.59**, Ab. 2015, c. 21, a. 452  
**1029.8.36.59.14.2**, 2015, c. 21, a. 453  
**1029.8.36.59.42**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.59.43**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.59.44**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.59.45**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.59.46**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.59.47**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.59.48**, 2015, c. 21, a. 454  
**1029.8.36.72.82.3.2**, 2015, c. 21, a. 455  
**1029.8.36.72.82.3.3**, 2015, c. 21, a. 456  
**1029.8.36.72.82.10.2**, 2015, c. 36, a. 120  
**1029.8.36.72.82.14**, 2015, c. 21, a. 457  
**1029.8.36.72.82.15**, 2015, c. 21, a. 458  
**1029.8.36.72.82.24**, 2015, c. 36, a. 121  
**1029.8.36.166.40**, 2015, c. 21, a. 459; 2015, c. 24, a. 142  
**1029.8.36.166.40.1**, 2015, c. 21, a. 460; 2015, c. 24, a. 143  
**1029.8.36.166.40.3**, 2015, c. 24, a. 144  
**1029.8.36.166.40.4**, 2015, c. 24, a. 145  
**1029.8.36.166.41**, 2015, c. 36, a. 122  
**1029.8.36.166.42**, 2015, c. 21, a. 461  
**1029.8.36.166.43**, 2015, c. 21, a. 462; 2015, c. 24, a. 146  
**1029.8.36.166.44**, 2015, c. 21, a. 463; 2015, c. 24, a. 147  
**1029.8.36.166.45**, 2015, c. 21, a. 464  
**1029.8.36.166.45.1**, 2015, c. 21, a. 465  
**1029.8.36.166.60.1**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.2**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.3**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.4**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.5**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.6**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 123  
**1029.8.36.166.60.7**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.8**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.9**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.10**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.11**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.12**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.13**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.14**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.15**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.16**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.17**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.18**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.19**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 124  
**1029.8.36.166.60.20**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.21**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.22**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.23**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.24**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 125  
**1029.8.36.166.60.25**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.26**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.27**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.28**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.29**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 126  
**1029.8.36.166.60.30**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.31**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 127  
**1029.8.36.166.60.32**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 127

---

Référence	Titre Modifications
-----------	------------------------

---

c. I-3

Loi sur les impôts — *Suite*

**1029.8.36.166.60.33**, 2015, c. 21, a. 466; 2015, c. 36, a. 127  
**1029.8.36.166.60.34**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.60.35**, 2015, c. 21, a. 466  
**1029.8.36.166.62**, 2015, c. 21, a. 467  
**1029.8.36.166.66**, 2015, c. 21, a. 468  
**1029.8.36.166.70**, 2015, c. 21, a. 469  
**1029.8.36.167**, 2015, c. 21, a. 470  
**1029.8.36.167.1**, 2015, c. 21, a. 471  
**1029.8.36.168**, 2015, c. 21, a. 472  
**1029.8.36.169**, 2015, c. 21, a. 473  
**1029.8.36.170**, 2015, c. 21, a. 474  
**1029.8.36.171**, 2015, c. 21, a. 475  
**1029.8.50**, 2015, c. 21, a. 476  
**1029.8.50.3**, 2015, c. 21, a. 477  
**1029.8.61.5**, 2015, c. 21, a. 478  
**1029.8.61.50**, 2015, c. 20, a. 37  
**1029.8.61.94.1**, 2015, c. 21, a. 479  
**1029.8.61.98**, 2015, c. 21, a. 480  
**1029.8.61.101**, 2015, c. 21, a. 481  
**1029.8.62**, 2015, c. 21, a. 482  
**1029.8.66.6**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.7**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.8**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.9**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.10**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.11**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.12**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.13**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.66.14**, 2015, c. 21, a. 483  
**1029.8.67**, 2015, c. 21, a. 484  
**1029.8.79**, 2015, c. 21, a. 485  
**1029.8.116.1**, 2015, c. 24, a. 148  
**1029.8.116.2.0.1**, 2015, c. 24, a. 149  
**1029.8.116.2.1**, 2015, c. 21, a. 486  
**1029.8.116.12**, 2015, c. 36, a. 128  
**1029.8.116.15**, 2015, c. 36, a. 129  
**1029.8.116.16**, 2015, c. 21, a. 487; 2015, c. 36, a. 130  
**1029.8.116.17**, 2015, c. 21, a. 488; 2015, c. 36, a. 131  
**1029.8.116.17.1**, 2015, c. 36, a. 132  
**1029.8.116.18**, 2015, c. 36, a. 132  
**1029.8.116.19**, 2015, c. 36, a. 133  
**1029.8.116.19.1**, 2015, c. 36, a. 134  
**1029.8.116.20**, 2015, c. 36, a. 135  
**1029.8.116.21**, 2015, c. 36, a. 135  
**1029.8.116.22**, Ab. 2015, c. 36, a. 136  
**1029.8.116.23**, Ab. 2015, c. 36, a. 136  
**1029.8.116.24**, Ab. 2015, c. 36, a. 136  
**1029.8.116.25**, 2015, c. 36, a. 137  
**1029.8.116.26**, 2015, c. 36, a. 138  
**1029.8.116.26.1**, 2015, c. 36, a. 139  
**1029.8.116.26.2**, 2015, c. 36, a. 139  
**1029.8.116.26.3**, 2015, c. 36, a. 139  
**1029.8.116.27**, 2015, c. 36, a. 140  
**1029.8.116.28**, 2015, c. 36, a. 140  
**1029.8.116.29**, 2015, c. 36, a. 140  
**1029.8.116.30**, 2015, c. 36, a. 141  
**1029.8.116.31**, 2015, c. 36, a. 142  
**1029.8.116.32**, 2015, c. 36, a. 143  
**1029.8.116.34**, 2015, c. 21, a. 489; 2015, c. 36, a. 144  
**1029.8.116.35**, 2015, c. 36, a. 145  
**1029.8.116.36**, 2015, c. 36, a. 146  
**1029.8.116.37**, 2015, c. 36, a. 146  
**1029.8.116.38**, 2015, c. 36, a. 146

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i> <b>1029.8.116.39</b> , 2015, c. 36, a. 146 <b>1029.8.116.40</b> , 2015, c. 36, a. 146 <b>1029.8.117</b> , 2015, c. 21, a. 490 <b>1029.8.150</b> , 2015, c. 21, a. 491 <b>1029.8.153</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.154</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.155</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.156</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.157</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.158</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.159</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.160</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.161</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.162</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.163</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.164</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.165</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1029.8.166</b> , 2015, c. 21, a. 492 <b>1031</b> , Ab. 2015, c. 36, a. 147 <b>1032</b> , 2015, c. 36, a. 148 <b>1033.2</b> , 2015, c. 36, a. 149 <b>1034.0.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 493 <b>1034.10</b> , 2015, c. 21, a. 494 <b>1035.1</b> , 2015, c. 36, a. 150 <b>1036</b> , 2015, c. 36, a. 151 <b>1038</b> , 2015, c. 36, a. 152 <b>1044</b> , 2015, c. 36, a. 153 <b>1045.0.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 495 <b>1045.0.1.2</b> , 2015, c. 21, a. 495 <b>1045.0.1.3</b> , 2015, c. 21, a. 495 <b>1045.0.1.4</b> , 2015, c. 21, a. 495 <b>1051</b> , 2015, c. 24, a. 150 <b>1053</b> , 2015, c. 36, a. 154 <b>1063</b> , 2015, c. 21, a. 496 <b>1079.5</b> , 2015, c. 21, a. 497 <b>1079.7.3</b> , 2015, c. 21, a. 498 <b>1079.8.16</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.17</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.18</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.19</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.20</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.21</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.22</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.23</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.24</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.25</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.26</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.27</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.28</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.29</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.30</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.31</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.32</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.33</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.34</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.35</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.36</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.37</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.38</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.39</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.40</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.41</b> , 2015, c. 8, a. 89 <b>1079.8.42</b> , 2015, c. 8, a. 89

Référence	Titre Modifications
c. I-3	Loi sur les impôts — <i>Suite</i>
	<p> <b>1082.10.1</b>, 2015, c. 24, a. 151  <b>1086.12.1</b>, 2015, c. 21, a. 499  <b>1086.29</b>, 2015, c. 36, a. 155  <b>1089</b>, 2015, c. 24, a. 152  <b>1090</b>, 2015, c. 24, a. 153  <b>1091</b>, 2015, c. 36, a. 156  <b>1091.3</b>, 2015, c. 24, a. 154  <b>1092</b>, 2015, c. 21, a. 500  <b>1094</b>, 2015, c. 24, a. 155  <b>1098</b>, 2015, c. 21, a. 501  <b>1100</b>, 2015, c. 21, a. 502  <b>1101</b>, 2015, c. 21, a. 503  <b>1102.1</b>, 2015, c. 24, a. 156  <b>1121.10</b>, 2015, c. 36, a. 157  <b>1129.0.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 504  <b>1129.0.9.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 505  <b>1129.0.10.9.1</b>, 2015, c. 21, a. 506  <b>1129.12.44</b>, 2015, c. 21, a. 507  <b>1129.12.45</b>, 2015, c. 21, a. 507  <b>1129.12.46</b>, 2015, c. 21, a. 507  <b>1129.23.4</b>, 2015, c. 36, a. 158  <b>1129.23.4.4</b>, 2015, c. 36, a. 159  <b>1129.23.4.8</b>, 2015, c. 36, a. 160  <b>1129.23.8</b>, 2015, c. 36, a. 161  <b>1129.25.2</b>, 2015, c. 21, a. 508  <b>1129.26.1</b>, 2015, c. 21, a. 509  <b>1129.27.0.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 510  <b>1129.27.4.1</b>, 2015, c. 21, a. 511  <b>1129.27.4.2</b>, 2015, c. 21, a. 512  <b>1129.27.6</b>, 2015, c. 21, a. 513  <b>1129.27.19</b>, 2015, c. 36, a. 162  <b>1129.27.20</b>, 2015, c. 36, a. 162  <b>1129.27.21</b>, 2015, c. 36, a. 162  <b>1129.27.22</b>, 2015, c. 36, a. 162  <b>1129.40.1</b>, 2015, c. 21, a. 514  <b>1129.44.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 515  <b>1129.45.0.6</b>, 2015, c. 24, a. 157  <b>1129.45.0.7</b>, 2015, c. 24, a. 157  <b>1129.45.0.8</b>, 2015, c. 24, a. 157  <b>1129.45.0.9</b>, 2015, c. 24, a. 157  <b>1129.45.0.10</b>, 2015, c. 24, a. 157  <b>1129.45.2.2</b>, 2015, c. 21, a. 516  <b>1129.45.3.5.12</b>, 2015, c. 21, a. 517  <b>1129.45.3.5.13</b>, 2015, c. 21, a. 517  <b>1129.45.3.5.14</b>, 2015, c. 21, a. 517  <b>1129.45.3.5.15</b>, 2015, c. 21, a. 517  <b>1129.45.3.41</b>, 2015, c. 21, a. 518  <b>1129.45.41.18.1</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.2</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.3</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.4</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.5</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.6</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.7</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.8</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.9</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.10</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.11</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.45.41.18.12</b>, 2015, c. 21, a. 519  <b>1129.52</b>, 2015, c. 21, a. 520  <b>1129.54</b>, 2015, c. 36, a. 163  <b>1129.63</b>, 2015, c. 21, a. 521  <b>1129.64</b>, 2015, c. 21, a. 522 </p>

Référence	Titre Modifications
c. I-3	<p>Loi sur les impôts — <i>Suite</i></p> <p><b>1129.66</b>, 2015, c. 36, a. 164  <b>1129.66.9</b>, 2015, c. 21, a. 523  <b>1129.66.10</b>, 2015, c. 21, a. 523  <b>1129.66.11</b>, 2015, c. 21, a. 523  <b>1129.66.12</b>, 2015, c. 21, a. 523  <b>1129.66.13</b>, 2015, c. 21, a. 523  <b>1129.68</b>, 2015, c. 21, a. 524  <b>1129.69.1</b>, 2015, c. 21, a. 525  <b>1129.69.2</b>, 2015, c. 21, a. 525  <b>1129.69.3</b>, 2015, c. 21, a. 525  <b>1129.69.4</b>, 2015, c. 21, a. 525  <b>1129.74</b>, 2015, c. 21, a. 526  <b>1129.77</b>, 2015, c. 36, a. 165  <b>1129.78</b>, 2015, c. 21, a. 527  <b>1159.1</b>, 2015, c. 21, a. 528  <b>1159.1.0.1</b>, 2015, c. 24, a. 158  <b>1159.1.0.2</b>, 2015, c. 21, a. 529  <b>1159.2</b>, 2015, c. 21, a. 530  <b>1159.3</b>, 2015, c. 21, a. 531  <b>1159.3.1</b>, 2015, c. 21, a. 532  <b>1159.3.2</b>, 2015, c. 21, a. 533  <b>1159.3.3</b>, 2015, c. 21, a. 533  <b>1159.3.4</b>, 2015, c. 21, a. 533  <b>1159.8</b>, 2015, c. 21, a. 534  <b>1159.10</b>, 2015, c. 21, a. 535  <b>1159.17</b>, 2015, c. 21, a. 536  <b>1167</b>, 2015, c. 24, a. 159  <b>1170</b>, 2015, c. 24, a. 160  <b>1173.1</b>, 2015, c. 24, a. 161  <b>1175.28.13</b>, 2015, c. 36, a. 166  <b>1175.28.14</b>, 2015, c. 36, a. 167</p>
c. I-8.3	<p>Loi sur les infrastructures publiques</p> <p><b>4</b>, 2015, c. 17, a. 6</p>
c. I-13.03	<p>Loi sur l'Institut national d'excellence en santé et en services sociaux</p> <p><b>8</b>, 2015, c. 8, a. 194</p>
c. I-14.01	<p>Loi sur les instruments dérivés</p> <p><b>11.1</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 368  <b>11.2</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 368</p>
c. I-16	<p>Loi d'interprétation</p> <p><b>17</b>, Ab. 2015, c. 26, a. 23</p>
c. I-16.0.1	<p>Loi sur Investissement Québec</p> <p><b>5</b>, 2015, c. 8, a. 25  <b>12.1</b>, 2015, c. 8, a. 26  <b>35.1</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.2</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.3</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.4</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.5</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.6</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.7</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.8</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.9</b>, 2015, c. 8, a. 28  <b>35.10</b>, 2015, c. 8, a. 28</p>



Référence	Titre Modifications
c. I-16.0.1	Loi sur Investissement Québec — <i>Suite</i>  <b>35.11</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>35.12</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>35.13</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>35.14</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>35.15</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>35.16</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>35.17</b> , 2015, c. 8, a. 28 <b>65</b> , 2015, c. 8, a. 29
c. J-2	Loi sur les jurés  <b>47</b> , 2015, c. 15, a. 168
c. J-3	Loi sur la justice administrative  <b>25</b> , 2015, c. 1, a. 156; 2015, c. 25, a. 1 <b>167</b> , 2015, c. 15, a. 169; 2015, c. 26, a. 24 <b>168</b> , 2015, c. 15, a. 170; 2015, c. 26, a. 25 <b>184</b> , 2015, c. 26, a. 26 <b>184.2</b> , 2015, c. 15, a. 171; 2015, c. 26, a. 27 <b>186</b> , 2015, c. 26, a. 28 <b>3 (Ann. I)</b> , 2015, c. 1, a. 157; 2015, c. 25, a. 1 <b>Ann. IV</b> , 2015, c. 23, a. 47; 2015, c. 35, a. 7
c. L-0.1	Loi sur La Financière agricole du Québec  <b>19</b> , 2015, c. 35, a. 7
c. L-6.1	Loi concernant la lutte contre la corruption  <b>3</b> , 2015, c. 8, a. 233 <b>72</b> , 2015, c. 15, a. 172
c. M-5	Loi sur les matériaux de rembourrage et les articles rembourrés  <b>22</b> , 2015, c. 8, a. 337 <b>22.1</b> , 2015, c. 8, a. 338 <b>38</b> , 2015, c. 8, a. 339
c. M-11.4	Loi concernant des mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique  <b>5</b> , 2015, c. 9, a. 1
c. M-13.1	Loi sur les mines  <b>120</b> , 2015, c. 23, a. 48 <b>155</b> , 2015, c. 23, a. 49 <b>215</b> , 2015, c. 8, a. 70; 2015, c. 23, a. 50 <b>221</b> , 2015, c. 8, a. 71 <b>222</b> , 2015, c. 8, a. 72 <b>379.1</b> , 2015, c. 8, a. 73
c. M-14	Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation  <b>23.1</b> , 2015, c. 35, a. 7
c. M-15.001	Loi sur le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et sur la Commission des partenaires du marché du travail  <b>38</b> , 2015, c. 8, a. 234

Référence	Titre Modifications
c. M-17.1	Loi sur le ministère de la Culture et des Communications  <b>22.13</b> , 2015, c. 8, a. 301 <b>22.14</b> , 2015, c. 8, a. 301 <b>22.15</b> , 2015, c. 8, a. 301 <b>22.16</b> , 2015, c. 8, a. 301 <b>22.17</b> , 2015, c. 8, a. 301
c. M-19	Loi sur le ministère de la Justice  <b>32.0.3</b> , 2015, c. 8, a. 346
c. M-19.2	Loi sur le ministère de la Santé et des Services sociaux  <b>10.4</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>11.3</b> , 2015, c. 8, aa. 195, 305
c. M-22.1	Loi sur le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire  <b>17.5.3</b> , 2015, c. 8, a. 235 <b>17.8</b> , 2015, c. 8, a. 236 <b>21.4.10</b> , 2015, c. 8, a. 237 <b>21.5</b> , 2015, c. 8, a. 239 <b>21.6</b> , 2015, c. 8, a. 239 <b>21.7</b> , 2015, c. 8, a. 240 <b>21.7.1</b> , 2015, c. 8, a. 241 <b>21.8</b> , 2015, c. 8, a. 242 <b>21.8.1</b> , 2015, c. 8, a. 243 <b>21.9</b> , 2015, c. 8, a. 244 <b>21.10</b> , 2015, c. 8, a. 245 <b>21.11</b> , 2015, c. 8, a. 246 <b>21.12</b> , 2015, c. 8, a. 247 <b>21.12.1</b> , 2015, c. 8, a. 248 <b>21.13</b> , 2015, c. 8, a. 249 <b>21.14</b> , 2015, c. 8, a. 250 <b>21.15</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 251 <b>21.16</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 251 <b>21.17</b> , 2015, c. 8, a. 252 <b>21.17.1</b> , 2015, c. 8, a. 253 <b>21.17.2</b> , 2015, c. 8, a. 254 <b>21.17.3</b> , 2015, c. 8, a. 255 <b>21.18</b> , 2015, c. 8, a. 257 <b>21.23.1</b> , 2015, c. 8, a. 258 <b>21.29</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 259 <b>21.30</b> , 2015, c. 8, a. 260 <b>36</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 261 <b>37</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 261 <b>Ann. B</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 262
c. M-24.01	Loi sur le ministère des Finances  <b>4</b> , 2015, c. 8, a. 13 <b>19</b> , 2015, c. 21, a. 537 <b>22</b> , 2015, c. 21, a. 538 <b>23.1</b> , 2015, c. 8, a. 14 <b>23.2</b> , 2015, c. 8, a. 14 <b>23.3</b> , 2015, c. 8, a. 14 <b>23.4</b> , 2015, c. 8, a. 14 <b>23.5</b> , 2015, c. 8, a. 14

Référence	Titre Modifications
c. M-28	<p>Loi sur le ministère des Transports</p> <p><b>9</b>, 2015, c. 16, a. 4  <b>9.1</b>, 2015, c. 16, a. 4  <b>10</b>, 2015, c. 16, a. 4  <b>11.1</b>, 2015, c. 17, a. 7  <b>11.1.1</b>, 2015, c. 17, a. 8  <b>11.7</b>, 2015, c. 16, a. 5  <b>12.4</b>, 2015, c. 16, a. 6  <b>12.4.1</b>, 2015, c. 16, a. 7  <b>12.21.1</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.21.2</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.21.3</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.21.4</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.21.5</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.21.6</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.21.7</b>, 2015, c. 16, a. 8  <b>12.30</b>, 2015, c. 16, a. 9  <b>12.42.1</b>, 2015, c. 16, a. 10  <b>12.42.2</b>, 2015, c. 16, a. 10</p>
c. M-30.01	<p>Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation</p> <p><b>89</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>90</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>91</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>92</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>93</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>94</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>94.1</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>95</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>96</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>97</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>98</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>99</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>100</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>101</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>101.1</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>102</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>103</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>104</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>105</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>106</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>107</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>108</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 263  <b>171</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>172</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>173</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>174</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>175</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>176</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>177</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264  <b>178</b>, Ab. 2015, c. 8, a. 264</p>
c. M-31.2	<p>Loi sur le ministère du Tourisme</p> <p><b>3</b>, 2015, c. 31, a. 18  <b>4</b>, 2015, c. 31, a. 19  <b>5</b>, 2015, c. 31, a. 20  <b>6</b>, 2015, c. 31, a. 21  <b>6.1</b>, 2015, c. 31, a. 22  <b>25</b>, 2015, c. 31, a. 23</p>

Référence	Titre Modifications
c. N-1.1	Loi sur les normes du travail <b>1</b> , 2015, c. 15, a. 173 <b>4</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>6</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>6.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>7</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>8</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>9</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>10</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>10.1</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>10.2</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>11</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>12</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>13</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>15</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>16</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>17</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>18</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>19</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>20</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>21</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>22</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>23</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>24</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>25</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>26</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>27</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>28</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 175 <b>28.1</b> , 2015, c. 15, a. 176 <b>29</b> , 2015, c. 15, a. 177 <b>31</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 178 <b>39.0.0.4</b> , 2015, c. 15, a. 179 <b>39.0.0.5</b> , 2015, c. 15, a. 179 <b>39.0.0.6</b> , 2015, c. 15, a. 179 <b>39.0.0.7</b> , 2015, c. 15, a. 179 <b>123.4</b> , 2015, c. 15, a. 180 <b>123.14</b> , 2015, c. 15, a. 181 <b>127</b> , 2015, c. 15, a. 182 <b>145.1</b> , 2015, c. 15, a. 183
c. O-1.3	Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires <b>5</b> , 2015, c. 8, a. 265
c. O-7.2	Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales <b>55.1</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>71</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>81</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>86</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>91</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>97</b> , 2015, c. 25, a. 1
c. O-9	Loi sur l'organisation territoriale municipale <b>176.20.1</b> , 2015, c. 15, a. 184
c. P-2.2	Loi facilitant le paiement des pensions alimentaires <b>23</b> , 2015, c. 36, a. 168 <b>24</b> , 2015, c. 36, a. 169 <b>47</b> , 2015, c. 36, a. 170 <b>47.1</b> , 2015, c. 36, a. 171 <b>57.1</b> , 2015, c. 21, a. 539

Référence	Titre Modifications
c. P-5.1	Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales
	<p>2, 2015, c. 21, a. 540  4, 2015, c. 36, a. 172  5.1, 2015, c. 36, a. 173  9.1, 2015, c. 36, a. 174  1.1 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 541  5.1 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 542  5.2 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 543  5.3 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 544  5.6 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 545  5.11 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 546  5.12 (Ann. A), Ab. 2015, c. 21, a. 547  5.13 (Ann. A), Ab. 2015, c. 21, a. 547  6.1 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 548  6.2 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 549  6.6 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 550  6.11 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 551  6.12 (Ann. A), Ab. 2015, c. 21, a. 552  6.13 (Ann. A), Ab. 2015, c. 21, a. 552  13.2 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 553; 2015, c. 36, a. 175  13.3 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 554  13.5 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 555  13.6 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 556; 2015, c. 36, a. 176  13.11 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 557  13.12 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 558; 2015, c. 36, a. 177  15.1 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  15.2 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  15.3 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  15.4 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  15.5 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  15.6 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  15.7 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  16.1 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  16.2 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559; 2015, c. 36, a. 178  16.3 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  16.4 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  16.5 (Ann. A), 2015, c. 21, a. 559  1.1 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 560  8.3 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 561  9.1 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 562  9.2 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 563  9.6 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 564  9.7.1 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 565  9.7.2 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 565  9.7.3 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 565  11.1 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 566  11.2 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 566  11.3 (Ann. C), 2015, c. 21, a. 566  1.1 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 567  4.3 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 568  6.2 (Ann. E), 2015, c. 36, a. 179  6.3 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 569; 2015, c. 36, a. 180  6.4 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 570; 2015, c. 36, a. 181  6.4.1 (Ann. E), 2015, c. 36, a. 182  6.6 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 571  6.7 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 572; 2015, c. 36, a. 183  8.1 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.2 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.3 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.4 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.5 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.6 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.7 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573  8.8 (Ann. E), 2015, c. 21, a. 573</p>

Référence	Titre Modifications
c. P-5.1	<p>Loi concernant les paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales — <i>Suite</i></p> <p><b>8.9 (Ann. E)</b>, 2015, c. 21, a. 573  <b>8.10 (Ann. E)</b>, 2015, c. 21, a. 573  <b>3.2 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 574; 2015, c. 36, a. 184  <b>3.4 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 575; 2015, c. 36, a. 185  <b>3.10 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 576; 2015, c. 36, a. 186  <b>3.14.1 (Ann. H)</b>, 2015, c. 36, a. 187  <b>3.26 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 578; 2015, c. 36, a. 189  <b>3.27 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 579; 2015, c. 36, a. 190  <b>3.28 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 579; 2015, c. 36, a. 190  <b>4.3 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 580  <b>5.2 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 581; 2015, c. 36, a. 191  <b>5.3 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 582  <b>5.10 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 584; 2015, c. 36, a. 193  <b>5.11 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 585; 2015, c. 36, a. 194  <b>5.12 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 585; 2015, c. 36, a. 194  <b>6.4 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 586  <b>7.4 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 587  <b>8.4 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 588  <b>9.4 (Ann. H)</b>, 2015, c. 21, a. 589  <b>1.1 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>2.1 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>2.2 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>2.3 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>2.4 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>3.1 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>3.2 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>3.3 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>3.4 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>3.5 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590  <b>3.6 (Ann. I)</b>, 2015, c. 21, a. 590</p>
c. P-9.001	<p>Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport</p> <p><b>20</b>, 2015, c. 26, a. 29</p>
c. P-27.1	<p>Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective</p> <p><b>11</b>, 2015, c. 15, a. 185</p>
c. P-29	<p>Loi sur les produits alimentaires</p> <p><b>4.1</b>, 2015, c. 30, a. 1</p>
c. P-34.1	<p>Loi sur la protection de la jeunesse</p> <p><b>94.1</b>, 2015, c. 26, a. 30  <b>96.1</b>, 2015, c. 26, a. 31</p>
c. P-40.1	<p>Loi sur la protection du consommateur</p> <p><b>1</b>, 2015, c. 4, a. 1  <b>2.1</b>, 2015, c. 4, a. 2  <b>158</b>, 2015, c. 4, a. 3  <b>260.25</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.26</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.27</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.28</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.29</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.30</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.31</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>260.32</b>, 2015, c. 4, a. 4  <b>277</b>, 2015, c. 4, a. 5</p>

Référence	Titre Modifications
c. P-40.1	Loi sur la protection du consommateur — <i>Suite</i>  <b>278</b> , 2015, c. 4, a. 6 <b>279</b> , 2015, c. 4, a. 7 <b>290.2</b> , 2015, c. 4, a. 8 <b>321</b> , 2015, c. 4, a. 9 <b>322</b> , 2015, c. 4, a. 10 <b>323.1</b> , 2015, c. 4, a. 11 <b>327.1</b> , 2015, c. 4, a. 12 <b>327.2</b> , 2015, c. 4, a. 12 <b>329.1</b> , 2015, c. 4, a. 13 <b>329.2</b> , 2015, c. 4, a. 13 <b>329.3</b> , 2015, c. 4, a. 13 <b>335</b> , 2015, c. 4, a. 14 <b>338.1</b> , 2015, c. 4, a. 15 <b>350</b> , 2015, c. 4, a. 16
c. P-41.1	Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles  <b>47</b> , 2015, c. 8, a. 266
c. P-42	Loi sur la protection sanitaire des animaux  <b>55.9.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.2</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.4</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.4.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.4.2</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.4.3</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.5</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.6</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.7</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.8</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.10</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.11</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.12</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.13</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.14</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.14.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.14.2</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.14.3</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.15</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.16</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.16.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.9.16.2</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.13</b> , 2015, c. 35, a. 7 <b>55.43.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.43.1.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.43.1.2</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.43.1.3</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.43.1.4</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>55.45.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7 <b>56.0.1</b> , Ab. 2015, c. 35, a. 7
c. P-44.1	Loi sur la publicité légale des entreprises  <b>6</b> , 2015, c. 36, a. 195 <b>7</b> , 2015, c. 36, a. 196
c. Q-2	Loi sur la qualité de l'environnement  <b>2.0.1</b> , 2015, c. 35, a. 7

Référence	Titre Modifications
c. R-2.1	Loi sur le recours collectif <b>43</b> , 2015, c. 26, a. 32
c. R-2.2.0.1	Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations <b>4.2</b> , 2015, c. 8, a. 6
c. R-5	Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec <b>2</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>2.0.8</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>2.0.10</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>33</b> , 2015, c. 21, a. 591; 2015, c. 24, a. 162 <b>33.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 592 <b>33.2</b> , 2015, c. 24, a. 163 <b>34</b> , 2015, c. 21, a. 593; 2015, c. 24, a. 164 <b>34.1.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 594 <b>34.1.0.4</b> , 2015, c. 21, a. 594 <b>34.1.12</b> , 2015, c. 24, a. 165 <b>34.1.13</b> , 2015, c. 24, a. 165 <b>34.1.14</b> , 2015, c. 24, a. 165 <b>34.1.15</b> , 2015, c. 24, a. 165 <b>34.1.16</b> , 2015, c. 24, a. 165 <b>37.4</b> , 2015, c. 21, a. 595 <b>37.16</b> , 2015, c. 21, a. 596; 2015, c. 24, a. 166; 2015, c. 36, a. 197 <b>37.16.1</b> , 2015, c. 21, a. 597; 2015, c. 24, a. 167 <b>37.17</b> , 2015, c. 21, a. 598; 2015, c. 24, a. 168; 2015, c. 36, a. 198 <b>37.17.1</b> , 2015, c. 21, a. 599; 2015, c. 36, a. 199 <b>37.17.2</b> , 2015, c. 21, a. 599 <b>37.18</b> , 2015, c. 21, a. 600 <b>37.21</b> , 2015, c. 21, a. 601 <b>37.21.1</b> , 2015, c. 21, a. 602 <b>40.1</b> , 2015, c. 8, a. 196 <b>40.9</b> , 2015, c. 8, a. 197
c. R-6.01	Loi sur la Régie de l'énergie <b>52.2</b> , 2015, c. 8, a. 16 <b>71.1</b> , 2015, c. 8, a. 17 <b>71.2</b> , 2015, c. 8, a. 17 <b>74.1.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 18 <b>74.2</b> , 2015, c. 8, a. 19
c. R-8.1	Loi sur la Régie du logement <b>49</b> , 2015, c. 3, a. 56 <b>51</b> , 2015, c. 3, a. 57
c. R-9	Loi sur le régime de rentes du Québec <b>11</b> , 2015, c. 20, a. 39 <b>12</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>13</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>14</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>15</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>16</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>17</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>18</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>19</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>20</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>21</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>22</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>23</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40 <b>23.1</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 40



Référence	Titre Modifications
c. R-9	<p>Loi sur le régime de rentes du Québec — <i>Suite</i></p> <p><b>23.2</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.3</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.4</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.4.1</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.4.2</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.4.3</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.5</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>23.6</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>25</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>25.2</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>25.3</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>27</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>28</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>29</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>32</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>33</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 40  <b>34</b>, 2015, c. 20, a. 41  <b>35</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 42  <b>36</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 42  <b>37</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 42  <b>45</b>, 2015, c. 21, a. 603  <b>47</b>, 2015, c. 21, a. 604  <b>50</b>, 2015, c. 21, a. 605  <b>51</b>, 2015, c. 21, a. 606  <b>51.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 607  <b>51.0.2</b>, 2015, c. 21, a. 607  <b>53</b>, 2015, c. 21, a. 608  <b>55</b>, 2015, c. 21, a. 609  <b>56</b>, 2015, c. 21, a. 610  <b>56.1</b>, 2015, c. 21, a. 611  <b>57</b>, 2015, c. 21, a. 612  <b>58</b>, 2015, c. 21, a. 613  <b>64</b>, 2015, c. 21, a. 614  <b>216</b>, 2015, c. 20, a. 43  <b>218.1</b>, 2015, c. 20, a. 44</p>
c. R-9.1	<p>Loi sur le régime de retraite de certains enseignants</p> <p><b>54</b>, 2015, c. 27, a. 1</p>
c. R-9.2	<p>Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels</p> <p><b>56.1</b>, 2015, c. 27, a. 2  <b>56.1.1</b>, 2015, c. 27, a. 3  <b>133</b>, 2015, c. 27, a. 4  <b>139.4</b>, 2015, c. 20, a. 45  <b>139.13</b>, 2015, c. 20, a. 46</p>
c. R-9.3	<p>Loi sur le régime de retraite des élus municipaux</p> <p><b>70.6</b>, 2015, c. 20, a. 47  <b>70.7</b>, 2015, c. 20, a. 48</p>
c. R-10	<p>Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics</p> <p><b>17.2</b>, 2015, c. 27, a. 5  <b>31</b>, 2015, c. 27, a. 6  <b>31.1</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 7  <b>40</b>, 2015, c. 27, a. 8  <b>40.1</b>, 2015, c. 27, a. 9  <b>43.1</b>, 2015, c. 27, a. 10  <b>43.1.1</b>, 2015, c. 27, a. 11</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-10	<p>Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — <i>Suite</i></p> <p><b>115.10.4</b>, 2015, c. 27, a. 12  <b>115.10.6</b>, 2015, c. 27, a. 13  <b>115.10.7</b>, 2015, c. 27, a. 13  <b>115.10.8</b>, 2015, c. 27, a. 13  <b>126</b>, 2015, c. 20, a. 49  <b>127</b>, 2015, c. 27, a. 14  <b>133.6</b>, 2015, c. 27, a. 15  <b>133.6.1</b>, 2015, c. 27, a. 15  <b>133.7</b>, 2015, c. 27, a. 16  <b>134</b>, 2015, c. 27, a. 17  <b>135.1</b>, 2015, c. 20, a. 50  <b>147</b>, 2015, c. 27, a. 18  <b>147.0.5</b>, 2015, c. 27, a. 19  <b>151</b>, 2015, c. 27, a. 20  <b>164</b>, 2015, c. 20, a. 51  <b>170</b>, 2015, c. 20, a. 52  <b>215.17</b>, 2015, c. 27, a. 21  <b>220</b>, 2015, c. 27, a. 22  <b>Ann. I</b>, 2015, c. 15, a. 186  <b>Ann. III</b>, 2015, c. 15, a. 187; Ab. 2015, c. 27, a. 23  <b>Ann. III.1</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 23</p>
c. R-12	<p>Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires</p> <p><b>72</b>, 2015, c. 27, a. 24  <b>72.1</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 25  <b>72.3</b>, 2015, c. 27, a. 26  <b>111.1</b>, 2015, c. 27, a. 27  <b>114</b>, 2015, c. 27, a. 28  <b>Ann. IV</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 29  <b>Ann. IV.1</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 29</p>
c. R-12.1	<p>Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement</p> <p><b>28.1</b>, 2015, c. 27, a. 30  <b>44</b>, 2015, c. 27, a. 31  <b>45</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 32  <b>59</b>, 2015, c. 27, a. 33  <b>59.1</b>, 2015, c. 27, a. 34  <b>63</b>, 2015, c. 27, a. 35  <b>63.1</b>, 2015, c. 27, a. 36  <b>152.4</b>, 2015, c. 27, a. 37  <b>152.6</b>, 2015, c. 27, a. 38  <b>152.7</b>, 2015, c. 27, a. 38  <b>152.8</b>, 2015, c. 27, a. 38  <b>152.9</b>, 2015, c. 27, a. 38  <b>177</b>, 2015, c. 27, a. 39  <b>188</b>, 2015, c. 27, a. 40  <b>188.1</b>, 2015, c. 27, a. 40  <b>189</b>, 2015, c. 27, a. 41  <b>196</b>, 2015, c. 27, a. 42  <b>196.3</b>, 2015, c. 20, a. 53  <b>196.13</b>, 2015, c. 20, a. 54  <b>207</b>, 2015, c. 27, a. 43  <b>Ann. II</b>, 2015, c. 15, a. 188  <b>Ann. V</b>, 2015, c. 15, a. 189; Ab. 2015, c. 27, a. 44  <b>Ann. VI</b>, Ab. 2015, c. 27, a. 44</p>
c. R-15.1	<p>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</p> <p><b>2</b>, 2015, c. 20, a. 55  <b>14</b>, 2015, c. 29, a. 1</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite — <i>Suite</i>  <b>21.1</b> , Ab. 2015, c. 29, a. 2 <b>21.2</b> , Ab. 2015, c. 29, a. 2 <b>21.3</b> , Ab. 2015, c. 29, a. 2 <b>26</b> , 2015, c. 29, a. 3 <b>33</b> , 2015, c. 29, a. 4 <b>38</b> , 2015, c. 29, a. 6 <b>38.1</b> , 2015, c. 29, a. 7 <b>38.2</b> , 2015, c. 29, a. 7 <b>38.3</b> , 2015, c. 29, a. 7 <b>39</b> , 2015, c. 29, a. 9 <b>39.1</b> , 2015, c. 29, a. 10 <b>41</b> , 2015, c. 29, a. 11 <b>42</b> , 2015, c. 29, a. 12 <b>42.1</b> , 2015, c. 29, a. 13 <b>42.2</b> , 2015, c. 29, a. 13 <b>60</b> , 2015, c. 29, a. 14 <b>60.1</b> , Ab. 2015, c. 29, a. 15 <b>61</b> , 2015, c. 29, a. 16 <b>86</b> , 2015, c. 29, a. 17 <b>90.1</b> , 2015, c. 29, a. 18 <b>118</b> , 2015, c. 29, a. 19 <b>119</b> , 2015, c. 29, a. 20 <b>119.1</b> , 2015, c. 29, a. 21 <b>121</b> , 2015, c. 29, a. 22 <b>122.1</b> , 2015, c. 29, a. 23 <b>122.2</b> , 2015, c. 29, a. 23 <b>123</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>124</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>125</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>126</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>127</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>128</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>129</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>130</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>131</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>132</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>133</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>134</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>134.1</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>135</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>136</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>137</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>138</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>139</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>140</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>141</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>142</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>142.1</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>142.2</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>142.3</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>142.4</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>142.5</b> , 2015, c. 29, a. 24 <b>143</b> , 2015, c. 29, a. 25 <b>146</b> , 2015, c. 29, a. 26 <b>146.1</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.2</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3.1</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3.2</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3.3</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3.4</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3.5</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.3.6</b> , 2015, c. 29, a. 27

Référence	Titre Modifications
c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite — <i>Suite</i>
	<b>146.4</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.5</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.6</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.7</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.8</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.9</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.9.1</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.9.2</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.9.3</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.9.4</b> , 2015, c. 29, a. 27 <b>146.10</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.11</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.12</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 28 <b>146.13</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.14</b> , 2015, c. 7, a. 1; Ab. 2015, c. 29, a. 29 <b>146.15</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 30 <b>146.16</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 31 <b>146.17</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.18</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 32 <b>146.18.1</b> , 2015, c. 29, a. 33 <b>146.19</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 33 <b>146.20</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.21</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.22</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.23</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.24</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.25</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.26</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.27</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.28</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.29</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.30</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.31</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.32</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.33</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.34</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.35</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 34 <b>146.36</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.37</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.38</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.39</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.40</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.41</b> , 2015, c. 7, a. 1; 2015, c. 29, a. 35 <b>146.42</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.43</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.44</b> , 2015, c. 7, a. 1 <b>146.45</b> , 2015, c. 7, a. 1; Ab. 2015, c. 29, a. 36 <b>151.2</b> , 2015, c. 29, a. 37 <b>166</b> , 2015, c. 29, a. 38 <b>166.1</b> , Ab. 2015, c. 29, a. 39 <b>169</b> , 2015, c. 29, a. 40 <b>182.1</b> , 2015, c. 29, a. 41 <b>182.2</b> , 2015, c. 29, a. 41 <b>195</b> , 2015, c. 29, a. 42 <b>195.0.1</b> , 2015, c. 29, a. 43 <b>196</b> , 2015, c. 29, a. 44 <b>198</b> , 2015, c. 29, a. 45 <b>199.1</b> , 2015, c. 29, a. 46 <b>200</b> , 2015, c. 29, a. 47 <b>207.2</b> , 2015, c. 29, a. 48 <b>207.5</b> , Ab. 2015, c. 29, a. 49 <b>207.6</b> , 2015, c. 29, a. 50 <b>210.1</b> , 2015, c. 29, a. 51

Référence	Titre Modifications
c. R-15.1	<p>Loi sur les régimes complémentaires de retraite — <i>Suite</i></p> <p><b>226</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 52  <b>230.0.0.1</b>, 2015, c. 29, a. 53  <b>230.0.0.2</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 54  <b>230.0.0.3</b>, 2015, c. 29, a. 55  <b>230.0.0.4</b>, 2015, c. 29, a. 56  <b>230.0.0.9</b>, 2015, c. 29, a. 57  <b>230.0.0.10</b>, 2015, c. 29, a. 58  <b>230.0.0.11</b>, 2015, c. 29, a. 59  <b>230.0.0.12</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 60  <b>230.0.1</b>, (<i>renuméroté 230.1</i>) 2015, c. 29, a. 61  <b>230.1</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.1.1</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.2</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.3</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.4</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.6</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.7</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>230.8</b>, 2015, c. 29, a. 62  <b>237</b>, 2015, c. 29, a. 63  <b>240.2</b>, 2015, c. 29, a. 64  <b>240.3</b>, 2015, c. 29, a. 65  <b>240.4</b>, 2015, c. 29, a. 66  <b>243.1</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.2</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.3</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.4</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.5</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.7</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.8</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.9</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.10</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.11</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.12</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.13</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.14</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.15</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.16</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.17</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.18</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>243.19</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 67  <b>244</b>, 2015, c. 29, a. 68  <b>246</b>, 2015, c. 20, a. 56  <b>248</b>, 2015, c. 29, a. 69  <b>249</b>, 2015, c. 7, a. 2  <b>250</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 57  <b>251</b>, Ab. 2015, c. 20, a. 57  <b>257</b>, 2015, c. 29, a. 70  <b>258</b>, 2015, c. 29, a. 71  <b>288.1</b>, 2015, c. 29, a. 72  <b>288.1.1</b>, 2015, c. 29, a. 72  <b>288.2</b>, 2015, c. 29, a. 72  <b>288.3</b>, 2015, c. 29, a. 72  <b>288.4</b>, 2015, c. 29, a. 72  <b>290.1</b>, Ab. 2015, c. 29, a. 73  <b>318.2</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>318.3</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>318.4</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>318.5</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>318.6</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>318.7</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>318.8</b>, 2015, c. 29, a. 74  <b>319.2</b>, 2015, c. 7, a. 3  <b>319.3</b>, 2015, c. 7, a. 3</p>

Référence	Titre Modifications
c. R-15.1	Loi sur les régimes complémentaires de retraite — <i>Suite</i>  <b>319.4</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.5</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.6</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.7</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.8</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.9</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.10</b> , 2015, c. 7, a. 3 <b>319.11</b> , 2015, c. 29, a. 75
c. R-17.0.1	Loi sur les régimes volontaires d'épargne-retraite  <b>97</b> , 2015, c. 20, a. 58 <b>99</b> , Ab. 2015, c. 20, a. 59 <b>144</b> , 2015, c. 20, a. 60
c. R-20	Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction  <b>8.1</b> , 2015, c. 15, a. 190 <b>22</b> , 2015, c. 15, a. 191 <b>23</b> , 2015, c. 15, a. 192 <b>27</b> , 2015, c. 15, a. 193 <b>32</b> , 2015, c. 15, a. 194 <b>58.1</b> , 2015, c. 15, a. 195 <b>107</b> , 2015, c. 15, a. 196 <b>124</b> , 2015, c. 15, a. 197
c. R-24.0.1	Loi sur la représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant  <b>3</b> , 2015, c. 15, a. 198 <b>58</b> , 2015, c. 15, a. 199 <b>59</b> , 2015, c. 15, a. 200 <b>109</b> , 2015, c. 15, a. 201
c. R-24.0.2	Loi sur la représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et sur le régime de négociation d'une entente collective les concernant  <b>4</b> , 2015, c. 15, a. 202 <b>53</b> , 2015, c. 15, a. 203 <b>58</b> , 2015, c. 15, a. 204 <b>59</b> , 2015, c. 15, a. 205 <b>132</b> , 2015, c. 15, a. 206
c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail  <b>1</b> , 2015, c. 13, a. 1; 2015, c. 15, a. 207 <b>8.0.1</b> , 2015, c. 15, a. 208 <b>37.3</b> , 2015, c. 15, a. 209 <b>62.1</b> , 2015, c. 13, a. 3 <b>62.2</b> , 2015, c. 13, a. 3 <b>62.3</b> , 2015, c. 13, a. 3 <b>62.4</b> , 2015, c. 13, a. 4 <b>62.5</b> , 2015, c. 13, a. 5 <b>62.6</b> , 2015, c. 13, a. 6 <b>62.7</b> , 2015, c. 13, a. 7 <b>62.20</b> , 2015, c. 13, a. 8 <b>62.21</b> , 2015, c. 13, a. 9 <b>113</b> , 2015, c. 13, a. 10 <b>137</b> , 2015, c. 15, a. 210 <b>142</b> , 2015, c. 15, a. 211 <b>161</b> , 2015, c. 15, a. 212

Référence	Titre Modifications
c. S-2.1	Loi sur la santé et la sécurité du travail — <i>Suite</i>  <b>161.0.1</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>161.0.2</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>161.0.3</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>161.0.4</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>161.0.5</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>161.0.6</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>161.0.7</b> , 2015, c. 15, a. 213 <b>162.1</b> , 2015, c. 15, a. 214 <b>167.2</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 215 <b>172.1</b> , 2015, c. 15, a. 216 <b>174.3</b> , 2015, c. 15, a. 217 <b>176.0.3</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 215 <b>184</b> , 2015, c. 13, a. 11 <b>193</b> , 2015, c. 15, a. 218 <b>223</b> , 2015, c. 13, a. 12 <b>223.2</b> , Ab. 2015, c. 13, a. 13 <b>228.1</b> , 2015, c. 15, a. 219
c. S-2.1.1	Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal  <b>62</b> , 2015, c. 7, a. 4
c. S-2.3	Loi sur la sécurité civile  <b>129</b> , 2015, c. 15, a. 220
c. S-3.4	Loi sur la sécurité incendie  <b>154</b> , 2015, c. 15, a. 221
c. S-4.1.1	Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance  <b>59</b> , 2015, c. 8, a. 160 <b>81.3</b> , 2015, c. 8, a. 161 <b>82</b> , 2015, c. 8, a. 162 <b>83</b> , 2015, c. 8, a. 163 <b>83.1</b> , 2015, c. 8, a. 164 <b>84</b> , 2015, c. 8, a. 165 <b>85</b> , 2015, c. 8, a. 166 <b>86</b> , 2015, c. 8, a. 167 <b>86.1</b> , 2015, c. 8, a. 168 <b>87</b> , 2015, c. 8, a. 169 <b>88.1</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.1.1</b> , 2015, c. 36, a. 200 <b>88.2</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.3</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.4</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.5</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.6</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.7</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.8</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.9</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.10</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.11</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.12</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.13</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>88.14</b> , 2015, c. 8, a. 170 <b>90</b> , 2015, c. 8, a. 171 <b>92</b> , 2015, c. 8, a. 172 <b>101.2</b> , 2015, c. 8, a. 267 <b>103.1</b> , 2015, c. 8, a. 173 <b>103.2</b> , 2015, c. 8, a. 173

Référence	Titre Modifications
c. S-4.1.1	Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance — <i>Suite</i>  <b>103.3</b> , 2015, c. 8, a. 173 <b>103.4</b> , 2015, c. 8, a. 173 <b>106</b> , 2015, c. 8, a. 174 <b>135</b> , 2015, c. 8, a. 175
c. S-4.2	Loi sur les services de santé et les services sociaux  <b>19</b> , 2015, c. 25, a. 17 <b>107.1</b> , 2015, c. 1, a. 158 <b>116.1</b> , 2015, c. 8, a. 198 <b>131</b> , 2015, c. 1, a. 159 <b>173</b> , 2015, c. 1, a. 160 <b>184</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>186</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>195</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>204</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>240</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>248</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>267</b> , 2015, c. 1, a. 161 <b>274</b> , 2015, c. 1, a. 162 <b>340</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>343.1</b> , 2015, c. 8, a. 268 <b>346.0.10</b> , 2015, c. 1, a. 163 <b>352</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>360</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>361</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>361.1</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>361.2</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>362</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>363</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>364</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>364.1</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>365</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>366</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>366.1</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1 <b>377</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>377.1</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>397</b> , 2015, c. 8, a. 269 <b>413.1.1</b> , 2015, c. 1, a. 164 <b>417.2</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>417.5</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>472.1</b> , 2015, c. 1, a. 165 <b>487.2</b> , 2015, c. 1, a. 166 <b>530.53</b> , 2015, c. 25, a. 1 <b>530.57</b> , Ab. 2015, c. 25, a. 1
c. S-6.01	Loi concernant les services de transport par taxi  <b>89.1</b> , 2015, c. 16, a. 11
c. S-6.2	Loi sur les services préhospitaliers d'urgence  <b>43</b> , 2015, c. 15, a. 222
c. S-13.1	Loi sur la Société des loteries du Québec  <b>25.1</b> , 2015, c. 28, a. 70
c. S-30.01	Loi sur les sociétés de transport en commun  <b>74</b> , 2015, c. 15, a. 223 <b>89.1</b> , 2015, c. 16, a. 12 <b>103.1.1</b> , 2015, c. 8, a. 105



Référence	Titre Modifications
c. S-30.01	Loi sur les sociétés de transport en commun — <i>Suite</i>  <b>143</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 13 <b>146</b> , 2015, c. 16, a. 14
c. S-32.01	Loi sur le statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et sur leurs contrats avec les diffuseurs  <b>3</b> , 2015, c. 15, a. 224
c. S-32.1	Loi sur le statut professionnel et les conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma  <b>2</b> , 2015, c. 15, a. 225 <b>59.1</b> , 2015, c. 15, a. 226 <b>64</b> , 2015, c. 15, a. 227
c. S-40	Loi sur les syndicats professionnels  <b>27</b> , 2015, c. 15, a. 228
c. T-0.01	Loi sur le tabac ( <i>Loi concernant la lutte contre le tabagisme</i> )  <b>Titre</b> , 2015, c. 28, a. 1 <b>1</b> , 2015, c. 28, a. 2 <b>1.1</b> , 2015, c. 28, a. 3 <b>2</b> , 2015, c. 28, a. 4 <b>2.1</b> , 2015, c. 28, a. 5 <b>2.2</b> , 2015, c. 28, a. 6 <b>3</b> , 2015, c. 28, a. 7 <b>3.1</b> , 2015, c. 28, a. 8 <b>4.1</b> , 2015, c. 28, a. 9 <b>5</b> , 2015, c. 28, a. 10 <b>5.1</b> , 2015, c. 28, a. 11 <b>8.1.1</b> , 2015, c. 28, a. 12 <b>10</b> , 2015, c. 28, a. 13 <b>11</b> , 2015, c. 28, a. 14 <b>11.1</b> , 2015, c. 28, a. 15 <b>12</b> , 2015, c. 28, a. 16 <b>13.1</b> , 2015, c. 28, a. 17 <b>13.2</b> , 2015, c. 28, a. 18 <b>14.4</b> , 2015, c. 28, a. 19 <b>17</b> , 2015, c. 28, a. 20 <b>17.2</b> , 2015, c. 28, a. 21 <b>20.2</b> , 2015, c. 28, a. 22 <b>20.3</b> , 2015, c. 28, a. 23 <b>20.3.1</b> , 2015, c. 28, a. 24 <b>20.3.2</b> , 2015, c. 28, a. 24 <b>20.4</b> , 2015, c. 28, a. 25 <b>21.1</b> , 2015, c. 28, a. 26 <b>24</b> , 2015, c. 28, a. 27 <b>26</b> , 2015, c. 28, a. 28 <b>27</b> , 2015, c. 28, a. 29 <b>28</b> , 2015, c. 28, a. 30 <b>29</b> , 2015, c. 28, a. 31 <b>29.2</b> , 2015, c. 28, a. 32 <b>29.3</b> , 2015, c. 28, a. 32 <b>34</b> , 2015, c. 28, a. 34 <b>35</b> , 2015, c. 28, a. 35 <b>38.0.1</b> , 2015, c. 28, a. 36 <b>38.1</b> , 2015, c. 28, a. 37 <b>38.2</b> , 2015, c. 28, a. 38 <b>42</b> , 2015, c. 28, a. 39 <b>43</b> , 2015, c. 28, a. 40

Référence	Titre Modifications
c. T-0.01	<p>Loi sur le tabac — <i>Suite</i> (<i>Loi concernant la lutte contre le tabagisme</i>)</p> <p>43.1, 2015, c. 28, a. 41  43.1.1, 2015, c. 28, a. 42  43.2, 2015, c. 28, a. 43  43.2.1, 2015, c. 28, a. 44  43.3, 2015, c. 28, a. 45  43.4, 2015, c. 28, a. 46  43.5, 2015, c. 28, a. 47  43.6, 2015, c. 28, a. 48  44, 2015, c. 28, a. 49  45, 2015, c. 28, a. 50  46, 2015, c. 28, a. 51  48, 2015, c. 28, a. 52  48.1, 2015, c. 28, a. 53  49, 2015, c. 28, a. 54  49.1, Ab. 2015, c. 28, a. 55  49.2, 2015, c. 28, a. 56  49.3, 2015, c. 28, a. 57  49.4, 2015, c. 28, a. 58  50, 2015, c. 28, a. 59  51, 2015, c. 28, a. 60  52, 2015, c. 28, a. 61  53, 2015, c. 28, a. 62  53.1, 2015, c. 28, a. 63  54, 2015, c. 28, a. 64  54.1, 2015, c. 28, a. 65  55, 2015, c. 28, a. 66  57.1, 2015, c. 28, a. 67  57.1.1, 2015, c. 28, a. 67  59, 2015, c. 28, a. 68  77, 2015, c. 28, a. 69</p>
c. T-0.1	<p>Loi sur la taxe de vente du Québec</p> <p>1, 2015, c. 21, a. 615; 2015, c. 36, a. 201  11.3, 2015, c. 21, a. 616  17, 2015, c. 21, a. 617  17.4.1, 2015, c. 21, a. 618  18, 2015, c. 21, a. 619  18.0.1, 2015, c. 21, a. 620  18.0.1.1, 2015, c. 21, a. 621  18.0.1.2, 2015, c. 21, a. 621  18.0.3, 2015, c. 21, a. 622  22.2, 2015, c. 21, a. 623  22.8, 2015, c. 21, a. 624  22.9.1, 2015, c. 21, a. 625  22.15.0.1, 2015, c. 21, a. 626  22.15.0.2, 2015, c. 21, a. 627  22.15.1, Ab. 2015, c. 21, a. 628  22.15.2, 2015, c. 21, a. 629  22.16, 2015, c. 21, a. 630  22.20, Ab. 2015, c. 21, a. 631  22.32.1, 2015, c. 21, a. 632  26.2, 2015, c. 21, a. 633  26.3, 2015, c. 21, a. 634  26.4, 2015, c. 21, a. 635  41.7, 2015, c. 21, a. 636  41.8, 2015, c. 21, a. 636  42.0.7, 2015, c. 21, a. 637  42.0.23, 2015, c. 36, a. 202  42.6.1, 2015, c. 21, a. 638  42.6.2, 2015, c. 21, a. 638  68, 2015, c. 21, a. 639</p>

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>  <b>80.1.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 640 <b>81</b> , 2015, c. 21, a. 641 <b>108</b> , 2015, c. 21, a. 642; 2015, c. 24, a. 169 <b>108.2</b> , 2015, c. 21, a. 643 <b>114</b> , 2015, c. 24, a. 170 <b>114.3</b> , 2015, c. 21, a. 644 <b>117</b> , 2015, c. 21, a. 645 <b>119.1</b> , 2015, c. 21, a. 646 <b>119.2</b> , 2015, c. 24, a. 171 <b>138.1</b> , 2015, c. 21, a. 647 <b>138.5</b> , 2015, c. 21, a. 648 <b>138.6</b> , 2015, c. 21, a. 649 <b>138.8</b> , 2015, c. 21, a. 650 <b>139</b> , 2015, c. 21, a. 651 <b>141</b> , 2015, c. 21, a. 652 <b>148</b> , 2015, c. 21, a. 653 <b>152</b> , 2015, c. 21, a. 654 <b>168</b> , 2015, c. 21, a. 655 <b>168.1</b> , 2015, c. 21, a. 656 <b>169.2</b> , 2015, c. 21, a. 657 <b>174</b> , 2015, c. 21, a. 658 <b>175</b> , 2015, c. 21, a. 659 <b>176</b> , 2015, c. 21, a. 660; 2015, c. 24, a. 172 <b>177</b> , 2015, c. 24, a. 173 <b>184.3</b> , 2015, c. 36, a. 203 <b>197</b> , 2015, c. 21, a. 661 <b>197.6</b> , 2015, c. 21, a. 662 <b>198</b> , 2015, c. 21, a. 663 <b>199.0.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 664 <b>231.3</b> , 2015, c. 36, a. 204 <b>244</b> , 2015, c. 21, a. 665 <b>244.1</b> , 2015, c. 21, a. 666 <b>244.2</b> , 2015, c. 21, a. 667 <b>247</b> , 2015, c. 21, a. 668 <b>249</b> , 2015, c. 21, a. 669 <b>255</b> , 2015, c. 21, a. 671 <b>255.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 672 <b>267</b> , 2015, c. 21, a. 673 <b>267.1</b> , 2015, c. 21, a. 674 <b>268</b> , 2015, c. 21, a. 675 <b>272</b> , 2015, c. 21, a. 676 <b>286</b> , 2015, c. 21, a. 677 <b>289.2</b> , 2015, c. 21, a. 679; 2015, c. 36, a. 205 <b>289.5</b> , 2015, c. 21, a. 681 <b>289.6</b> , 2015, c. 21, a. 682 <b>289.7</b> , 2015, c. 21, a. 683 <b>289.9</b> , 2015, c. 21, a. 684 <b>289.10</b> , 2015, c. 21, a. 684 <b>289.11</b> , 2015, c. 21, a. 684 <b>289.12</b> , 2015, c. 21, a. 684 <b>294</b> , 2015, c. 21, a. 685 <b>295</b> , 2015, c. 21, a. 686 <b>297.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 687 <b>297.0.24</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 688 <b>317.3</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 689 <b>327.2</b> , 2015, c. 24, a. 174 <b>327.7</b> , 2015, c. 21, a. 690 <b>327.7.1</b> , 2015, c. 36, a. 206 <b>330.1</b> , 2015, c. 24, a. 175 <b>331.0.1</b> , 2015, c. 24, a. 176 <b>334</b> , 2015, c. 24, a. 177 <b>334.1</b> , 2015, c. 24, a. 178 <b>335.1</b> , 2015, c. 24, a. 179

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i> <b>335.2</b> , 2015, c. 24, a. 179 <b>341.4</b> , 2015, c. 21, a. 691 <b>346.1</b> , 2015, c. 21, a. 692 <b>350.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 693 <b>350.5</b> , 2015, c. 21, a. 694 <b>350.23.1</b> , 2015, c. 21, a. 695 <b>350.49</b> , 2015, c. 24, a. 180 <b>350.50</b> , 2015, c. 8, a. 145 <b>350.51</b> , 2015, c. 8, a. 146 <b>350.51.1</b> , 2015, c. 8, a. 147; 2015, c. 36, a. 207 <b>350.51.2</b> , 2015, c. 8, a. 147 <b>350.52</b> , 2015, c. 36, a. 208 <b>350.52.1</b> , 2015, c. 8, a. 148; 2015, c. 36, a. 209 <b>350.52.2</b> , 2015, c. 8, a. 148 <b>350.53</b> , 2015, c. 8, a. 149 <b>350.54</b> , 2015, c. 8, a. 150 <b>350.55</b> , 2015, c. 8, a. 151 <b>350.56</b> , 2015, c. 8, a. 152 <b>350.56.1</b> , 2015, c. 8, a. 153 <b>350.56.2</b> , 2015, c. 8, a. 153; 2015, c. 36, a. 210 <b>350.56.3</b> , 2015, c. 8, a. 153 <b>350.56.4</b> , 2015, c. 8, a. 153 <b>350.56.5</b> , 2015, c. 8, a. 153 <b>350.56.6</b> , 2015, c. 8, a. 153 <b>350.57</b> , 2015, c. 8, a. 154 <b>350.58</b> , 2015, c. 8, a. 155 <b>350.59</b> , 2015, c. 8, a. 155 <b>350.60</b> , 2015, c. 8, a. 155 <b>351</b> , 2015, c. 21, a. 698 <b>352</b> , 2015, c. 21, a. 699 <b>352.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 700 <b>352.2</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 700 <b>353</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 701 <b>353.0.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 702 <b>353.0.2</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 702 <b>353.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 703 <b>353.0.4</b> , 2015, c. 21, a. 704 <b>357</b> , 2015, c. 21, a. 705 <b>378.18</b> , 2015, c. 21, a. 706 <b>380.2</b> , 2015, c. 21, a. 707 <b>380.3</b> , 2015, c. 21, a. 707 <b>380.4</b> , 2015, c. 21, a. 707 <b>382.7.1</b> , 2015, c. 21, a. 708 <b>383</b> , 2015, c. 21, a. 709; 2015, c. 24, a. 181 <b>385.1</b> , 2015, c. 21, a. 710; 2015, c. 24, a. 182 <b>386</b> , 2015, c. 21, a. 711 <b>386.1.1</b> , 2015, c. 21, a. 712 <b>386.2</b> , 2015, c. 21, a. 713; 2015, c. 24, a. 183 <b>386.3</b> , 2015, c. 21, a. 714 <b>386.4</b> , 2015, c. 24, a. 184 <b>387</b> , 2015, c. 21, a. 715 <b>388.2</b> , 2015, c. 21, a. 716 <b>394</b> , 2015, c. 21, a. 717 <b>395</b> , 2015, c. 21, a. 718 <b>396</b> , 2015, c. 21, a. 719 <b>397</b> , 2015, c. 21, a. 720 <b>397.1</b> , 2015, c. 21, a. 721 <b>397.2</b> , 2015, c. 21, a. 722 <b>397.2.1</b> , 2015, c. 21, a. 723 <b>399.1</b> , 2015, c. 21, a. 724 <b>402.13</b> , 2015, c. 21, a. 725; 2015, c. 36, a. 211 <b>402.18</b> , 2015, c. 36, a. 212 <b>402.19</b> , 2015, c. 36, a. 213

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>  <b>402.19.1</b> , 2015, c. 36, a. 214 <b>402.21</b> , 2015, c. 36, a. 215 <b>402.23</b> , 2015, c. 21, a. 726 <b>402.25</b> , 2015, c. 21, a. 727 <b>404.3</b> , 2015, c. 21, a. 728 <b>405</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 729 <b>406.1</b> , 2015, c. 21, a. 730 <b>406.2</b> , 2015, c. 21, a. 730 <b>406.3</b> , 2015, c. 21, a. 730 <b>406.4</b> , 2015, c. 21, a. 730 <b>407.6</b> , 2015, c. 21, a. 731 <b>407.6.1</b> , 2015, c. 21, a. 732 <b>410.1</b> , 2015, c. 21, a. 733 <b>411</b> , 2015, c. 21, a. 734 <b>412</b> , 2015, c. 21, a. 735 <b>415.0.2</b> , 2015, c. 21, a. 736 <b>415.0.3</b> , 2015, c. 21, a. 736 <b>415.0.4</b> , 2015, c. 24, a. 185 <b>415.0.5</b> , 2015, c. 24, a. 185 <b>415.0.6</b> , 2015, c. 24, a. 185 <b>416.2</b> , 2015, c. 21, a. 737 <b>416.3</b> , 2015, c. 21, a. 737 <b>416.4</b> , 2015, c. 21, a. 737 <b>417.0.1</b> , 2015, c. 21, a. 738 <b>418</b> , 2015, c. 21, a. 739 <b>422</b> , 2015, c. 21, a. 740 <b>425.1.1</b> , 2015, c. 8, a. 156 <b>427.2</b> , 2015, c. 21, a. 741 <b>430.3</b> , 2015, c. 36, a. 216 <b>431</b> , 2015, c. 21, a. 743 <b>431.1</b> , 2015, c. 36, a. 217 <b>433.6</b> , 2015, c. 36, a. 218 <b>433.8</b> , 2015, c. 21, a. 745 <b>433.14</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 746 <b>433.15</b> , 2015, c. 21, a. 747 <b>433.15.1</b> , 2015, c. 21, a. 748; 2015, c. 36, a. 219 <b>433.15.2</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.3</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.4</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.5</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.6</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.7</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.8</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.9</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.10</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.11</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.12</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.15.13</b> , 2015, c. 21, a. 748 <b>433.16</b> , 2015, c. 21, a. 750 <b>433.16.1</b> , 2015, c. 21, a. 751 <b>433.16.2</b> , 2015, c. 21, a. 751 <b>433.16.3</b> , 2015, c. 21, a. 751 <b>433.17</b> , 2015, c. 21, a. 752 <b>433.19.1</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.2</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.3</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.4</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.5</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.6</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.7</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.8</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.9</b> , 2015, c. 21, a. 753 <b>433.19.10</b> , 2015, c. 21, a. 753

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>
	<p> <b>433.19.11</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.12</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.13</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.14</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.15</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.16</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.17</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.18</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.19.19</b>, 2015, c. 21, a. 753  <b>433.20</b>, 2015, c. 21, a. 754  <b>433.21</b>, 2015, c. 21, a. 755  <b>433.22</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.23</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.24</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.25</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.26</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.27</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.28</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.29</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.30</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.31</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>433.32</b>, 2015, c. 21, a. 756  <b>434</b>, 2015, c. 21, a. 758  <b>437.1</b>, 2015, c. 21, a. 759  <b>437.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 760  <b>437.2</b>, 2015, c. 21, a. 761  <b>437.4</b>, 2015, c. 21, a. 762  <b>443</b>, 2015, c. 21, a. 763  <b>449</b>, 2015, c. 36, a. 220  <b>450.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 764  <b>450.0.4</b>, 2015, c. 36, a. 221  <b>450.0.7</b>, 2015, c. 36, a. 222  <b>452</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 765  <b>457.1</b>, 2015, c. 21, a. 766  <b>457.1.3</b>, 2015, c. 21, a. 767  <b>457.2</b>, 2015, c. 21, a. 768  <b>458.0.1</b>, 2015, c. 21, a. 769  <b>458.0.1.1</b>, 2015, c. 21, a. 770  <b>458.0.2</b>, 2015, c. 21, a. 771  <b>458.0.2.1</b>, 2015, c. 21, a. 772  <b>458.0.3.1</b>, 2015, c. 21, a. 773  <b>458.1</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 774  <b>458.5.1</b>, 2015, c. 21, a. 775  <b>458.5.2</b>, 2015, c. 21, a. 775  <b>458.5.3</b>, 2015, c. 21, a. 775  <b>458.7</b>, 2015, c. 21, a. 776  <b>458.8</b>, 2015, c. 36, a. 223  <b>459.3</b>, 2015, c. 21, a. 777  <b>459.5</b>, 2015, c. 21, a. 778  <b>467.1</b>, 2015, c. 21, a. 779  <b>470.2</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>470.3</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>470.4</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>470.5</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>470.6</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>470.7</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>470.8</b>, 2015, c. 21, a. 780  <b>473.2</b>, 2015, c. 21, a. 781  <b>486</b>, 2015, c. 21, a. 782  <b>487</b>, 2015, c. 21, a. 783  <b>488</b>, 2015, c. 21, a. 783  <b>488.1</b>, 2015, c. 21, a. 784  <b>489</b>, Ab. 2015, c. 21, a. 785 </p>

Référence	Titre Modifications
c. T-0.1	Loi sur la taxe de vente du Québec — <i>Suite</i>  <b>489.1</b> , 2015, c. 21, a. 786 <b>491</b> , 2015, c. 21, a. 787 <b>494.1</b> , Ab. 2015, c. 21, a. 788 <b>495</b> , 2015, c. 21, a. 789 <b>497</b> , 2015, c. 21, a. 790 <b>499.1</b> , 2015, c. 21, a. 791 <b>499.4</b> , 2015, c. 21, a. 792 <b>501</b> , 2015, c. 24, a. 186 <b>512</b> , 2015, c. 24, a. 187 <b>526.1</b> , 2015, c. 24, a. 188 <b>536</b> , 2015, c. 24, a. 189 <b>539</b> , 2015, c. 21, a. 793 <b>541.24</b> , 2015, c. 24, a. 190 <b>541.30</b> , 2015, c. 24, a. 191 <b>677</b> , 2015, c. 8, a. 157; 2015, c. 21, a. 794
c. T-1	Loi concernant la taxe sur les carburants  <b>10</b> , 2015, c. 21, a. 795; 2015, c. 24, a. 192 <b>50.0.5</b> , 2015, c. 36, a. 224
c. T-11.002	Loi sur le transfert de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés  <b>113</b> , 2015, c. 8, a. 369
c. T-12	Loi sur les transports  <b>5</b> , 2015, c. 16, a. 15 <b>48.11.1</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.2</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.3</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.4</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.5</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.6</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.7</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.8</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.9</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.10</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.11</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.12</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.13</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.14</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.15</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.16</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.17</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.18</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.19</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.20</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.21</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.22</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.11.23</b> , Ab. 2015, c. 16, a. 16 <b>48.34</b> , 2015, c. 16, a. 18 <b>48.36.1</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.2</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.3</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.4</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.5</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.6</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.7</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.8</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>48.36.9</b> , 2015, c. 16, a. 19 <b>88.10</b> , 2015, c. 17, a. 9 <b>88.11</b> , 2015, c. 17, a. 9

Référence	Titre Modifications
c. T-12	Loi sur les transports — <i>Suite</i>  <b>88.12</b> , 2015, c. 17, a. 9 <b>88.13</b> , 2015, c. 17, a. 9 <b>88.14</b> , 2015, c. 17, a. 9 <b>88.15</b> , 2015, c. 17, a. 9
c. T-16	Loi sur les tribunaux judiciaires  <b>5.2</b> , 2015, c. 15, a. 229 <b>7</b> , 2015, c. 26, a. 33 <b>18</b> , 2015, c. 26, a. 34 <b>224.2</b> , 2015, c. 11, a. 1 <b>246.29</b> , 2015, c. 26, a. 35 <b>246.31</b> , 2015, c. 26, a. 36 <b>246.32</b> , 2015, c. 26, a. 37 <b>246.36</b> , 2015, c. 26, a. 38 <b>246.41</b> , 2015, c. 26, a. 39 <b>248</b> , 2015, c. 26, a. 40 <b>251</b> , 2015, c. 26, a. 41 <b>258</b> , 2015, c. 26, a. 42 <b>269.5</b> , Ab. 2015, c. 26, a. 43
c. U-0.1	Loi concernant les unités de négociation dans le secteur des affaires sociales  <b>36</b> , 2015, c. 1, a. 167
c. V-1.1	Loi sur les valeurs mobilières  <b>10.1.1</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 370
c. V-1.2	Loi sur les véhicules hors route  <b>87.1</b> , 2015, c. 8, a. 270
c. V-5.01	Loi sur le vérificateur général  <b>40.1</b> , 2015, c. 8, a. 15 <b>40.2</b> , 2015, c. 8, a. 15 <b>40.3</b> , 2015, c. 8, a. 15

## 2- LOIS NON INTÉGRÉES AU RECUEIL DES LOIS ET DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC

2001, c. 7	Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives  <b>161</b> , 2015, c. 24, a. 193
2003, c. 18	Loi modifiant la Loi sur les coopératives  <b>179</b> , 2015, c. 3, a. 58
2009, c. 5	Loi donnant suite au discours sur le budget du 24 mai 2007, à la déclaration ministérielle du 1 <sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement et à certains autres énoncés budgétaires  <b>117</b> , 2015, c. 21, a. 796 <b>211</b> , 2015, c. 21, a. 797 <b>398</b> , 2015, c. 36, a. 225 <b>399</b> , 2015, c. 36, a. 226 <b>400</b> , 2015, c. 36, a. 227



Référence	Titre Modifications
2010, c. 20	Loi mettant en œuvre certaines dispositions du discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette  <b>8</b> , 2015, c. 8, a. 7 <b>9</b> , 2015, c. 8, a. 8 <b>10.1</b> , 2015, c. 2, a. 1 <b>18</b> , 2015, c. 8, a. 9 <b>19</b> , 2015, c. 8, a. 10 <b>20</b> , 2015, c. 2, a. 2 <b>22</b> , 2015, c. 2, a. 3; 2015, c. 8, a. 11
2012, c. 25	Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics  <b>4</b> , 2015, c. 15, a. 230 <b>16</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>38</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>44</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>47</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>51</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>75</b> , Ab. 2015, c. 15, a. 231 <b>81</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>89</b> , 2015, c. 15, a. 232 <b>90</b> , 2015, c. 15, a. 233 <b>95</b> , Ab. 2015, c. 8, a. 90 <b>102</b> , 2015, c. 15, a. 234
2012, c. 28	Loi modifiant la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives  <b>156</b> , 2015, c. 36, a. 228 <b>162</b> , 2015, c. 36, a. 229 <b>164</b> , 2015, c. 36, a. 230
2015, c. 21	Loi donnant suite au discours sur le budget du 4 juin 2014 et à certaines autres mesures fiscales  <b>360</b> , 2015, c. 36, a. 231 <b>756</b> , 2015, c. 36, a. 232

Note : Pour de plus amples renseignements concernant l'utilisation de ce tableau, vous pouvez communiquer au numéro de téléphone 418 643-2840.



## **TABLEAU DES MODIFICATIONS GLOBALES APPORTÉES AUX LOIS PUBLIQUES EN 2015**

Les mentions ci-dessous font référence à des dispositions législatives adoptées en 2015 et qui modifient ou affectent de façon globale une ou plusieurs lois sans préciser un article particulier.

Titre	Référence
Loi modifiant la Loi sur les coopératives et d'autres dispositions législatives	2015, c. 3, a. 55 (projet de loi n° 19)
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016	2015, c. 8, aa. 84, 271 (projet de loi n° 28)
Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail	2015, c. 15, a. 237 (projet de loi n° 42)
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant principalement le transport collectif	2015, c. 16, aa. 28, 29 (projet de loi n° 36)
Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec	2015, c. 20, a. 61 (projet de loi n° 58)



# INDEX

La mention Voir devant le numéro d'un chapitre indique que le sujet correspondant ne constitue pas le thème de ce chapitre, mais fait plutôt référence à une loi, à un règlement, à un décret ou à un arrêté ministériel modifié, remplacé, abrogé ou édicté par ce chapitre.

Les numéros de pages correspondent à la première page du chapitre en question.

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
<b>A</b>		
<b>Accès aux documents des organismes publics et protection des renseignements personnels.....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée – Procréation assistée.....</b>	<b>25.....</b>	<b>60</b>
<b>Accidents du travail .....</b>	<b>Voir 15.....</b>	<b>39</b>
<b>Accidents du travail et maladies professionnelles .....</b>	<b>Voir 15.....</b>	<b>39</b>
<b>Activités cliniques et de recherche en matière de procréation assistée .....</b>	<b>Voir 25.....</b>	<b>60</b>
<b>Administration de la justice plus efficace et amendes aux mineurs plus dissuasives .....</b>	<b>26.....</b>	<b>63</b>
<b>Administration financière .....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
	<b>Voir 15.....</b>	<b>39</b>
	<b>Voir 20.....</b>	<b>48</b>
<b>Administration fiscale .....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
	<b>Voir 21.....</b>	<b>50</b>
	<b>Voir 24.....</b>	<b>57</b>
	<b>Voir 36.....</b>	<b>79</b>
<b>Agence du revenu du Québec .....</b>	<b>Voir 15.....</b>	<b>39</b>
<b>Agence métropolitaine de transport .....</b>	<b>Voir 16.....</b>	<b>42</b>
<b>Agences régionales – Organisation et gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux .....</b>	<b>1.....</b>	<b>15</b>
<b>Aide aux victimes d'actes criminels .....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat, Octroi des .....</b>	<b>33.....</b>	<b>75</b>
<b>Amélioration de la situation juridique de l'animal.....</b>	<b>35.....</b>	<b>77</b>
<b>Aménagement durable du territoire forestier .....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Aménagement et urbanisme.....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Amendes aux mineurs plus dissuasives, Administration de la justice plus efficace et .....</b>	<b>26.....</b>	<b>63</b>
<b>Animal, Amélioration de la situation juridique de l' .....</b>	<b>35.....</b>	<b>77</b>
<b>Arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.....</b>	<b>Voir 21.....</b>	<b>50</b>
<b>Arrêté ministériel 2009-001 (2009, G.O. 2, 2805).....</b>	<b>Voir 15.....</b>	<b>39</b>
<b>Assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons – Qualité de l'environnement .....</b>	<b>12.....</b>	<b>36</b>

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
Assurance maladie.....	Voir 8.....	26
	Voir 15.....	39
	Voir 25.....	60
Assurance médicaments .....	Voir 8.....	26
	Voir 25.....	60
Assurance parentale.....	Voir 21.....	50
Automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Règlement de certains différends dans le secteur de l'.....	32.....	74
Autorité des marchés financiers.....	Voir 23.....	55

## B

Barreau .....	Voir 15.....	39
Bâtiment .....	Voir 6.....	22
	Voir 15.....	39
Bibliothèque et Archives nationales du Québec .....	Voir 18.....	46
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Gouvernance de .....	18.....	46
Bien-être et sécurité de l'animal .....	Voir 35.....	77
Biens non réclamés.....	Voir 21.....	50
Bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire, Suspension de versements de .....	2.....	17
Budget du 4 juin 2014 et retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, Discours sur le .....	8.....	26

## C

Caisse de dépôt et placement du Québec .....	Voir 17.....	44
Caisse de dépôt et placement du Québec, Réalisation d'infrastructures par la .....	17.....	44
Capital régional et coopératif Desjardins.....	Voir 21.....	50
Centre de services partagés du Québec .....	Voir 16.....	42
Centres financiers internationaux .....	Voir 21.....	50
	Voir 24.....	57
Charte de la Ville de Longueuil.....	Voir 8.....	26
Cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel–Gascons, Assujettissement des projets de –Qualité de l'environnement .....	12.....	36
Cités et villes.....	Voir 8.....	26
	Voir 15.....	39
Code civil du Québec.....	Voir 8.....	26
	Voir 35.....	77
Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.....	Voir 8.....	26
Code de la sécurité routière .....	Voir 4.....	20
Code de procédure civile.....	Voir 26.....	63
	Voir 35.....	77
Code de procédure pénale .....	Voir 8.....	26
	Voir 26.....	63

Sujet	Chapitres	Pages
Code des professions.....	Voir 26.....	63
Code du travail.....	Voir 15.....	39
Code municipal du Québec.....	Voir 8.....	26
	Voir 15.....	39
Comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public, Mise en œuvre de recommandations du .....	27.....	66
Commerçant et de recycleur de véhicules routiers, Transfert au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de .....	4.....	20
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances .....	20.....	48
Commission de l'équité salariale .....	15.....	39
Commission de la santé et de la sécurité du travail.....	15.....	39
Commission des normes du travail .....	15.....	39
Communauté métropolitaine de Montréal .....	Voir 8.....	26
	Voir 15.....	39
Communauté métropolitaine de Québec .....	Voir 8.....	26
	Voir 15.....	39
Compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique, Mesures de .....	9.....	33
Compétences municipales.....	Voir 8.....	26
Conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur – Produits alimentaires .....	30.....	72
Conditions de travail et régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale .....	Voir 33.....	75
Conseils intermunicipaux de transport dans la région de Montréal .....	Voir 16.....	42
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec .....	Voir 22.....	54
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, Gouvernance du .....	22.....	54
Contrats des organismes publics .....	Voir 6.....	22
	Voir 8.....	26
	Voir 15.....	39
Contrats publics, Récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de .....	6.....	22
Coopératives.....	3.....	18
Coopératives de services financiers .....	Voir 8.....	26
Crédits, 2015-2016, Loi n° 1 sur les .....	5.....	21
Crédits, 2015-2016, Loi n° 2 sur les .....	10.....	34

## D

Dangerosité des produits présents en milieu de travail, Information sur la – Santé et sécurité du travail .....	13.....	37
Déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels – Municipalités.....	34.....	76

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
Députés qui démissionnent en cours de mandat, Octroi des allocations de transition aux .....	33 .....	75
Différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, Règlement de certains .....	32 .....	74
Discours sur le budget du 24 mai 2007, déclaration ministérielle du 1 <sup>er</sup> juin 2007 concernant la politique budgétaire 2007-2008 du gouvernement .....	Voir 21 .....	50
	Voir 36 .....	79
Discours sur le budget du 26 mars 2015 .....	36 .....	79
Discours sur le budget du 30 mars 2010 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 et la réduction de la dette... Voir 2 .....	17	
	Voir 8 .....	26
Discours sur le budget du 4 juin 2014 .....	21 .....	50
	Voir 36 .....	79
Discours sur le budget du 4 juin 2014 et retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016 .....	8 .....	26

## E

Élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit .....	14 .....	38
Élections et référendums dans les municipalités .....	Voir 6 .....	22
	Voir 15 .....	39
Élections scolaires .....	Voir 6 .....	22
	Voir 15 .....	39
Électorale, Loi .....	Voir 6 .....	22
	Voir 15 .....	39
Encadrement de l'hébergement touristique .....	31 .....	73
Équilibre budgétaire .....	Voir 8 .....	26
Équilibre budgétaire en 2015-2016, Discours sur le budget du 4 juin 2014 et retour à l' .....	8 .....	26
Équilibre budgétaire, Suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l' .....	2 .....	17
Équité salariale .....	Voir 15 .....	39
Établissements d'hébergement touristique .....	Voir 31 .....	73
Exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations .....	Voir 8 .....	26

## F

Financement des régimes de retraite à prestations déterminées – Régimes complémentaires de retraite .....	29 .....	70
Financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises, Régimes complémentaires de retraite relativement au .....	7 .....	24
Financement-Québec .....	Voir 8 .....	26



<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
<b>Fiscalité municipale</b> .....	<b>Voir 15</b> .....	<b>39</b>
	<b>Voir 17</b> .....	<b>44</b>
	<b>Voir 34</b> .....	<b>76</b>
<b>Fondation, le Fonds de développement de la Confédération des syndicats nationaux pour la coopération et l'emploi</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
	<b>Voir 21</b> .....	<b>50</b>
<b>Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (F.T.Q.)</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
	<b>Voir 21</b> .....	<b>50</b>
<b>Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
<b>Fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics, Récupération de sommes payées injustement à la suite de</b> .....	<b>6</b> .....	<b>22</b>

## G

<b>Gouvernance de Bibliothèque et Archives nationales du Québec</b> .....	<b>18</b> .....	<b>46</b>
<b>Gouvernance du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec</b> .....	<b>22</b> .....	<b>54</b>
<b>Gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux, Organisation et – Abolition des agences régionales</b> .....	<b>1</b> .....	<b>15</b>
<b>Gouvernance en ce qui a trait à la promotion internationale – Hébergement touristique</b> .....	<b>31</b> .....	<b>73</b>
<b>Gouvernement de la nation crie</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
<b>Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
<b>Granit, Élection au poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du</b> .....	<b>14</b> .....	<b>38</b>

## H

<b>Hébergement touristique, Encadrement de l'</b> .....	<b>31</b> .....	<b>73</b>
---	-----------------	-----------

## I

<b>Immeubles résidentiels, déplacements fiscaux vers les – Municipalités</b> .....	<b>34</b> .....	<b>76</b>
<b>Immigration au Québec</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
<b>Impôt minier</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
	<b>Voir 21</b> .....	<b>50</b>
<b>Impôts</b> .....	<b>Voir 8</b> .....	<b>26</b>
	<b>Voir 20</b> .....	<b>48</b>
	<b>Voir 21</b> .....	<b>50</b>
	<b>Voir 24</b> .....	<b>57</b>
	<b>Voir 36</b> .....	<b>79</b>
<b>Impôt sur le tabac</b> .....	<b>Voir 21</b> .....	<b>50</b>
<b>Industries minière, pétrolière et gazière, Mesures de transparence dans les</b> .....	<b>23</b> .....	<b>55</b>

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
Information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail – Santé et sécurité du travail .....	13 .....	37
Infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec, Réalisation d' .....	17 .....	44
Infrastructures publiques .....	Voir 17 .....	44
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux .....	Voir 8 .....	26
Instruments dérivés .....	Voir 8 .....	26
Intégrité en matière de contrats publics .....	Voir 8 .....	26
	Voir 15 .....	39
Interprétation.....	Voir 26 .....	63
Investissement Québec .....	Voir 8 .....	26

## J

Journée Nelson Mandela.....	19 .....	47
Jurés .....	Voir 15 .....	39
Justice administrative.....	Voir 1 .....	15
	Voir 15 .....	39
	Voir 23 .....	55
	Voir 25 .....	60
	Voir 26 .....	63
	Voir 35 .....	77
Justice plus efficace et amendes aux mineurs plus dissuasives, Administration de la .....	26 .....	63

## L

La Financière agricole du Québec .....	Voir 35 .....	77
Licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers, Transfert au président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des.....	4 .....	20
Loi électorale.....	Voir 6 .....	22
	Voir 15 .....	39
Lutte contre la corruption .....	Voir 8 .....	26
	Voir 15 .....	39
Lutte contre le tabagisme .....	28 .....	68

## M

Mandat, Octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de .....	33 .....	75
Mandela, Journée Nelson.....	19 .....	47
Manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics, Récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de.....	6 .....	22
Matériaux de rembourrage et articles rembourrés .....	Voir 8 .....	26

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
Médecine de famille et de médecine spécialisée, Accès aux services de – Procréation assistée .....	25 .....	60
Médecine spécialisée, Accès aux services de médecine de famille et de – Procréation assistée .....	25 .....	60
Mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un milieu humide ou hydrique .....	9 .....	33
Mesures de transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière .....	23 .....	55
Milieu de travail, Information sur la dangerosité des produits présents en – Santé et sécurité du travail .....	13 .....	37
Milieu humide ou hydrique, Mesures de compensation pour la réalisation de projets affectant un .....	9 .....	33
Mines .....	Voir 8 .....	26
	Voir 23 .....	55
Mineurs, Amendes aux .....	26 .....	63
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation .....	Voir 35 .....	77
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et Commission des partenaires du marché du travail .....	Voir 8 .....	26
Ministère de la Culture et des Communications .....	Voir 8 .....	26
Ministère de la Justice .....	Voir 8 .....	26
Ministère de la Santé et des Services sociaux .....	Voir 8 .....	26
	Voir 25 .....	60
Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire .....	Voir 8 .....	26
Ministère des Finances .....	Voir 8 .....	26
	Voir 21 .....	50
Ministère des Transports .....	Voir 16 .....	42
	Voir 17 .....	44
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation .....	Voir 8 .....	26
Ministère du Tourisme .....	Voir 31 .....	73
Municipalité de Port-Daniel–Gascons, Assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la – Qualité de l'environnement .....	12 .....	36
Municipalité régionale de comté du Granit, Élection au poste de préfet de la .....	14 .....	38
Municipalités – Déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels .....	34 .....	76

## N

Nelson Mandela, Journée .....	19 .....	47
Normes du travail .....	Voir 15 .....	39

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
<b>O</b>		
Occupation et vitalité des territoires .....	Voir 8 .....	26
Octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat .....	33 .....	75
Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers, Transfert au président de l' .....	4 .....	20
Organisation et gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux – Abolition des agences régionales .....	1 .....	15
Organisation et gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales .....	Voir 25 .....	60
Organisation territoriale municipale .....	Voir 15 .....	39
<b>P</b>		
Paiement des pensions alimentaires .....	Voir 21 .....	50
	Voir 36 .....	79
Paramètres sectoriels de certaines mesures fiscales .....	Voir 21 .....	50
	Voir 36 .....	79
Partenariats en matière d'infrastructures de transport .....	Voir 26 .....	63
Port-Daniel-Gascons, Assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de – Qualité de l'environnement .....	12 .....	36
Poste de préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit, Élection au .....	14 .....	38
Préfet de la Municipalité régionale de comté du Granit, Élection au poste de .....	14 .....	38
Président de l'Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers, Transfert au .....	4 .....	20
Prestations déterminées, Financement des régimes de retraite à – Régimes complémentaires de retraite .....	29 .....	70
Processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective .....	Voir 15 .....	39
Procréation assistée – Accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée .....	25 .....	60
Produits alimentaires .....	Voir 30 .....	72
Produits alimentaires – Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur, Conclusions du .....	30 .....	72
Produits présents en milieu de travail, Information sur la dangerosité des – Santé et sécurité du travail .....	13 .....	37

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
<b>Projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons, Assujettissement des – Qualité de l’environnement .....</b>	<b>12 .....</b>	<b>36</b>
<b>Promotion internationale, Gouvernance en ce qui a trait à la – Hébergement touristique .....</b>	<b>31 .....</b>	<b>73</b>
<b>Protection de la jeunesse.....</b>	<b>Voir 26 .....</b>	<b>63</b>
<b>Protection du consommateur.....</b>	<b>Voir 4 .....</b>	<b>20</b>
<b>Protection du territoire et activités agricoles.....</b>	<b>Voir 8 .....</b>	<b>26</b>
<b>Protection sanitaire des animaux.....</b>	<b>Voir 35 .....</b>	<b>77</b>
<b>Publicité légale des entreprises.....</b>	<b>Voir 36 .....</b>	<b>79</b>
<b>Q</b>		
<b>Qualité de l’environnement .....</b>	<b>Voir 35 .....</b>	<b>77</b>
<b>Qualité de l’environnement – Assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons .....</b>	<b>12 .....</b>	<b>36</b>
<b>R</b>		
<b>Rapport du groupe spécial d’appel constitué en vertu de l’Accord sur le commerce intérieur, Conclusions du – Produits alimentaires .....</b>	<b>30 .....</b>	<b>72</b>
<b>Réalisation d’infrastructures par la Caisse de dépôt et placement du Québec .....</b>	<b>17 .....</b>	<b>44</b>
<b>Recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du secteur public, Mise en œuvre de .....</b>	<b>27 .....</b>	<b>66</b>
<b>Recours collectif.....</b>	<b>Voir 26 .....</b>	<b>63</b>
<b>Récupération de sommes payées injustement à la suite de fraudes ou de manœuvres dolosives dans le cadre de contrats publics.....</b>	<b>6 .....</b>	<b>22</b>
<b>Recycleur de véhicules routiers, Transfert au président de l’Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de .....</b>	<b>4 .....</b>	<b>20</b>
<b>Réduction de la dette et Fonds des générations.....</b>	<b>Voir 8 .....</b>	<b>26</b>
<b>Régie de l’assurance maladie du Québec.....</b>	<b>Voir 8 .....</b>	<b>26</b>
	<b>Voir 21 .....</b>	<b>50</b>
	<b>Voir 24 .....</b>	<b>57</b>
	<b>Voir 25 .....</b>	<b>60</b>
	<b>Voir 36 .....</b>	<b>79</b>
<b>Régie de l’énergie .....</b>	<b>Voir 8 .....</b>	<b>26</b>
<b>Régie des rentes du Québec .....</b>	<b>20 .....</b>	<b>48</b>
<b>Régie du logement .....</b>	<b>Voir 3 .....</b>	<b>18</b>
<b>Régime de prestations supplémentaires des juges auxquels s’applique le régime de retraite prévu à la Partie V.1 de la Loi sur les tribunaux judiciaires » .....</b>	<b>Voir 11 .....</b>	<b>35</b>
<b>Régime de rentes du Québec.....</b>	<b>Voir 20 .....</b>	<b>48</b>
	<b>Voir 21 .....</b>	<b>50</b>

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
Régime de retraite de certains enseignants.....	Voir 27.....	66
Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels .....	Voir 20.....	48
	Voir 27.....	66
Régime de retraite des élus municipaux .....	Voir 20.....	48
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics .....	Voir 15.....	39
	Voir 20.....	48
	Voir 27.....	66
Régime de retraite des fonctionnaires .....	Voir 27.....	66
Régime de retraite du personnel d'encadrement.....	Voir 15.....	39
	Voir 20.....	48
	Voir 27.....	66
Régimes complémentaires de retraite .....	Voir 20.....	48
	Voir 29.....	70
Régimes complémentaires de retraite–Financement des régimes de retraite à prestations déterminées .....	29.....	70
Régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises .....	7.....	24
Régimes de retraite à prestations déterminées, Financement des–Régimes complémentaires de retraite .....	29.....	70
Régimes de retraite du secteur public, Mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains .....	27.....	66
Régimes de retraite interentreprises, Régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains .....	7.....	24
Régimes volontaires d'épargne-retraite .....	Voir 20.....	48
Région du Saguenay–Lac-Saint-Jean, Règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la .....	32.....	74
Règlement concernant les infrastructures routières à péage exploitées en vertu d'une entente de partenariat public-privé .....	Voir 26.....	63
Règlement d'application de la Loi sur l'assurance maladie.....	Voir 25.....	60
Règlement d'application de la Loi sur le tabac .....	Voir 28.....	68
Règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean .....	32.....	74
Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics.....	Voir 8.....	26
Règlement sur la contribution réduite .....	Voir 8.....	26
Règlement sur les activités cliniques en matière de procréation assistée.....	Voir 25.....	60
Règlement sur les animaux en captivité.....	Voir 35.....	77
Règlement sur les contrats d'approvisionnement des organismes publics .....	Voir 8.....	26

<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes visés à l'article 7 de la Loi sur les contrats des organismes publics.....	Voir 8.....	26
Règlement sur les contrats de construction des organismes municipaux.....	Voir 8.....	26
Règlement sur les contrats de services des organismes publics .....	Voir 8.....	26
Règlement sur les contrats de travaux de construction des organismes publics .....	Voir 8.....	26
Règlement sur les espèces ou catégories d'animaux désignées pour l'application de la section IV.1.1 de la Loi sur la protection sanitaire des animaux.....	Voir 35.....	77
Règlement sur les matériaux de rembourrage et les articles remboursés .....	Voir 8.....	26
Règlement sur les taux de cotisation .....	Voir 15.....	39
Relations du travail, formation professionnelle et gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction .....	Voir 15.....	39
Représentation de certaines personnes responsables d'un service de garde en milieu familial et régime de négociation d'une entente collective les concernant .....	Voir 15.....	39
Représentation des ressources de type familial et de certaines ressources intermédiaires et régime de négociation d'une entente collective les concernant .....	Voir 15.....	39
Restructuration de certains régimes de retraite interentreprises, Régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la.....	7.....	24
Retraite à prestations déterminées, Financement des régimes de – Régimes complémentaires de retraite.....	29.....	70
Retraite du secteur public, Mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de .....	27.....	66
Retraite interentreprises, Régimes complémentaires de retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de .....	7.....	24
Retraite relativement au financement et à la restructuration de certains régimes de retraite interentreprises, Régimes complémentaires de .....	7.....	24
Retraite, Régimes complémentaires de – Financement des régimes de retraite à prestations déterminées .....	29.....	70

## S

Saguenay-Lac-Saint-Jean, Règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du .....	32.....	74
Santé et des services sociaux, Organisation et gouvernance du réseau de la – Abolition des agences régionales .....	1.....	15
Santé et sécurité du travail .....	Voir 15.....	39

Sujet	Chapitres	Pages
Santé et sécurité du travail – Information sur la dangerosité des produits présents en milieu de travail .....	13 .....	37
Santé financière et pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal.....	Voir 7 .....	24
Secteur de l'automobile de la région du Saguenay – Lac-Saint-Jean, Règlement de certains différends dans le .....	32 .....	74
Secteur public, Mise en œuvre de recommandations du comité de retraite de certains régimes de retraite du .....	27 .....	66
Sécurité civile.....	Voir 15 .....	39
Sécurité incendie.....	Voir 15 .....	39
Services de garde éducatifs à l'enfance.....	Voir 8 .....	26
	Voir 36 .....	79
Services de médecine de famille et de médecine spécialisée, Accès aux – Procréation assistée .....	25 .....	60
Services de santé et services sociaux.....	Voir 1 .....	15
	Voir 8 .....	26
	Voir 25 .....	60
Services de transport par taxi .....	Voir 16 .....	42
Services préhospitaliers d'urgence.....	Voir 15 .....	39
Services sociaux, Organisation et gouvernance du réseau de la santé et des – Abolition des agences régionales.....	1 .....	15
Situation économique et financière du Québec présentée le 2 décembre 2014, Mise à jour sur la.....	24 .....	57
Situation juridique de l'animal, Amélioration de la .....	35 .....	77
Société des loteries du Québec.....	Voir 28 .....	68
Sociétés de transport en commun .....	Voir 8 .....	26
	Voir 15 .....	39
	Voir 16 .....	42
Statut professionnel des artistes des arts visuels, des métiers d'art et de la littérature et leurs contrats avec les diffuseurs .....	Voir 15 .....	39
Statut professionnel et conditions d'engagement des artistes de la scène, du disque et du cinéma .....	Voir 15 .....	39
Suspension de versements de bonis dans le contexte de mesures visant le retour à l'équilibre budgétaire .....	2 .....	17
Syndicats professionnels .....	Voir 15 .....	39
T		
Tabac .....	Voir 28 .....	68
Tabagisme, Lutte contre le.....	28 .....	68
Taxe de vente du Québec .....	Voir 8 .....	26
	Voir 21 .....	50
	Voir 24 .....	57
	Voir 36 .....	79



<b>Sujet</b>	<b>Chapitres</b>	<b>Pages</b>
<b>Taxe sur les carburants.....</b>	<b>Voir 21.....</b>	<b>50</b>
	<b>Voir 24.....</b>	<b>57</b>
	<b>Voir 36.....</b>	<b>79</b>
<b>Terminal maritime sur le territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons, Assujettissement des projets de cimenterie et de –Qualité de l’environnement .....</b>	<b>12.....</b>	<b>36</b>
<b>Territoire de la Municipalité de Port-Daniel-Gascons, Assujettissement des projets de cimenterie et de terminal maritime sur le –Qualité de l’environnement .....</b>	<b>12.....</b>	<b>36</b>
<b>Transfert au président de l’Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de véhicules routiers.....</b>	<b>4.....</b>	<b>20</b>
<b>Transfert de valeurs mobilières et obtention de titres intermédiés ..</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Transparence dans les industries minière, pétrolière et gazière, Mesures de.....</b>	<b>23.....</b>	<b>55</b>
<b>Transport collectif.....</b>	<b>16.....</b>	<b>42</b>
<b>Transports.....</b>	<b>Voir 16.....</b>	<b>42</b>
	<b>Voir 17.....</b>	<b>44</b>
<b>Tribunal administratif du travail.....</b>	<b>15.....</b>	<b>39</b>
<b>Tribunaux judiciaires .....</b>	<b>11.....</b>	<b>35</b>
	<b>Voir 15.....</b>	<b>39</b>
	<b>Voir 26.....</b>	<b>63</b>

## U

<b>Unités de négociation dans le secteur des affaires sociales .....</b>	<b>Voir 1.....</b>	<b>15</b>
--	--------------------	-----------

## V

<b>Valeurs mobilières .....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Véhicules hors route.....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>
<b>Véhicules routiers, Transfert au président de l’Office de la protection du consommateur la responsabilité de la délivrance des licences de commerçant et de recycleur de.....</b>	<b>4.....</b>	<b>20</b>
<b>Vérificateur général.....</b>	<b>Voir 8.....</b>	<b>26</b>





